



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 23 OCTOBRE 2018  
GEMEENTERAAD VAN 23 OKTOBER 2018

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents</b>	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Mostafa Bentaha, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Abdelmalek Talhi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, David Liberman, Dominique Goldberg, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b>	Corinne De Permentier, Christiane Defays, Mohammed Sebbahi, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa,
<b>Verontschuldigd</b>	Nadine Pâques, Abdelkader Zroui, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:35  
Opening van de zitting om 19:35

**Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 4 septembre 2018.**

**Madame El Hamidine est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.**

**De Raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 3 juli 2018 goed.**

**Mevrouw El Hamidine wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Le conseil procède à une audition disciplinaire d'un membre du personnel enseignant subsidié.**

**L'intéressée est accompagnée par son conseil, Maître Bourtembourg.**

**Le conseil entend l'exposé de Maître Bourtembourg et décide de reporter le dossier à une séance ultérieure.**

**De Raad gaat over tot een tuchtverhoor van een lid van het onderwijzend gesubsidieerd personeel. De betrokkene wordt vergezeld door haar raadsman, Meester Bourtembourg. De Raad hoort de uiteenzetting van Meester Bourtembourg en beslist om het dossier te verdagen naar een volgende zitting.**

## **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

### **Instruction publique - Openbaar onderwijs**

#### **1 Instruction publique - Personnel enseignant - Audition disciplinaire.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et plus précisément ses articles 65 et suivants ;

Vu le rapport du service interne pour la prévention et la protection du travail du 27 avril 2018 ;

Vu les autres pièces du dossier versées au dossier par Madame la Secrétaire communale ;

Considérant que le Collège a pris connaissance le 3 avril 2018 des pièces du dossier ;

Vu les éléments portés à la connaissance du Collège et notamment le rapport du Conseiller en prévention ;

Vu la décision du Collège du 20 août 2018 décidant l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de Madame Florence FLAMMANG, dès lors que divers griefs disciplinaires pourraient être retenus à son encontre ;

Considérant que le Conseil communal estime que les faits suivants peuvent être reprochés à Madame FLAMMANG :

- 1. Avoir agi de manière inéquitable vis à vis des membres du personnel, participant ainsi à la division du personnel en divers « clans ».**

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que cela est avéré. « *Jessica GOOSSENS était sa bête noire* ».

Carine HAHUSSEAU explique que « *Elle était inéquitable et notamment avec madame Goossens et le professeur de religion islamique* ».

Cédric NICOLAS explique que « *J'avais la chance d'être privilégié : position plus confortable et j'ai peut-être manqué de courage. J'ai été témoin de comportements inadmissibles : violences physiques ( ex : elle a empoigné le professeur de religion islamique) et violences verbales ; à plusieurs reprises, hurlement sur les collègues. Mme Goossens était sa « victime » préférée : elle a été détruite. Elle va*

*mieux, mais n'est pas encore stabilisée. C'est une excellente enseignante, mais qi ne correspond pas au profil souhaité par Mme FLAMMANG ».*

*Aurore Venturelli explique que « Elle exerçait un véritable acharnement sur Mme Goossens. Traitement injuste. De façon plus générale, elle insistait pour que l'on soit toujours au top. Ces situations pouvaient être stressantes ».*

*Jessica GOOSSENS explique que « Comme toute personne, elle avait ses préférences. Des personnes qui étaient plus proches d'elle. Sa façon de communiquer n'était pas toujours correcte pour ma part, il lui arrivait de me crier dessus pour des erreurs commises. J'aurais préféré qu'on les explique puisque j'étais à ce moment en début de carrière . je ne pouvais en aucun cas être absente. Je me souviens avoir fait un burn-out et pour Mme FLAMMANG cela était inconcevable étant jeune. Je me souviens de phrases qu'elle m'a dites « j e crois que c'est ta tête qui ne me revient pas » ou encore « l'équipe a des choses à te reprocher, fais attention ».*

*Paola Dell OMO explique que « Oui, elle avait ses préférences. Avec moi, cela allait. Elle pouvait être très agressive. Par exemple avec Monsieur Benabes. Elle lui avait demandé de repeindre l'école. Marion Bivort avait prêté le matériel. Madame FLAMMANG lui avait demandé de prendre un jeune avec lui. Ce dernier a mal nettoyé le matériel. La directrice en est venue aux mains avec le professeur de religion islamique ».*

*Caroline JACQUEMYNS explique que « Je n'étais ni dans les préférés ni dans les détestés. Avec certains elle était inéquitable. Certains étaient protégés par elle. Elle a des préférés qui ont des privilèges. J'avais le sentiment de devoir rendre service étant donné que je lui devais mon retour au sein de l'école. Il y avait, par exemple, des personnes qui avaient le droit de partir manger et revenir plus tard (c'est valable pour deux ou trois « chouchou »).*

*A la question de savoir si elle était inéquitable avec elle ou avec d'autres membres du personnel, véronique BURHIN répond « Oui et non. Elle pourrait travailler cela et l'expliquer à l'équipe. L'équipe est opposée à son retour ».*

*Sandrine BRASSEUR explique que « elle n'était pas très égalitaire. Elle avait des « chouchou » ».*

*Guenaelle Cornez explique que « Je n'ai pas été victime d'un tel comportement mais je ressentais que Fl. FLAMMANG avait ses préférences ».*

*Laurence HESBEEN explique que « Oui, c'est dans son verbal et son non-verbal ».*

*Brigitte LARDINOIS explique que « Je n'ai pas fait l'objet de tels comportements. D'autres membres du personnel m'ont rapporté avoir été victimes de ce comportement ».*

*Isabelle LATTEUR explique que « Il y a ceux qu'elle aime et ceux qu'elle n'aime pas. Les personnes « fortes » ou qui peuvent lui être utiles, elle les met de son côté. Les autres elle les évince d'une façon ou d'une autre. (...) ».*

*Dominique CLAJOT et Bérengère PAULUS écrivent : « Oui elle traitait les gens différemment. Au sein du PMS : elle se permettait « d'engueuler » certains membres. Elle pouvait être très agressive avec certains. Elle se permettait des choses suivant la personne. Ex : Catherine Poivre. (...) ».*

*Diane CREVECOEUR explique que « Oui, elle était très inéquitable. Elle vérifiait les journaux de classe très différemment en fonction de la personne. Il était de même pour les visites de classes ».*

Agnès LAURIDAN explique que « *Oui. Moi je n'ai jamais pu aller en classe verte* ».

Anne-Sophie DE VOCHT explique que « *Oui, il y a sa sphère et les autres. Sa sphère était composée de trois à quatre personnes, toutes les autres n'en faisaient pas partie. (...)* ».

Cathy FARKAS explique que « *J'ai été témoin d'iniquité envers des instituteurs. Par exemple dans sa façon de parler : agressive ou mielleuse. Elle a changé, un ou deux ans après sa venue. Au début, cela se passait bien* ».

Magda PHILATOS explique que « *Elle était inéquitable. Elle avait ses préférés. Je n'en faisais pas partie* ».

Joëlle THOMAS explique que « *Je pense qu'elle n'était pas équitable. Moi, elle m'appréciait. Elle m'a protégée, soutenue. J'ai vu d'autres filles se faire descendre par elle. Par exemple Adeline et Johanna* ».

Dominique WOLTER explique que « *Tout à fait. Certains bénéficiaient de privilèges (dont moi). Par exemple pour les congés ou les journaux de classes. Certains devaient faire des journaux de classe beaucoup plus complets que les autres* ».

Van LIERDE explique que « *Tout à fait : elle divisait pour régner. Mme Burin par exemple pouvait partir pendant les heures et Marion faisait ce qu'elle voulait. Madame FLAMMANG donnait une carotte puis elle le reprenait. Elle avait les personnes qu'elle devait respecter ( ex : Elisabeth du PMS) pour se faire bien considérer* ».

Certains témoignages sont contraires ( Séverine Taillieu, Marion Bivort, Aurore Conegero, Florence Verteneuil ) et d'autres font état de ce que les enseignants n'ont rien subi à titre personnel ( Victor Bachelier, Johan Granville ; Laura Morales, Frida Naima).

Les témoignages qui précèdent sont cependant concordants et laissent penser que le grief pourrait être considéré comme établi.

## **2. Avoir proféré des menaces à l'égard des membres du personnel.**

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que « (...) *Elle menaçait concernant les rapports qu'elle faisait* ».

Caroline JACQUEMYNS explique que « *Oui, moi, elle était là pour mon retour à l'école. J'ai par exemple du donner deux heures de mon horaire à quelqu'un d'autre (...)* ».

Sandrine BRASSEUR explique que « *Oui, j'ai vécu la situation. Il manquait des élèves. Je lui devais ma réintégration elle me disait : » N'oublie pas ce que j'ai fait pour toi* ».

Guénaëlle CORNEZ explique que « *Oui, j'ai comme exemple un vote à l'ASBL marge. Elle nous a demandé d'aller voter collectivement comme elle, pour évincer quelqu'un. J'ai ressenti une pression lorsqu'elle nous a d'abord réunis (...) dans son bureau et quand elle est venue, par après, me trouver en particulier, pour me demander, comme un service rendu, de m'y rendre. Face à mes réticences, elle n'a pas hésité à glisser dans l'échange, que c'était elle qui*

*faisait les rapports à la fin de l'année. Phrase qui pouvait être comprise de deux manières : Je n'ai rien à craindre, c'est elle qui fait les rapports ou j'ai intérêt à y aller ».*

*Anne Sophie DE VOCHT explique que « Oui. Elle me disait « change d'école si tu n'es pas d'accord. ». Moi, j'étais nommée. Elle souhaitait me voir partir. Plusieurs institutrices motivées sont parties. Elle m'avait proposé un poste au CECP ».*

*Cathy FARKAS explique que « Oui, j'ai été la victime de menaces. Suite à un souci avec un élève, elle m'avait clairement dit que le type 8 allait changer en type 3 et que si je n'étais pas contente, je n'avais qu'à demander ma mutation. Suite à un cambriolage chez moi, j'avais des crises d'angoisse. J'avais du mal de sortir de Bruxelles . je suis restée bloquée sur un quai de gare. Elle mettait la pression, me menaçait de mutation, elle me donnait un an pour me signer car elle estimait que j'étais un danger. Elle menaçait aussi de faire un rapport à la commune par exemple pour un vas à tartines qui trainait et qui n'appartenait même pas à mon groupe. J'étais sous pression, je me cachais parfois dans les toilettes quand je l'entendais arriver ».*

*Jessica GOOSSENS explique que « Oui, elle menaçait de mutation ou de ne plus pouvoir travailler dans l'enseignement spécialisé. Certaines personnes ont même changé d'établissement ».*

*Carine HAHUSSEAU explique que « Je ne sais pas. Elle menaçait certains de mutation ».*

*Laurence Hesbeen explique que « Severine Taillieu, la secrétaire, a subi un chantage affectif. Elle est, pour moi utilisée par Madame FLAMMANG et ne s'en rend pas compte ».*

*Isabelle LATTEUR explique que « Quand elle veut obtenir quelque chose elle peut se montrer menaçante. C'est quelqu'un qui fait peur et qui argumente très bien. Elle se montre manipulatrice sans ses propos et il est difficile d'avoir le dessus dans des échanges verbaux. Elle peut se victimiser. Vous vous sentez « une mauvaise personne » de mettre en doute ses malheurs et vous vous sentez coupable de ne pas la soutenir. Elle vous donne la sensation que vous lui êtes redevable, c'est pourquoi il est si difficile d'aller à son rencontre et de lui résister. Une relative de type « dominant-dominé » semblait la lier à sa secrétaire, madame Taillieu, qui à mes yeux lui était soumise et corvéable à merci ».*

*Agnès LERUIDAN explique que « Oui, par exemple pour ma mutation (..). j'avais demandé un temps partiel et elle n'aimait pas cela ».*

*Laura MORALES écrit « J'ai entendu dire cela aussi. Pour ma part, elle m'a reproché d'être trop sensible et d'avoir pleuré suite à la gestion d'un élève turbulent. Elle m'a dit que « Les collègues ne voudront plus travailler avec toi si tu pleures tout le temps ». Elle m'a ensuite donné les coordonnées de son médecin traitant en me disant qu'il fallait que j'aille « consulter »».*

*Cédric NICOLAS « Régulièrement, mais pas avec moi ; mon épouse Anne-Sophie( ..° en a été victime. Tout comme mme Goossens, Renardi, Da Motta. Cette dernière a craqué et est partie. Nous ne faisons pas appel vers le PO ou le service de 'IIP : peur des retours, sentiment de terreur. L'arrivée de Mr Godrie. Permis d'en parler. Mas certaines choses restent à ne pas dire ... ».*

*Magda PHILATOS explique que « Oui, elle me menaçait. Elle me disait : « tu peux perdre ton boulot ». Elle m'a fait culpabiliser pour tout ».*

Joëlle THOMAS explique que « *C'est grâce à elle que j'ai été nommée mais elle me manipulait. Je me sentais redevable de cela* ».

Dominique WOLTER explique que « *Oui. Quand elle aide quelqu'un, elle s'en suivent. Elle nous donne l'impression de lui être redevable* ».

Paola Dell OMO explique que « *Envers moi non mais d'autres personnes en ont parlé* ». Aussi en va-t-il de même pour Véronique BURHIN, Marie DIANE, Brigitte LARDINOIS

Certains témoignages sont contraires (Séverine Taillieu, Aurore Conegero). Certains membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime ( Marion Bivort, Frida Naïma, Van lierde, Aurore Venturelli, Florence Vertenoeuil).

Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

### **3. Avoir dénigré certains membres du personnel.**

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que « *Oui. Elle criait dans le couloir sur quelqu'un devant tout le monde* ».

Paola DELL OMO explique que : « *Certaines personnes ont dit qu'elle disait que l'équipe était nulle* ».

Caroline JACQUEMYNS explique que « *Moi non, mais d'autres personnes étaient dénigrées. Elle disait du mal de certaines personnes en fumant une cigarette dehors*».

Sandrine BRASSEUR explique que « *Jessica Goossens était clairement dénigrée. Elle lui disait : « l'équipe ne t'aime pas ». D'autres personnes ont probablement été dénigrées*».

Dominique CLAJOT et Bérengère PAULUS écrivent : « *Oui. Elle a « descendu » le centre PMS* »

Guénaëlle CORNEZ explique que « *Je n'ai pas été victime de ce comportement. J'ai par contre été témoin de critiques envers certains collègues (par ex. Jessica Goossens) en présence d'autres collègues* ».

Marie Dine CREVECOEUR explique que « *Oui, elle dénigrerait les gens volontiers. En parlant d'eux en dehors de leur présence et nous disait de nous méfier de certaines collègues. Cela nous mettait très mal à l'aise* ».

Anne Sophie DE VOCHT explique que « *Oui, elle me dénigrerait. Elle ne le faisait jamais devant moi. Elle le faisait dans mon dos. Quand mon mari est devenu directeur, j'ai dû quitter l'école. Madame FLAMMANG a dit que c'était une bonne chose. Elle a dit à certaines collègues « je n'aurai pas réussi à rester aux Marronniers, mais au moins Anne-Sophie est partie. Elle dénigrerait d'autres personnes aussi parfois en face d'elles* ».

Cathy FARKAS explique que « *Oui. Elle criait sur moi et d'autres collègues devant tout le monde* ».

Jessica GOOSSENS explique « *Oui, il lui est arrivé de dénigrer certains membres du personnel. Cela se traduit dans sa manière de parler. Fort agressive par moment. Ou la pression qu'elle pouvait mettre sur une personne* ».

Carine HAHUSSEAU explique que « *Oui. Elle criait sur quelqu'un devant tout le monde. Que ce soit un élève ou un professeur* ».

Laurence HESBEEN explique que « *Je l'ai constaté. Une institutrice avait été discréditée par Madame FLAMMANG. Elle se sert de la faiblesse de certaines personnes* ».

Isabelle LATTEUR explique que « *Dans ses propos, il lui arrive d'abaisser certaines personnes en usant de surnoms dénigrants. Les derniers mois avant son départ de l'école, étant fâchée contre moi, elle ne m'adressait plus la parole et m'ignorait totalement* ».

Agnès LERUIDAN explique que « *Oui, elle faisait des reproches devant les enfants, des remarques inutiles et méchantes devant les collègues en réunion* ».

Laura MORALES explique que « *Oui, par exemple à la salle des professeurs. Elle dénigrait aussi les PMS* ».

Naïma FRIDA explique que « *Un jour, elle m'a fait une réflexion devant tout le monde* ».

Cédric NICOLAS « *Oui, elle dénigrait les gens, disait du mal... par groupe de 2 ou 3 personnes* ».

Magda PHILATOS explique que « *Moi, elle m'a démolie. Elle me disait : « tu as des boules en dessous des bras ». Cela voulait dire que je ne faisais rien. Elle avait déposé un jeu de carte sur mn bureau. Elle me rabaissait. J'ai été sa secrétaire pendant deux ans. Avant je travaillais avec l'ancien directeur, avec qui je n'ai jamais eu aucun problème. Elle disait de moi : « la débile légère », « une souris taperait mieux sur le clavier » ».*

Joëlle THOMAS explique que « *Moi non mais Anne Sophie oui. Elle disait « ne traîne pas avec elle ». Caroline Jacquemin était plus proche de Madame FLAMMANG et elle disait que cette dernière se moquait des collègues. Elle réprimandait des membres du personnel devant les enfant ou les autres collègues. Elle réprimandait des membres du personnel devant les enfants ou les autres collègues* ».

Aurore VENTURELLI explique que « *Oui, elle dénigrait certaines personnes dont Jessica Goossens. Et fait du favoritisme. Elle aimait ou pas. Sans savoir pourquoi. Jessica fait du très bon boulot. On a rien à lui reprocher. On a une bonne équipe et tout le monde travaille. C'est une question de caractère. Pas de travail* ».

Dominique WOLTER explique que « *oui, fortement. Quand j'étais dans son bureau elle dénigrait des enseignants. Elle criait sur les collègues ou sur les enfants devant tout le monde* ».

Certains témoignages sont contraires (Séverine Taillieu, Marion Bivort, Aurore Conegero, Florence Vertenoel). D'autres membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime ( Victor Bachelier, Véronique Burhin Brigitte Lardinois, Madame Van Lierde).

Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

#### 4. Avoir instauré un climat de peur au sein de l'établissement.

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que « *Elle me fait très peur. Elle avait des sautes d'humeur très fortes vers la fin. Pour moi, elle mettait un climat de peur* ».

Paola DELL OMO explique que : « *Envers moi non. Pour une partie du personnel, oui. Avec les hommes, c'était un peu difficile avec certaines personnes également* ».

Caroline JACQUEMYNS explique que « *Oui, j'ai peur des retombées encore actuellement. Elle hurle sur les gens : enfants et instituteurs* ».

Victor BACHELIER explique que « *Elle s'était excusée de ne pas toujours bien nous recevoir sans son bureau. Monsieur Nicolas était plus accessible que lui* »

Sandrine BRASSEUR explique que « *Beaucoup de personnes en avaient peur par exemple quand ils devaient s'absenter pour un enfant malade. Pour certains, c'était de la terreur. Par exemple pour Jessica Goossens. Severine Taillieu, sa secrétaire, pleurait souvent* ».

Guénaëlle CORNEZ explique que « *Oui, elle communiquait parfois de façon agressive. Elle s'énervait parfois en réunion, beaucoup avaient peur de se la mettre à dos. Certains enfants en avaient également peur* ».

Marie Dine CREVECOEUR explique que « *La peur venait surtout du fait qu'on ne savait jamais comment on serait reçu. Certains jours, elle était tout sourire et tout passait, d'autres jours, elle pouvait nous tomber dessus pour des brouilles. Quand quelqu'un la contredisait, elle répondait avec humeur et élevait le ton* ».

Anne Sophie DE VOCHT explique que « *Oui, ses changements d'humeur faisaient peur à beaucoup de gens* ».

Cathy FARKAS explique que « *Oui, j'avais peur de ses cris agressifs pour rien. La première année, l'ancienne secrétaire était sa tête de turc.. Elle a été mutée à l'arc-en-ciel. L'année d'après, c'était moi la tête de turc* ».

Jessica GOOSSENS explique « *Personnellement, j'avais peur de Madame FLAMMANG il y avait des jours où nous ne pouvions pas rentrer dans son bureau et fonction de ses humeurs. E sais que d'autres personnes en avaient peur aussi. Et que quelques fois, nous ressortions de son bureau en pleurs* ».

Johan GRANVILLE explique que : « *J'ai remarqué cette peur. Elle était d'humeur très changeante. Son personnel n'osait pas facilement aller dans son bureau* ».

Carine HAHUSSEAU explique que « *Il y a un climat de crainte vu ses changements d'humeur. Il n'y avait pas de sérénité dans l'école* ».



Laurence HESBEEN explique que « *Oui. Elle sortait parfois de son bureau en hurlant. Il y avait des inégalités avec le personnel ou les enfants* ».

Isabelle LATTEUR explique que « *Certaines collègues n'osaient pas rentrer dans son bureau, elle pouvait se montrer cassante et intimidante. C'est quelqu'un qui hausse la voix, qui crie et qui n'a pas peur des conflits. J'ai joué un rôle de « tampon » pendant tout un moment. J'ai essayé de tempérer et de lui dire que son attitude n'était pas constructive. Elle en a parfois tenu compte. Son humeur changeante était source de stress pour beaucoup* ».

Agnès LERUIDAN explique que « *Oui, elle rentrait dans ma classe sans prévenir. C'était ressenti comme quelque chose d'agressif. Elle mettait un climat de peur* ».

Laura MORALES explique que « *Oui, l'équipe avait peur d'elle. En tant que jeune enseignante, nouvellement arrivée, je n'aurais jamais osé lui tenir tête en cas de désaccord. Son attitude « non-verbale » était agressive* ».

Naïma FRIDA explique que « *Parfois, en réunion, elle ne tenait pas compte de l'avis des autres. Elle imposait ses idées* ».

Cédric NICOLAS « *Oui, elle instaurait un climat de peur. Les 3 dernières années, elle mettait plus de pression sur le travail. Son apparence physique a autant changé que son comportement. Instabilité comportementale* ».

Magda PHILATOS explique que « *J'étais terrorisée par elle* ».

Joëlle THOMAS explique que « *Elle était sanguine et lunatique. Monsieur Nicolas était nettement plus flegmatique. Il calmait les choses. Elle instaurait un climat de peur en raison de son caractère. Séverine Taillieu, sa secrétaire était le baromètre de ses humeurs*».

Madame VAN LIERDE explique que : « *C'est vrai, mais pas avec moi. Quand elle était de mauvaise humeur, elle disait aux enfants d'aller dormir en-dessous des bancs. Elle disait « ils m'emmerdent tous » . A moi, elle ne s'attaquait pas car elle savait que j'étais appréciée par l'équipe* ».

Aurore VENTURELLI explique que « *Oui, on sentait un climat de pression, contrôle, être toujours au top... Elle avait du mal à accepter les baisses de régimes. Je n'avais pas de famille à l'époque et je pouvais consacrer énormément de temps pour le travail ? Mais comment faire maintenant ? Avec une famille ?!* ».

Florence VERTENOEIL explique que « *Elle était très lunatique. Moi, elle ne me faisait pas peur, mais à mon avis, sans raison précise. J'ai entendu dire que d'autres personnes en avaient peur* ».

Dominique WOLTER explique que « *Oui, le personnel a peur d'elle. Ce n'est pas normal. L'ambiance était plus sereine avec monsieur Nicolas. Il fallait demander à la secrétaire quelle était son humeur du moment avant de pouvoir aller lui parler.* ».

Certains témoignages sont contraires (Séverine Taillieu, Marion Bivort, Veronique Burhin, Aurore Conegero,). D'autres membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime ( Brigitte Lardinois)Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

## 5. Avoir adopté un comportement manipulateur vis-à-vis des membres du personnel.

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que *« Surement. Elle est très bonne manipulatrice. Lors d'un vote, elle ne nous a pas laissé le choix. Elle nous imposait sa volonté. Autre situation, lors d'une réunion d'équipe en présence de deux personnes de la commune, Mme Flammanf nous annonçait qu'il y aurait une grande restructuration de classe et que beaucoup d'entre-nous perdraient notre poste au sein de l'établissement « Les marronniers ».*

Paola DELL OMO explique que : *« Oui, lors d'un vote à l'ASBL Marge, elle a manipulé les gens pour qu'ils votent comme elle le souhaitait ».*

Caroline JACQUEMYNS explique que *« Oui, j'ai été manipulée, elle a essayé de me changer ? j'ai eu de gros problèmes avec un enfant et la directrice n'a rien fait sous prétexte que celui-ci était « parano » et que donc il était en souffrance, elle a juste invité l'enfant à ne pas recommencer. D'autres personnes ont aussi été manipulées ».*

Sandrine BRASSEUR explique que *« Ses deux copines sont, selon moi, manipulées par Madame FLAMMANG ».*

Vanessa BRUNO explique que *« Elle sait manipuler les gens et créer une mauvaise ambiance »*

Guénaëlle CORNEZ explique que *« Oui, parfois. Elle s'attribuait un mérite qui n'existait pas. Elle sous-entendait parfois que certains lui étaient redevables (comme par exemple dire à Caroline Jacquemyns que c'était elle qui avait permis son retour aux Marronniers) ».*

Marie Diane CREVECOEUR explique que *« J'avais personnellement de bons rapports avec madame FLAMMANG, mais j'ai été manipulée une fois. Je ne voulais pas la remplacer mais elle a insisté jusqu'à ce que j'accepte (c'était administratif). Elle me faisait confiance. Elle n'est venue inspecter qu'une seule fois ma classe en 7 ans en disant de ne pas le répéter ».*

Anne Sophie DE VOCHT explique que *« Oui, elle manipulait pour ne pas être dans son tort. Elle retournait une situation pour être à la place de la victime. Elle parlait d'une collègue et disait qu'elle était incompétente ».*

Cathy FARKAS explique que *« Oui, dans le sens où si on ne faisait pas les choses dans le sens qu'elle désirait, elle menaçait de mutation. Elle manipulait aussi des instituteurs et l'ancienne secrétaire. Elle avait son petit clan, qui d'année en année devenait plus petit ? (...) » ».*

Carine HAHUSSEAU explique que *« Effectivement, certains membres du personnel ont dénoncé un comportement de manipulation, mais après son départ de peur de représailles ».*

Laurence HESBEEN explique que *« Oui. Mais je n'ai pas d'exemple concret à part Séverine Taillieu, la secrétaire qui était manipulée ».*

Isabelle LATTEUR explique que *« Oui. Elle perçoit très bien les gens et sait quels arguments employer pour les rallier à sa cause. Elle arrive à faire dire par d'autres les idées qu'elle leur a insufflées. On ne se rend compte qu'après coup qu'on a été manipulé et on reste avec un sentiment de malaise ».*

Agnès LEURIDAN explique que « *Oui, elle me disait que j'étais faible tout en me proposant des projets pour me critiquer ensuite (Créham). C'est incohérent* ».

LAURA MORALES explique que « *Je l'ai entendu dire* ». *Et de donner l'exemple déjà donné pour exemplifier les menaces* ».

Cédric NICOLAS explique que « *Oui elle manipulait ; par exemple Aurore. Moi-même, dans mon rôle syndical : pour me pousser à aller dans son sens, même si ce n'était pas toujours dans un mauvais but. Un autre exemple : AG MARGE : elle a demandé aux membres de voter contre Sylvia (...)* ».

Magda PHILATOS explique que « *Oui dans le sens que ses proche sont sans doute manipulées par elle : Isabelle Latteur, Marion Bivort* » ».

Joëlle THOMAS explique que « *Oui, elle pratiquait une sorte de bourrage de crâne. Elle me disait : « tu es douée pour t'occuper des enfants de type trois* ». *J'ai dû deux fois changer de niveau de classe. Même si les changements ont été au final bénéfiques, j'aurais aimé qu'ils soient de ma propre initiative* ».

Madame VAN LIERDE explique que : « *Elle était très manipulatrice, je la soupçonne d'être bipolaire* ».

Dominique WOLTER explique que « *Oui je me suis parfois senti utilisé* ».

Certains témoignages sont contraires (Séverine Taillieu, Marion Bivort, Véronique Burhin, Naïma Frida, Aurore Conegero, Florence Vertenoueil). D'autres membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime (Brigitte Lardinois, Aurore Venturelli).

Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

## **6. Avoir manqué de respect vis-à-vis des membres du personnel ou des membres du PMS**

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que « *Elle a manqué de respect en envoyant ses certificats médicaux en retard. Des collègues ont eu des soucis dans leur paiement* ».

Caroline JACQUEMYNS explique que « *Je crois que j'ai été respectée mais d'autres se faisaient engueuler* » devant des témoins : adultes et élèves».

Sandrine BRASSEUR explique que « *Oui, elle contournait les règles pour arriver à ses fins* ».

Guénaëlle CORNEZ explique que « *FL. FLAMMANG est partie la veille de la rentrée sans se soucier de la situation dans laquelle se trouvait l'école par ce départ soudain. L'année passée, elle rendait ses certificats au dernier moment et ne tenait pas informée l'école de ses intention, ce qui est très inconfortable pou une école et la direction faisant fonction* ».

Marie Diane CREVECOEUR explique que « *Il lui arrivait de crier sur son personnel devant les enfants. Un jour elle a eu une dispute très violente avec le professeur de religion islamique. Madame Séverine Taillieu assurait beaucoup plus que des tâches de secrétariat, elle devait faire ses courses* ».

*personnelles pour Madame FLAMMANG, s'occuper de son chien .. Séverine s'en plaignait auprès de nous » .*

Anne Sophie DE VOCHT explique que « *Elle ne respecte pas les gens, elle les utilise*».

Cathy FARKAS explique que « *Oui, par son attitude et sa façon de s'exprimer. Je me rappelle d'une tache de chocolat qu'elle ne voulait pas frotter alors que c'était elle qui l'avait faite. Elle trouvait que ce n'était pas son job*».

Jessica GOOSSENS explique « *Manque parfois de respect dans sa manière de s'adresser aux autres*».

Johan GRANVILLE explique que « *Elle décidait seule en réunion* ».

Laurence HESBEEN explique que « *Oui. Lorsqu'elle était enseignante, quand parfois Monsieur Cuvelier s'absentait, Madame FLAMMANG en profitait pour ne pas venir en réunion* ».

Agnès LERUIDAN explique que « *Oui, notamment avec ma demande de temps partiel et ma mutation. Elle a demandé à sa hiérarchie de me muter Or, dans l'école, il y avait d'autres temps partiels acceptés* ».

Laura MORALES explique que « *Oui, notamment lors de son départ de l'école. Elle n'avait prévenu personne et sa décision a eu des répercussions sur certains membres du personnel à la veille de la rentrée scolaire. Lors de son congé maladie, elle rentrait systématiquement ses certificats médicaux en retard ce qui provoquait énormément d'insécurité pour les membre du personnel dont leur place dépendait de son retour* ».

Cédric NICOLAS « *Un total manque de respect vis-à-vis de son employeur : par exemple, lors de son départ ; elle l'a annoncé dans un délai trop court, à la veille de la rentrée scolaire, alors qu'elle le savait depuis 3 mois ! Elle a abandonné son poste e détruisant tout sur son passage*».

Magda PHILATOS explique que « *Elle disait de mes documents « ramasse ton merdier* ».

Joëlle THOMAS explique que « *Je ne sais pas. Séverine par exemple, devait éplucher et apporter régulièrement une orange à madame FLAMMANG ? Cathy devait faire ses courses pendant ses fourches* ».

Madame VAN LIERDE explique que « *Elle n'en a rien à faire. Son vocabulaire et sa manière de s'adresser aux enfants me choquent* ».

Dominique WOLTER explique que « *Oui, elle manque de respect dans sa façon de s'adresser à sa hiérarchie ou au personnel ouvrier* ».

Certains témoignages sont contraires ( Séverine Taillieu, Marion Bivort, Véronique Burhin, Aurore Conegero, Naïma Frida, Aurore Venturelli, Florence Verteneuil). D'autres membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime (Paola Dell Omo, Brigitte Lardinois).

Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

## **7. Avoir adopté un horaire inapproprié désorganisant l'école.**

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que « *Oui, je confirme. Elle disait qu'elle était en réunion de direction. Elle arrivait souvent en retard aussi. Cette situation désorganisait l'école* ».

Paola DELL OMO explique que : « *Elle disait souvent qu'elle était en réunion. Je crois qu'une fois, en réalité, elle est partie en vacances* ».

Caroline JACQUEMYNS explique que « *Je confirme les absences et les retards depuis deux ans*».

Chloé VERLINDEN « *J'ai eu une partie de mon salaire reportée en raison du fait qu'elle avait remis son certificat médical en retard* ».

Sandrine BRASSEUR explique que «*Elle a été beaucoup absente la dernière année. Elle disait j'ai une réunion*».

Véronique BURHIN explique que : « *Oui, c'est Isabelle LATTEUR qui la remplaçait. L'école a continué à tourner* ».

Marie Diane CREVECOEUR explique que « *C'est vrai. C'était toujours difficile de savoir pourquoi elle n'était pas là, on nous disait qu'elle était en réunion. Monsieur Nicolas était beaucoup plus disponible pour son personnel* ».

Anne Sophie DE VOCHT explique que «*Elle arrivait tard et partait tôt. Elle partait souvent en cours de journée ou ne venait pas du tout et cela sans prévenir. Cela devenait compliqué pour le bon fonctionnement de l'école* ».

Cathy FARKAS explique que «*Les deux dernières années, elle n'était pas souvent là. Nous ne savions pas si elle avait pris congé. Elle était cependant joignable en cas de besoin.* ».

Jessica GOOSSENS explique « *Oui. Surtout à la fin*».

◦ •

Carine HAHUSSEAU explique que « *Elle arrivait parfois à 10h du matin. Ses absences étaient régulières. Sa secrétaire, Séverine Taillieu la couvrait. Elle arde d'ailleurs toujours son chien. Isabelle LATTEUR a aussi voulu protéger Madame FLAMMANG à un moment donné et c'est avec beaucoup de regrets qu'elle nous en a parlé*».

Laurence HESBEEN explique que « *Oui, elle était souvent absente ou en retard la derrièrè année*».

Brigitte LARDINOIS explique que « *A la fin, ses absences se répétaient. La secrétaire qui est maintenant en congé la remplaçait. Isabelle Latteur la remplaçait aussi. Mais à la fin, madame FLAMMANG ne s'entendait plus avec elle* ».

Isabelle LATTEUR explique que « *La dernière année, elle était très souvent absent et arrivait plus tard le matin. C'était essentiellement soit sa secrétaire soit moi qui pallions à ses absences. Ses absences étaient couvertes malgré nous ; toute l'équipe faisait toujours tout son possible pour que l'école tourne au mieux* ».

Agnès LEURIDAN explique que « *Oui, surtout la dernière année avant ma mutation. Mais l'organisation fonctionnaient en son absence. Des personnes la remplaçaient* ».

Laura MORALES explique que « *Oui. Elle était fréquemment absente...* ».

Naïma FRIDA explique que : « *Elle était souvent en réunion à l'extérieur. Isabelle Latteur prenait alors le relais* ».

Cédric NICOLAS «*Oui : elle avait des absences fréquentes. Il n'y a autant de réunions qu'elle le prétendait. Je le sais puisque j'ai repris ses fonctions. Elle donnait l'impression de prolonger les week-ends et le congés ; Comme je l'ai dit précédemment, au total elle était absente surement 3 à 4 mois sur l'année* » ».

Magda PHILATOS explique que «*Elle était souvent absente. Elle disait qu'elle allait à une réunion* ».

Joëlle THOMAS explique que «*Elle était trop souvent en réunion disait-elle. Monsieur Nicolas beaucoup moins. Il y a eu une absence prolongée suite à un by-pass alors qu'au final c'était pour de la chirurgie esthétique* ».

Madame VAN LIERDE explique que : « *Elle arrivait pratiquement toujours en retard. Quand on devait suivre une formation, elle partait .. ce n'était pas motivant. Elle était aussi très souvent en réunion* ».

Aurore VENTURELLI explique que : « *C'est vrai qu'elle avait beaucoup d'absences et des retards et que ceux-ci n'étaient pas toujours annoncés à l'avance. Or, pour le bien de l'équipe, il est préférable de planifier un maximum les moments où la direction n'est pas présente. Il y a certaines questions ou situations que seule la direction peut répondre* ».

Florence VERTENEUIL explique que « *C'est possible mais l'école marchait très bien avec Séverine Taillieu, sa secrétaire* » .

Dominique WOLTER explique que « *Oui. Mais Elle avait des bras droits. Isabelle LATEYR, Séverine Taillieu, Laurence Hesbeen la remplaçaient. Le problème c'est qu'après elle remettait leurs décisions en question. Elle arrivait à 9h le matin. Les parents d'élèves n'avaient pas l'occasion de la rencontrer en cas de problème. Elle disait souvent qu'elle était en réunion.* ».

Certains témoignages sont contraires (Séverine Taillieu, Aurore Conegero, Guénaelle Cornez). D'autres membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime ( Marion Bivort).

Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

## **8. Avoir adopté un style de management autoritaire.**

De l'instruction du dossier, il ressort ce qui suit :

Julie CLAES explique que « *Oui, notamment pour l'achat de matériel pédagogique*».

Paola DELL OMO explique que : « *Oui, elle a du mal à travailler en équipe. Elle travaillai juste avec sa petite équipe personnelle* »

Caroline JACQUEMYNS explique que « *Oui, elle acceptait des enfants très violents, sans concertation avec l'équipe* ».

Victor BACHELIER explique que « *Cela me semble plutôt vrai. Je n'ai pas d'exemple concret. C'est arrivé qu'elle n'écoute pas les autres* ».

Sandrine BRASSEUR explique que « *Oui, elle imposait des enfants de « type » trois* ».

Guénaëlle CORNEZ explique que « *Sur le plan relationnelle, elle s'acquitte de sa mission avec autorité, ce qui laisse peu de place aux divergences d'opinions et à la liberté de chacun* ».

Marie Diane CREVECOEUR explique que : « *Oui, elle consultait beaucoup l'équipe au début, puis elle a pris de plus en plus de décisions sans nous en parler entre autre concernant les budgets* ».

Anne Sophie DE VOCHT explique que « *Oui. A la fin, on ne pouvait plus parler avec elle. Si nos propositions ou demandes ne lui convenaient pas, elle s'énervait, elle se mettait à hurler. Je me suis un jour retrouvée dans son bureau et je me suis sentie enfermée, prise au piège de ses hurlements. Elle m'empêchait de sortir* ».

Cathy FARKAS explique que « *Oui, elle avait un management très autoritaire. Elle imposait des choix très personnels, sans discussion. Par exemple, le changement d'horaire pour aller à la piscine. Le départ avait été avancé de 13h40 à 12h25, sans concertation. Suite à cela, le mardi, je n'avais plus de temps de pose* ».

Johan GRANVILLE explique que « *Oui, elle était un peu trop autoritaire* ».

Jessica GOOSSENS explique que « *Oui* ».

Carine HAHUSSEAU explique que « *Parfois,, Madame FLAMMANG était ouverte à la discussion. Par contre, avec Monsieur Nicolas, c'était beaucoup plus démocratique. Nous formons une équipe soudée qui fonctionnait pour le bien des enfants* ».

Laurence HESBEEN explique que « *Elle essayait de faire croire que les décisions étaient prises collégialement alors que ce n'était pas toujours le cas* ».

Isabelle LATTEUR explique que « *C'est quelqu'un qui a sa vision propre, elle a voulu imposer certaines choses sans que ça ne corresponde aux préoccupations de l'équipe. Elle semblait vouloir ouvrir l'école à des enfants de type 3, en opposition avec la majorité des enseignants. Son argument, qu'elle a fait appuyer par l'IP, était de lutter contre les pertes d'emplois. Selon elle, c'était le seul avenir de notre école. Cela a généré une grande insécurité au sein de l'équipe : certains ont cru perdre leur place. Ses manifestations d'autorité n'étaient pas toujours proportionnelles aux situations* ».

Angès LEURIDAN explique que « *Oui, son management autoritaire a fait des dégâts* ».

Laura MORALES explique que « *Oui, surtout les derniers mois. Il lui est arrivé de prendre des décisions en aparté avec Aurore Conegero concernant certains enfants sans en avertir le titulaire* »/

Naïma FRIDA explique que « *Oui elle était très autoritaire* »

Cédric NICOLAS «*Elle voulait imposer sa vision. C'était vraiment un management autoritaire.*

(...) ».

Magda PHILATOS explique que « *Elle était très autoritaire* ».

Joëlle THOMAS explique que « *Oui, elle donnait souvent des ordres. Son aménagement autoritaire était dans sa manière de dire les choses. Pas de négociation possible lors de discussions, le ton pouvait facilement monter de sa part* ».

Aurore VENTURELLI explique que « *Oui, elle était autoritaire. Même si elle demandait des avis, c'est sa décision qui primait* ».

Dominique WOLTER explique que « *Oui, elle faisait des crises de colère. Elle imposait ses choix* ».

Certains témoignages sont contraires (Séverine Taillieu, Marion Bivort, Veronique BURHIN, Brigitte Lardinois). D'autres membres du personnel expliquent ne pas en avoir été témoins ou victime (Aurore Conegero, Van lierde, Florence Vertenoeuil).

Il n'en demeure pas moins que les témoignages sont majoritairement concordants.

Considérant que ces griefs ressortent des témoignages majoritairement concordants adressés à l'autorité dans le cadre de l'instruction de ce dossier.

Considération que si les faits précités devaient être jugés comme établis, il pourrait être considéré que Madame FLAMMANG a méconnu les articles suivant du décret du 6 juin 1994 précité :

« **Article 6.** - *Les membres du personnel doivent, en toutes circonstances, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement du pouvoir organisateur où ils exercent leurs fonctions. Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 8, alinéa 3.*

**Article 7.** - *Dans l'exercice de leur fonction, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par l'acte de désignation.*

**Article 8.** - *Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs relations avec les parents des élèves et toute autre personne étrangère au service.*

*Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction. Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.*

*Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ».*

Il pourrait également lui être reproché d'avoir violé le décret du 2 février 2007 fixant le statut des



directeurs, qui prévoit notamment que :

***Article 7.** - Le directeur assure la gestion et la coordination de l'équipe éducative.*

*Dans ce cadre, il organise notamment les services de l'ensemble des personnels, coordonne leur travail et leur fixe des objectifs en fonction de leurs compétences et des textes qui régissent leurs missions.*

*Dans cette optique, le directeur suscite l'esprit d'équipe, veille au développement de la communication et du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'établissement scolaire et gère les conflits. Il veille également à l'accueil et l'intégration des nouveaux personnels, ainsi qu'à l'accompagnement des personnels en difficulté.*

*Il suscite et gère la participation des membres du personnel aux formations en cours de carrière, obligatoires ou volontaires.*

***Article 10.** - Le directeur organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante. Il gère les dossiers des élèves et des membres du personnel.*

*Il veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes de concertation et des conseils de classe prévus par les lois, décrets et règlements.*

*Le directeur gère les ressources matérielles et financières de l'établissement.*

*Dans l'enseignement subventionné, il le fait selon l'étendue du mandat qui lui a été confié par le pouvoir organisateur.*

*Il veille par ailleurs à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement.*

Considérant que si ces griefs disciplinaires devaient être considérés comme fondés, ils seraient graves ;

Que le comportement dénoncé, à le supposer établi, est inadmissible dans le chef d'un membre du personnel et porte atteinte à l'intérêt de l'enseignement, dans la mesure où il met en péril son organisation et les conditions dans lesquelles il est prodigué ;

Que lesdits manquements disciplinaires seraient d'autant plus graves que Madame FLAMMANG aurait adopté une attitude qui, d'une part, est l'opposé de celle que l'on est en droit d'attendre d'un directeur d'établissement et, d'autre part, participe - à tout le moins - à la grave détérioration de l'environnement de travail au sein de l'établissement, dont ont gravement pâti plusieurs membres du personnel ;

Que si une telle attitude, à la supposer établie, est de nature à ébranler fortement la confiance que l'autorité place en Madame FLAMMANG, certaines circonstances atténuantes devraient être prises en considération dans le cadre de choix de la sanction : le fait que les faits reprochés auraient été commis il y a plusieurs années et l'absence d'antécédents disciplinaires ;

Qu'en égard à ces circonstances, il semble qu'une sanction de mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou de rétrogradation pourrait être proportionnée aux faits reprochés à Madame FLAMMANG;

DECIDE

D'entendre Madame Florence FLAMMANG quant aux faits qui lui sont reprochés.

Le point est reporté.

30 votants : 30 votes positifs.

**PV d'audition du conseil communal du 23/10/2018 :**

Présents : Marc-Jean Ghysseles, *Bourgmestre-Président* ;  
Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père,  
Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, Échevin(e)s ;  
Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Mostafa Bentaha, Nadia El  
Yousfi, Grégor Chapelle, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Abdelmalek Talhi,  
Magali Plovie, Alitia Angeli, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie  
Lebrun, Pol Massart, David Liberman, Dominique Goldberg, *Conseillers communaux* ;  
Betty Moens, *Secrétaire communale* ;  
Maître Bourtembourg, *avocat de Mme Florence Flammang* ;  
Florence Flammang, *directrice de l'école des Marronniers*.

Excusés : Corinne De Permentier, Christiane Defays, Mohammed Sebbahi, Rachid Barghouti, Isabelle  
Grippa, Nadine Pâques, Abdelkader Zrouri, *Conseillers communaux*.

Rédaction PV : Cédric Froment, *chef du service Instruction publique* ;

Monsieur le Bourgmestre : ... le Conseil communal dans lequel nous avons à l'ordre du jour une  
audition disciplinaire. Donc je vois que Maître Bourtembourg est là. La question est de savoir est-ce  
que vous souhaitez le huis clos ou la séance publique ?

Maître Bourtembourg : Je ne demande pas le huis clos.

Monsieur le Bourgmestre : Très bien. Donc en cas de vote le nom de Madame De Permentier a été tiré  
au sort, que Madame Defays est excusée, la première votante sera Madame El Hamidine.

(blanc)

Monsieur le Bourgmestre : Voilà, Maître Bourtembourg, je vous invite peut-être à venir prendre place.  
On va commencer par l'audition comme cela on peut vous libérer au plus vite. Si cela vous convient.  
Ou bien vous souhaitez qu'on examine les points avant ? Maître Bourtembourg, comme vous le  
souhaitez. On va commencer par ...

Maître Bourtembourg : En tout état de cause, huis clos ou pas, l'audition disciplinaire doit se tenir en  
premier lieu.

Monsieur le Bourgmestre : Oui voilà ...

(blanc)

Monsieur le Bourgmestre : Voilà vous êtes correctement installés, vous souhaitez un verre d'eau, vous souhaitez ... vous avez tout ?

Maître Bourtembourg : Bien que ne doutant pas de votre générosité ; je suis venu avec une bouteille d'eau.

Monsieur le Bourgmestre : Voilà, on peut débiter pour vous, ça...

Maître Bourtembourg : Moi, je suis prêt.

Audition commence à : 19h37 : (La séance est publique).

*Monsieur le Bourgmestre (B.) : Voilà, donc nous commençons par un examen d'un dossier disciplinaire qui met en cause Mme Flammang. Je propos peut-être à Madame la Secrétaire communale de nous lire les actes que nous devons examiner. L'ensemble du Conseil communal a reçu l'intégralité du dossier dont vous avez connaissance. Je vous propose qu'on vous entende, qu'on entende éventuellement vos témoins et puis les témoins proposés par le PO. Est-ce que cela vous convient ? Parfait, voilà. Madame la Secrétaire vous avez la parole.*

*Madame la Secrétaire communale (S.c.) : Voilà, donc, nous entendons Madame Flammang dans le cadre d'une procédure disciplinaire pour les faits suivants :*

- *Avoir agi de manière inéquitable vis à vis des membres du personnel, participant ainsi à la division du personnel en divers « clans » ;*
- *Avoir proféré des menaces à l'égard des membres du personnel ;*
- *Avoir dénigré certains membres du personnel ;*
- *Avoir adopté un comportement manipulateur vis-à-vis des membres du personnel ;*
- *Avoir manqué de respect vis-à-vis des membres du personnel ou des membres du PMS*
- *Avoir adapté un horaire inapproprié désorganisant l'école ;*
- *Avoir adopté un style de management autoritaire ;*
- *Avoir instauré un climat de peur au sein de l'établissement.*

*Monsieur le Bourgmestre : La suite, la suite tu lis jusqu'au bout.*

*Madame la Secrétaire communale : Dans ce cadre donc, nous convoquons Madame Flammang après instruction du dossier disciplinaire, Madame Flammang a reçu les faits pour lesquels le Conseil communal souhaiterait l'entendre, elle a également reçu les différents ... eu connaissance des différents articles du décret du 06 juin 1994 et du décret du 2 février 2007 qui pourraient être méconnus si ces différents faits devaient être jugés comme établis.*

*Madame la Secrétaire communale : En outre elle a trouvé en annexe les derniers témoignages signés par les personnes entendues lors de la procédure disciplinaire et quo sont joints au dossier. Nous*

*l'avons informée qu'au cours de l'audition elle peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel enseignant officiel subventionné en service ou à la retraite ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative en vertu de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités.*

*B. : Voilà, merci. Je vous propose de laisser la parole à Mme Flammang et Maître Bourtembourg et puis éventuellement aux conseillers communaux qui souhaiteraient poser des questions ensuite on entendra mes témoins de Madame Flammang et puis les témoins du pouvoir organisateur sauf si vous souhaitez que cela se produise autrement en quel cas ...*

*Maître Bourtembourg : De toute façon j'ignorais ... il faut que le Conseil communal sache que Madame Flammang a été avisée de la possibilité de convoquer des témoins vendredi passé et qu'elle a reçu une bonne partie du dossier hier à 7h20 du matin. Je suppose que ce dossier complémentaire vous a été communiqué aussi. Donc j'ignorais totalement que le pouvoir organisateur avait l'intention de faire entendre des témoins mais pour moi il n'y a aucune difficulté dans l'ordre ou dans le désordre.*

*Monsieur le Bourgmestre : Alors ce que je vais proposer directement pour éviter tout problème par rapport aux droits de la défense et si ce que vous me confirmer est exact c'est évidemment tout à fait inacceptable, on va refixer une nouvelle date d'audience après les vacances comme cela Madame Flammang a la possibilité de compléter la liste des témoins et elle a entière possibilité de consulter l'intégralité du dossier.*

*Maître Bourtembourg : J'ai cependant une requête à présenter au Conseil. Donc ...*

*Monsieur le Bourgmestre : Vous êtes d'accord qu'on remette pour le fond.*

*Maître : De toute façon c'est vous qui déciderez ce que l'on fait mais je trouve que cette affaire a déjà suffisamment trainé et que de manière systématique c'est la même chose. On envoie des documents qui sont antidatés. La convocation est antidatée de 6 jours. On envoie de manière systématique des pièces la veille ou l'avant-veille d'une audition. C'était hier à 7h20 du matin. On fait part de la faculté de faire entendre des témoins jeudi passé alors que l'audition était prévue ce mardi, c'est-à-dire en dehors de tous les délais qui sont fixés et je voudrais quand même vous dire ceci. Bon, vous avez entendu Mesdames et Messieurs les Conseillers la liste des griefs ou des reproches qui sont faits à ma cliente. Je peux vous dire que sur base de cette liste-là je suis à même de vous condamner tous, c'est-à-dire sans vous dire quand vous auriez fait quelque chose ne fût-ce qu'essayer de situer dans le temps le reproche qui est fait, le fait de dire s'il y a des témoins directs des faits qui sont reprochés, de détailler les faits reprochés et d'écarter évidemment tous ce qui n'est que répercussion. Je ne sais pas si vous savez mais il faut que vous sachiez que ma cliente est directrice des Marronniers depuis le 3 septembre 2007. Elle a été en congé pour mission pour travailler au CPONS au conseil de l'enseignement.*

*X : C'est au CECP.*

*Maître Bourtembourg : Du le 1<sup>er</sup> septembre 2014 au 31 août 2017. A la suite d'un investissement professionnel qui a été considérable dans son boulot de détachement, elle fut en congé de maladie du 1<sup>er</sup> septembre 2017... à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et devait reprendre l'exercice de ses fonctions à*

*partir du mois de mai 2018. Elle est donc restée absente de l'école du 1<sup>er</sup> septembre 2014 à la avril 2018 soit pendant quelques trois années et huit mois.. Les faits qu'on a découvert en avril 2018 sont donc par définition antérieurs au mois de juin 2014. Cela vous situera déjà le caractère quelque peu curieux d'un procédure disciplinaire qui concerne des faits qui se seraient passés il y a quelques quatre années et encore je ne sais pas exactement puisqu' il n'y a pas un des reproches qui est fait qui se soit daté, fût-ce du mois pendant lequel les faits se seraient passés. Pendant qu'elle exerçait des fonctions de directrice on ne lui a jamais fait de reproches sur la manière de gérer les choses, les premiers reproches sont venus en avril 2018. et si j'aimerais bien que cette affaire soit vidée c'est qu'on l'a empêché au 1<sup>er</sup> mai 2018 de reprendre ses fonctions, on la suspendue par deux décisions successives qui ont été critiquées devant le Conseil d'Etat et la Commune de Forest ne s'est même pas défendu, c'est-à-dire elle n'a déposé au Conseil d'Etat ni mémoire en réponse ni dossier administratif de sorte que ces deux décisions d'éloignement seront annulées.. Une troisième décision d'éloignement que je qualifierais de scandaleuse, et je vous dirai pourquoi, a été prise le 3 septembre 2018 et fait l'objet d'un nouveau recours qui est porté devant le Conseil d'Etat. Donc pour vous situer le contexte on a une directrice qui n'a plus exercé ses fonctions depuis septembre 2014 et qui est poursuivi pour des faits prétendus dont on ne lui a jamais parlés à l'époque et qui seraient survenus en 2018.*

*Je pense que vous serez d'accord avec moi que pour qu'au-delà de toute question de procédure purement formelle, pour admettre que pour pouvoir exercer sa défense, l'agent doit pouvoir consulter un dossier qui le cas échéant étayerait ou viendrait à l'appui des reproches qui sont faits contre lui et l'administration se voit obliger et c'est classique, c'est logique, de mettre à la disposition de l'agent et des conseillers qui sont amenés à statuer un dossier complet, l'ensemble du dossier qu'elle a établi à son encontre. Particulièrement on comprendra que l'exercice des droits de la défense exclue, mais là de manière radicale, que L'autorité se réserve le droit de choisir sous quelque prétexte que ce soit les pièces susceptibles d'être soumises au débat contradictoire. Il n'y a pas besoin de longue explication pour expliquer que le dossier ne peut être caviardé. Non seulement, je viens de vous le dire, une partie des pièces a été transmise à ma cliente par mail hier à 7h20.*

*Vous conviendrez qu'il s'agit d'un délai manifestement déraisonnable mais encore. Malgré des demandes expresses déjà faites à plusieurs reprises auprès du Collège notamment à l'occasion des auditions qui ont eu lieu sur les procédures de suspension, l'autorité reste volontairement en défaut de déposer des pièces essentielles qui vous permettraient d'apprécier ce qui se passait dans cette école quand ma cliente y était directrice.*

*Ainsi par exemple, une équipe mobile de la Communauté française est intervenue dans cette école, a fait à la demande de la directrice, a fait une analyse complète de ce qui se passait dans cette école et a remis un rapport au collège des Bourgmestre et Echevins. Ce rapport établi par des experts énonce l'ambiance qui existait à l'école à ce moment-là, le cas échéant le comportement de la directrice, le dialogue qui existait ou non entre les membres du personnel et la directrice et puisque je l'ai demandé à plusieurs reprises, le Collège a formellement donc décidé ne pas donner suite à cette demande et de garder par de vers lui le rapport estimant sans doute qu'il contenait des éléments qui étaient des éléments qui pouvaient être utiles à la défense de ma cliente.*

*De même un rapport d'inspection de la Communauté française qui est relative aux études certes a été établi et ce rapport d'inspection ne peut évidemment éviter de parler de la situation qui existerait au sein de cette école si elle est celle que l'énoncé des griefs que vous venez d'entendre devait venir démontrer.*

*Des pièces déposées par Madame Flammang à l'occasion de l'audition et à l'appui de l'affirmation selon laquelle aucune faute disciplinaire n'a été commise. Donc ces pièces ont été déposées à*

*l'occasion des auditions relatives à la suspension préventive et notamment à l'occasion de l'audition de la fin du mois d'août de cette année, ces pièces ont été soustraites du dossier et n'y sont pas déposées.*

*Donc voilà donc que l'on décide de ne pas vous faire connaître (en parlant aux conseillers communaux) un rapport de l'équipe mobile, un rapport de l'inspection voire même les pièces invoquées dès le début de la procédure par ma cliente pour tenter de démontrer qu'elle était innocente alors qu'il revient au Collège de démontrer qu'elle est coupable.*

*Je vais vous donner un exemple encore plus scandaleux. A ma connaissance, une dame Jessica Willain, je ne sais pas comment on le prononce peu importe, WILLAIN, qui exerçait la fonction d'institutrice à l'école quand ma cliente y était puis qui a déménagé et qui habite maintenant dans le namurois après avoir relancée à trois reprises pour qu'elle apporte des déclarations défavorables à ma cliente au dossier a pris contact avec Monsieur Cédric Froment qui est l'agent traitant du dossier qui lui a dit pas de problème vous pouvez faire parvenir votre déclaration par écrit. Elle a demandé à être entendue signalant qu'elle était tout à fait prête à se déplacer de Namur à Forest pour être entendue, on a jamais donné suite à sa demande. Je crois pouvoir dire, je ne l'ai pas mais je suis quasi-certain de ce que je vous dit, qu'elle a envoyé un courriel le 19 juin 2018 à 18h17 à Madame la Secrétaire communale, que ce courriel particulièrement circonstancié est particulièrement élogieux sur la manière avec laquelle ma cliente a accompli ses fonctions. Inutile de dire que ce témoignage doit évidemment être joint au dossier. Est-ce qu'il faut que je continue ? On est ici sur base de l'affirmation répétée depuis la fin du mois d'avril que le Collège aurait décidé d'ouvrir à l'égard de mon client, de ma cliente pardon, une action disciplinaire. J'ai demandé à plusieurs reprises que ces pièces qui seraient le point de départ de la procédure qui devrait se terminer ce soir, j'ai demandé à plusieurs reprises que ces pièces soient déposées au dossier. Vous avez beau fouiller ce dossier vous ne trouverez pas ces pièces.*

*Par ailleurs, je ne sais pas si vous êtes allés voir le fatras qui a été communiqué à ma cliente dans un premier temps et puis qui a été complété hier, ce fatras de pièces n'est pas inventorié, on ne dit pas de quelles pièces il s'agit. Il n'est même pas numéroté de sorte que à la guise de ceux qui le composent on peut y ajouter ou y retrancher toutes les pièces convenables sans que personne puisse le contester puisqu'on ne sait pas ce qu'il y a en fait dans ce dossier. Donc ma cliente a été convoquée par une convocation antidatée du 12 octobre et quand je dis, et c'est systématique, quand je dis antidaté, quand une lettre porte la date du 12 octobre et qu'elle est confiée à la poste le 16 octobre 2018 cette lettre est antidatée. Si on voulait la prévenir suffisamment tôt de la réunion du Conseil communal c'était quand même assez simple de trouver un point poste ouvert le 12 octobre pour pouvoir lui faire connaître la date à laquelle elle comparaitrait.*

*Les pièces complémentaires, je vous l'ai dit, ont été communiquées par un courriel du 22 octobre.*

*Je suppose que ces pièces n'ont pas été mise à votre disposition alors que le dossier à votre disposition doit en règle contenir toutes les pièces sur lesquelles le Collège se fonde mais comme il n'y a pas d'inventaire il est pratiquement impossible de le démontrer. La seule chose que je peux démontrer ce sont les pièces qui ont été communiqués hier puisqu'elles sont en annexe d'un mail et ce mail je l'ai. Dans de telles circonstances je pense qu'il faut d'abord vous demander de bien vouloir inviter le collège à préparer loyalement un dossier complet comprenant notamment la délibération d'intenter les procédures, tous les témoignages et attestations reçus, les comptes-rendus des réunions du Collège communal ou de ses délégués avec les membres de l'équipe et notamment la dernière réunion qui s'est tenue en présence de l'avocat de la Commune qui pouvait expliquer aux membres du personnel ce qui se passerait aujourd'hui pour qu'ensuite l'intégralité du dossier vous soit soumis à vous et à nous et qu'on puisse être régulièrement convoqués à une audition disciplinaire. Mais je*

*pense honnêtement que vous pouvez aller plus loin aujourd'hui. Vous avez entendu les reproches : avoir agi de manière inéquitable, avoir proféré des menaces, avoir dénigré des membres du personnel, avoir instauré un climat de peur, avoir adopté un comportement manipulateur, avoir manqué de respect, avoir adopté un horaire inapproprié, avoir un style de management qui serait un style de management autoritaire.*

*Bon, il est de jurisprudence constante mais cela relève aussi du bon sens que la convocation de quelqu'un au disciplinaire, comme la convocation de quelqu'un à l'occasion d'une procédure pénale, doit indiquer clairement les faits qui sont reprochés à ce quelqu'un. Si dans la convocation j'admets parfaitement que les faits puissent être résumés, pas de souci, il doit être, ils doivent pardon être mentionné de manière suffisamment précise c'est-à-dire que des termes qui sont trop sommaires ne permettent évidemment pas de se défendre. Comment voulez-vous vous et moi et même pas elle qu'on se défende si un jour l'accusation nous était faite avoir agi de manière inéquitable. Quand, à l'égard de qui, quels sont le cas échéant ceux qui peuvent attester de ce comportement inéquitable et en quoi a-t-il consisté ? On ne reproche pas par exemple, comme on le fait dans un témoignage, d'avoir agi de manière inéquitable à l'égard de telle ou telle autre personne, cette autre personne ne prétend d'ailleurs pas qu'elle-même a été victime d'un traitement inéquitable.*

*On reproche à quelqu'un tel fait qui s'est passé tel jour dans de telles circonstances.*

*On ne reprochera pas comme on le fait à ma cliente d'avoir transmis en retard des certificats médicaux relatifs à l'absence d'une institutrice de manière telle que cette institutrice n'aurait pas été rémunéré ou aurait été rémunérée trop tard. Si c'était vrai on demandera de déposer au dossier les documents démontrant que l'administration a reçu en retard des certificats médicaux, que ce retard est dû à la faute de la directrice et que ce retard a entraîné des inconvénients graves pour l'institutrice en cause, ce qui est un mensonge. En d'autres termes, on porte des accusations vagues qui sont entièrement fausses alors que sur les faits visés on dispose de toutes les pièces qui vous permettraient d'apprécier du grief qui est fait.*

*Aucun des « témoignages » formulés lorsqu'ils sont formulés par une personne qui se prétendrait elle-même et pas par répercussion ou par ouï-dire victime du comportement de ma cliente n'indique, fût-ce de manière extrêmement approximative, la période à laquelle les choses se seraient passées. Ni les circonstances qui en présence des dénégations formelles de ma cliente permettraient de trancher pour l'un ou pour l'autre. Il tombe sous le sens qu'une autorité qui inflige une sanction disciplinaire, fût-elle mineure, fût-elle mineure, ne peut le faire que si les faits qui ont donné lieu aux poursuites sont établies et peuvent être raisonnablement qualifiés de manquements disciplinaires. N'importe quelle autorité ne peut fonder la sanction que sur des faits raisonnablement avérés et la charge de la preuve repose à l'évidence sur l'autorité. C'est un principe démocratique fondamental de sorte qu'il lui revient d'établir à suffisance les faits qu'elle reproche. Je vous demande vraiment, cela vous permettra sans doute de mettre fin à cette comédie, à cette comédie mais qui entraîne vous pouvez imaginer de la souffrance, je vous demande d'être attentif aux deux circonstances suivantes.*

*Malgré un climat dans un foyer pas étendu mais malgré un climat manifeste de lynchage à l'égard d'une personne qu'on n'a plus vu depuis quelques 4 ans à l'occasion duquel il apparaît de manière patente que l'autorité c'est-à-dire votre échevin de l'Instruction publique relayée à un moment donné par votre Bourgmestre ont fait à certains la promesse, l'engagement d'écarter ma cliente de sorte qu'elle ne rentre pas au mois de mai et malgré que des questions ouvertes soient posées à l'occasion de la procédure disciplinaire le questionnaire préparé, vous l'aurez vu, n'hésitant pas à commencer par ceci : nous avons décidé de poursuivre Madame Flammang au point de vue disciplinaire, auriez-vous l'obligeance de me dire ce que vous pensez d'elle ? De nombreux mais vraiment de nombreux, c'est pas un ou deux, de nombreux membres du personnel qui sont d'ailleurs là pour témoigner si on*

*a convoqué ceux-ci, ont déclaré de manière claire, précise, documentée, documentée, quelle estime ils portaient à ma cliente alors même qu'il n'ont rien à craindre d'elle, elle est dans le ruisseau, elle est jetée depuis le mois de mai, on n'a pas hésité à laisser déclarer par la RTBF, on a laissé déclarer à la RTBF qu'elle ne s'était pas présentée à son travail, qu'on était en grosse difficulté parce qu'on l'attendait le jour de la rentrée et qu'elle n'était pas là. Dans la demi-heure ce communiqué RTBF s'est retrouvé sur le compte Facebook de l'école, donc il s'agit quand même de bien expliquer aux parents que l'ancienne directrice qui est plus là il vaut mieux qu'elle soit plus là parce que rendez-vous compte alors qu'elle était suspendue elle ne se présente pas et elle met en difficulté pour pouvoir gérer les choses.*

*Donc manifestement tous ces gens qui ont témoigné avaient beaucoup plus à craindre de l'autorité et de certains de leurs collègues qui pourrissent l'ambiance que de ma cliente qui est incapable de leur faire quelque tort que ce soit puisque le souhait est manifeste qu'elle ne revienne plus jamais dans l'école. Donc vous avez une masse d'enseignants sont précis, documentés et qui vous disent que ma cliente est victime d'une cabale, vraiment.*

*Vous avez d'autres peut-être un peu plus nombreux, je n'ai pas compté le nombre exact, vous en avez d'autres qui font des reproches qui, franchement je ne pense pas travestir le dossier en vous disant ça, pour la plupart ne sont absolument pas documentées. Ils se rapportent à ce qui aurait été dit par d'autres témoins prétendus, ils n'hésitent pas par exemple à stigmatiser le comportement de ma cliente l'égard du professeur de religion islamique alors que le professeur de religion islamique ne dit rien de tel ou en tout cas qu'aucune de ses attestations n'est déposée au dossier.*

*Certains propos sont véritablement odieux lorsqu'ils parlent des préférences sexuelles réelles ou supposées de ma cliente et des conséquences que cela pourrait avoir.*

*Ils sont encore plus odieux, certains propos qui ont été ainsi recueillis avec délectation on le suppose, lorsqu'ils évoquent l'apparence physique de ma cliente ou des changements qui seraient intervenus dans son apparence physique et qui aux yeux de celui qui ose faire de telles déclarations témoignent d'une instabilité comportementale dans son chef, je cite.*

*Aujourd'hui ou demain, rien mais rien du tout dans le dossier ne vous permettra de donner la préférence aux uns puis aux autres et ce qu'a fait le Collège c'est en fait jouer la politique de Salomon. Certains ne la veulent plus, certains disent qu'elle est bien. Ceux qui ne la veulent plus paraissent virulents, j'ai donc le choix entre mettre en œuvre une procédure qui permet de renouer des fils qui se sont étiolés ou faire en sorte que la pression monte dans la marmite et je vais faire cela. A la veille du 1<sup>er</sup> mai je la suspends en urgence sans l'entendre, une fois qu'on a passé cette audition sans l'entendre je l'entends et on verra à la fin des vacances, à la fin des vacances, à la fin du mois d'août, on l'entend à nouveau, on dit oui probablement, peut-être, vous apportez une série d'évènements mais on verra ensuite je vous suspends encore pour 3 mois. Vous avez proposé gentiment de collaborer à n'importe quelle formule qui permettrait une réintégration dans des conditions qui soient acceptables, oui on verra, peut-être, si ça arrive, on va réfléchir à une solution et si ça arrive on lèvera la demande de suspension et puis ça se clôture par une demande de sanction disciplinaire où j'ai vraiment l'impression que ce qu'il s'agit de faire c'est de tenter avant le renouvellement du Conseil communal d'obtenir à tout prix d'obtenir n'importe quelle décision qui sera gérée demain par le nouveau Conseil communal puisque vous savez que n'importe quelle décision de sanction qui serait prise serait susceptible d'un recours auprès d'une chambre de recours de la Communauté française et on pourrait revenir aujourd'hui.*

*Bon, j'en reviens à la situation d'une personne qui a subi, vous l'avez entendu tout à l'heure, une*



*longue incapacité de travail après un burnout qui a saisi d'ailleurs cette occasion pour faire un retour sur elle-même, suivre différentes formations notamment sur la communication non-violente etc. de sorte qu'elle puisse reprendre ses fonctions après ce qu'elle avait connu comme expérience positive au conseil de l'enseignement d'une part mais aussi après la maladie qu'elle avait connue de pouvoir reprendre les choses de manière positive à l'école, ce pourquoi elle s'est tout à fait préparée, elle avait une réunion qui était prévue au début du mois de mai pour sa rentrée. Ça s'est conclu par un claquage de porte au nez en disant il y a des gens qui ne vous veulent plus, j'ai peur, vous êtes tellement mauvaise, perverse et méchante que vous risquez de faire du mal en rentrant, vous ne viendrez pas, on vous écoute mais franchement c'est cause toujours tu m'intéresses. Vous pouvez apporter n'importe quoi on verra plus tard si les reproches qui sont faits à cette occasion sont vrais ou faux mai... Vous faites des recours au Conseil d'Etat, ben vous allez finir par vous épuiser. Moi c'est l'agent, l'argent pardon de la Commune qui me sert le cas échéant à défendre la Commune, vous c'est votre argent personnel. Vous avez déposé un recours en annulation contre les deux premières suspensions, pour vous dire à quel point je m'en fiche, je ne dépose même pas de mémoire et je ne dépose même pas le dossier administratif. Je vous suspends à nouveau pour trois mois. Si vous ne déposez pas un nouveau recours on vous dira que pour les premiers vous n'avez plus intérêt parce que vous vous en moquez, vous êtes suspendue etc. Et cela peut continuer comme ça jusque quand ?*

*Je pense qu'à un moment donné, il est nécessaire de mettre fin à une situation pareille. Vous savez tous qui avez connu des situations de conflit que la meilleure manière d'envenimer le conflit, vraiment la meilleure manière c'est de laisser entendre à toute une partie des gens qu'on ne reverra jamais Madame Flammang, d'espérer entretemps qu'elle va tomber par terre, ce qui n'est pas exclu, ce qui n'est pas exclu quand on a subi un burnout l'année passée et qu'on subit ça cette année-ci, personne ne peut garantir qu'elle va réussir à surnager. Donc, je veux simplement vous dire à vous membre du Conseil qui examinez ce dossier sans a priori, ce qui n'est pas le cas des membres du Collège, que s'il advenait que vous mettiez fin, comme vous pouvez le faire, aux poursuites disciplinaires parce que vous comprenez qu'elles ne mèneront à rien, cela ne signifie pas que demain matin ma cliente entend rentrer triomphante, maltraiter les gens qui se sont plaints d'elle, ma cliente entend dès demain matin, si elle rentre, faire en sorte que cette rentrée se passe de la manière qui permette à chacun d'être respecté avec les étapes qu'il faudrait entreprendre avec les interventions de tiers à l'égard desquels elle n'a pas le moindre début de commencement de prévention. Sa vie n'est pas finie, parce que pour le moment les seules alternatives en réalité que le Collège lui laisse c'est de dire vous ne voudriez pas trouver un système qui soit proche de la pension ou réfléchir à rester quelque part dans un placard doré sans rien faire mais être payée le cas échéant. C'est une bonne directrice, c'est quelqu'un qui a un souci, parfois peut-être un peu pointilleux, c'est la seule réserve qu'on peut admettre de l'intérêt des enfants. Donc c'est pas quelqu'un qui est une j'en foutre c'est pas quelqu'un à laquelle vous confiez une école pour que les enfants qui y soient accueillis soient des enfants maltraités alors particulièrement que leurs faiblesses ou leurs difficultés méritent une attention beaucoup plus soutenue à leur égard.*

*Donc je vous propose demande honnêtement de ne pas faire ce que le Bourgmestre va vous proposez de faire, c'est-à-dire de remettre au mois prochain. sachant que si on remet le mois prochain, ne fût-ce que le temps de rétablir le procès-verbal de l'audition, on n'aura pas la possibilité de prendre une décision. Vous savez que la composition conseil communal doit être à peu près la même à l'occasion, en tous cas que ne pourrons prendre part à la décision doit être à peu près la même à l'occasion, en tous cas que ne pourrons prendre part à la que ceux qui auraient entendu ma cliente. Imaginons que cela soit remis le mois prochain, j'ai cru comprendre qu'il y avait différents changements qui étaient nés des élections communales à Forest et ailleurs d'ailleurs mais à Forest aussi. Donc le Conseil communal de décembre ne sera plus composé comme le Conseil communal de novembre. Or vous ne pourriez voter sur une sanction disciplinaire qu'après un procès-verbal d'audition qui ait été établi en novembre. C'est impossible de le faire sur le champ donc nécessairement ce sera reporté à décembre.*

*A décembre, lorsqu'on sera en face d'un nouveau Conseil communal, il faudra nécessairement recommencer l'audition une nouvelle fois et donc le piège est grossier qui consiste à dire pour le moment vous êtes suspendue à partir du début septembre jusqu'à la fin du mois de novembre et à la fin du mois de novembre le Collège, dernier acte avant de partir, va être obligé de décider d'une nouvelle suspension pendant trois mois puisque la procédure disciplinaire n'a pu être menée au complet. Donc le piège est vraiment grossier qui ferait que, de manière parfaitement irrégulière depuis le 1<sup>er</sup> mai, ma cliente est éloignée irrégulièrement de ses fonctions pour une procédure disciplinaire dont chaque homme ou femme de bonne volonté doit reconnaître qu'elle ne mènera à rien. J'en ai terminé, je vous remercie.*

*Ceci dit, si vous avez des questions j'ai toute une plaidoirie le fond, j'ai bien voulu à la demande du Bourgmestre vous expliquer en quoi cette solution qu'il propose sèche, n'est pas acceptable mais je suis tout à fait prêt à poursuivre et à vous expliquer ce qu'il en est réellement des reproches qui sont fait, oui.*

*B. : C'est une plaidoirie avant la plaidoirie, Maître Bourtembourg. .*

*Maître Bourtembourg : C'est pas une plaidoirie, c'est franchement vous informer de l'état actuel du dossier et vous demander quelque chose, oui c'est vrai.*

*Monsieur le Bourgmestre : Alors moi, je pense que si on veut vous suivre dans votre raisonnement la première chose à faire c'est de vérifier les pièces qui ne vous ont pas été communiquées, d'abord si nous les avons, puisque vous faites état de rapport que personnellement je ne connais pas.*

*Maître Bourtembourg : Enfin, Monsieur le Bourgmestre, on en a parlé en Collège, vous avez demandé en Collège en présence des gens ...*

*Monsieur le Bourgmestre : Vous voulez bien me permettre de répondre.*

*Maître Bourtembourg : Non mais vous dites le contraire de la vérité.*

*Monsieur le Bourgmestre : Si, si. Si, si. Non, non, non.*

*Maître Bourtembourg : Si, si.*

*Monsieur le Bourgmestre : Mais je ne sais pas, je ne sais pas. Je suis incapable de vous dire qui dit. C'est peut-être vous qui dites le contraire de la vérité ...*

*Maître Bourtembourg : Vous avez demandé en Collège si ce rapport existait, il vous a été répondu en Collège que ce rapport existait et je vous dit que ce rapport n'est pas encore aujourd'hui, je parle de l'équipe mobile, et que ce rapport aujourd'hui n'est pas encore déposé au dossier. Vous ne pouvez pas dire que vous ignorez si ce rapport existe ou pas, vous l'avez demandé et vos services vous auront répondu que tel était le cas.*

*Monsieur le Bourgmestre : Alors, je confirme que je sais pas si ce rapport existe ou pas. Madame l'Echevine confirme qu'elle ne sait pas si ce rapport existe ou pas. Donc la moindre des choses est de permettre de vérifier si ces deux rapports, puisque vous parlez du rapport de l'équipe mobile et du rapport de l'inspection, existent ou pas.*

*Maître : ils vous ont été transmis.*

*B. : Sur la vérification du courrier antidaté et des délais de convocation, cela doit également être vérifié et sur les pièces complémentaires qui vont ont été adressées hier à 7h20 , moi j'ignore ce qui vous a été adressé hier à 7h20, ça doit également être vérifié. Donc pour respecter les droits de la défense mais pour respecter aussi un principe de procédure qui est le contradictoire, me semble-t-il, je ne vois pas d'autres solution que de remettre à 15 jours de manière à ce qu'on puisse vérifier. J'ai pris note de l'ensemble des documents que vous souhaitez obtenir, voire si ces document sont disponibles et s'ils peuvent vous être transmis. Ce que je vous invite aussi si vous avez d'autres documents que vous souhaitez obtenir c'est de nous écrire de manière précise ce que vous souhaitez obtenir de complémentaire.*

*Alors si on n'arrive pas à le faire dans les temps, s'imaginer qu'on a tendu un piège et qu'on espérait le résultat des élections qu'on connaît à Forest, ça c'est une petit peu fantaisiste je pense de votre part, donc le cas échéant, le nouveau conseil et le nouveau collègue seront amené à reprendre mais de manière tout à fait objective puisque j'ai entendu qu'en ce qui concerne en tout cas Madame l'Echevine et moi-même vous nous faites un procès d'intention, là vous partirez avec des gens qui ne connaisse pas du tout les parties en cause et vous aurez à ce moment-là la garantie la plus grande possible de toute impartialité. Donc, je ne vois vraiment pas en quoi cela vous dérange sauf évidemment à éventuellement vouloir mettre le forcing pour obtenir sans qu'on puisse examiner le dossier au fond une décision ce soir. Donc on sera dans la solution de la remise et nous vous reconvoquerons de manière à ne pas avoir de problème au niveau des respects des délais de convocation*

*Maître : Si le Collège au scrutin secret décide évidemment de ne pas faire droit à mes demandes, si le conseil le Conseil pardon au scrutin secret puisque je vous ai formulé deux demandes. D'abord que vous chargiez le Collège de compléter le dossier mais subsidiairement que vous mettiez fin à tout ça en décidant qu'il n'est pas utile de remettre à nouveau cette affaire, je ferai, en tirant toutes les conséquences, ce que je devrais faire, c'est tout, je ne peux rien dire d'autre moi. Vous trainer ma cliente comme une chaussette. Si Enfin vous n'allez pas me dire avec votre expérience que d'envoyer des pièces la veille d'une audience disciplinaire à 7h20 du matin c'est pas pour saboter les choses, c'est évidemment pour saboter les choses. N'importe qui sait qu'on ne fait pas des choses pareilles et que n'importe qui sait quelle est la conséquence de cela, voilà.*

*Laurent Haken : Monsieur le Bourgmestre, j'ai un point sur la forme qui m'interpelle néanmoins. Reporter au prochain conseil communal ne sert en effet à rien puisqu'il n'y en aura pas d'autre qui pourra valider le PV, ça c'est juste le point, il faut en faire un deuxième.*

*Monsieur le Bourgmestre : Si on en fait un le 6 il y a moyen.*

*X : Oui, c'est ça que je... le 6 quoi ... novembre.*

*B. : Il n'y a aucun problème de refaire un Collège le 6, un conseil le 6 pardon.*

*novembre. Oui c'est vrai. Je ne vous ai pas entendu là-dessus, donc. Le 6 et puis 23, c'est ça ? 6 et 20.*

*Madame la Secrétaire communale : Oui c'est possible.*

*Maître Bourtembourg : Je pense que je ne suis pas là le 6 moi.*

*Madame la Secrétaire communale : C'est possible parce que cela commence le ... Oui je crois que c'est la fin du congé, je pense.*

*Maître Bourtembourg : Non je suis pour des raisons professionnelles à Paris le 6.*

*Monsieur le Bourgmestre : Une autre date alors. On fera exceptionnellement un conseil un autre jour qu'un mardi et on peut le tenir le plus tôt.*

*Maître Bourtembourg : Je suis là le 13.*

*Monsieur le Bourgmestre : Le 13 cela doit être jouable aussi. On va regarder. On va regarder pour être sûr qu'on fasse un bel inventaire qu'on check bien toutes les pièces et qu'on n'ait pas de nouveau problème de procédure et qu'on ait vraiment toutes les pièces.*

*Laurent Haken : En 8 mois ils ont largement eu le temps.*

*Monsieur le Bourgmestre : Voilà on va remettre sine die et on convoquera après avoir pris vos convenance au niveau agenda et je propose qu'on le fasse à 18h00 comme cela on a largement le temps de tout examiner. Cela vous convient ?*

*Maître Bourtembourg : Non mais je prends acte. Ne me demandez pas de vous dire (Monsieur le Bourgmestre : je vous remercie) que cela me fait plaisir*

*Monsieur le Bourgmestre : Cela ne me fait pas plus plaisir qu'à vous. Voilà je suis désolé pour les personnes qui se sont déplacées.*

*Maître Bourtembourg : Peut-être désolé pour ma cliente aussi (Monsieur le Bourgmestre : aussi oui oui) d'avoir préparé une audition disciplinaire, d'avoir payé son avocat pour ce faire pour rien du tout.*

*Monsieur le Bourgmestre : Ainsi que pour les conseillers communaux qui réexamineront le dossier une nouvelle fois. Donc, voilà.*

*Maître Bourtembourg : En tout cas je vous remercie, Mesdames, Messieurs, de votre attention. Voilà.*

*Monsieur le Bourgmestre : Merci à vous Maître Bourtembourg, merci Madame Flammang.*

Fin de l'audition à : 20h20.

Pour le Collège :  
La Secrétaire communale

Le Bourgmestre,

Betty MOENS.

Marc-Jean GHYSSELS.

---

**ORGANISATION - ORGANISATIE****Affaires générales - Algemene zaken****2 Affaires générales - Consultation d'un avocat à la Cour de cassation sur les chances de succès d'un pourvoi – Application de l'article 234 §2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Prise d'acte.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 19 avril 2018 désignant Maître Jacqueline Oosterbosch, avocate à la Cour de cassation, dans le cadre de l'affaire opposant la commune de Forest à Monsieur Hassan Gaa, et visant à obtenir un avis préalable sur les chances de succès d'un pourvoi, à la suite de l'arrêt de la Cour du travail du 17 janvier 2018 ;

Considérant que la décision d'introduire un pourvoi en cassation reviendrait, le cas échéant, au Conseil communal, conformément à l'article 270 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que la dépense estimée à 2.000,00 € HTVA, soit 2.420,00 € TVAC (21 %), a été inscrite à l'article 1041/123-15/09 du service ordinaire du budget 2018 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins :

- Décision du 19 avril 2018 désignant Maître Jacqueline Oosterbosch, avocate à la Cour de cassation, dans le cadre de l'affaire opposant la commune de Forest à Monsieur Hassan Gaa, afin notamment d'obtenir un avis préalable sur les chances de succès d'un pourvoi en cassation, à la suite de l'arrêt de la Cour du travail du 17 janvier 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Algemene zaken - Raadpleging van een advocaat bij het Hof van Cassatie over de kansen op succes van een beroep - Toepassing van artikel 234 §2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de lastvoorwaarden van de opdracht - Akteneming.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 19 april 2018 tot aanstelling van Meester Jacqueline Oosterbosch, advocate bij het Hof van Cassatie, in het kader van de zaak tussen de Gemeente Vorst en de heer Hassan Gaa met het oog op het verkrijgen van een voorafgaand advies aangaande de slaagkansen van een beroep, volgend op het arrest van de Arbeidsrechtbank van 17 januari 2018;

Overwegende dat de beslissing cassatieberoep aan te tekenen in voorkomend geval aan de Gemeenteraad zou toekomen, conform artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de uitgave geraamd op € 2.000,00 excl. BTW of € 2.420,00 incl. BTW (21 %) ingeschreven werd op artikel 1041/123-15/09 van de gewone dienst van de begroting 2018;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

BESLIST,

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

- Beslissing van het College van 19 april 2018 tot aanstelling van Meester Jacqueline Oosterbosch, advocate bij het Hof van Cassatie, in het kader van de zaak tussen de Gemeente Vorst en de heer Hassan Gaa met het oog op met name het verkrijgen van een voorafgaand advies aangaande de slaagkansen van een cassatieberoep, volgend op het arrest van de Arbeidsrechtbank van 17 januari 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

## Urbanisme - Stedenbouw

### 3 Urbanisme - Site dit « Les Sources » à Forest, délimité par la rue du Delta, la rue des Tropiques 45 à 103 et l'avenue Van Volxem - Ouverture des lieux au public en journée - Convention d'utilisation publique.

LE CONSEIL,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire entré en vigueur le 05 juin 2004 et ses modifications ultérieures;

Considérant la demande de permis d'urbanisme introduite le 01/03/2017 par la société Belgian Land, représenté par Madame et Monsieur Rousseaux & Verougstraete, située Avenue Lloyd George, 7 à 1000 Bruxelles, relative à un bien sis rue du Delta et tendant à mettre en œuvre le permis de lotir n°52 en ce qui concerne un lotissement résidentiel.

Considérant que ce permis d'urbanisme prévoit :

- *Que le jardin de quartier sera ouvert au public comme son nom l'indique et qu'une convention avec servitude éventuelle doit être passée entre la Commune et les propriétaires afin de garantir l'accessibilité au public du « jardin de quartier », que seule une partie des charges d'urbanisme sera attribuée à l'aménagement du jardin pour le public*
- *Considérant qu'il ressort de l'examen de ces plans que les remarques formulées en CC ont été levées et plus précisément : Le jardin de quartier (zones des jardins des lots 2 et 3) et son accès principal (passage couvert du lot 3) sera ouvert au public, .... ;*
- *Considérant qu'il n'est pas opportun de donner accès au public au jardin du lot 1 et à ses accès étant donné que:*
  - *sa situation à l'angle de l'îlot nuirait à l'intimité des appartements vu la proximité des façades avec le jardin,*
  - *qu'il est implanté sur dalle de parking ce qui engendrerait un entretien plus complexe*

Considérant que le permis d'urbanisme, délivré par le Fonctionnaire délégué, a imposé que soit conclues des conventions d'usages réglant les droits et obligations de chacune des parties;

Considérant la convention jointe au dossier spécifiant ces droits et obligations en ce qui concerne l'accès au public du nouvel espace vert qui sera créé au centre du site ;

Considérant que l'imposition de garantir l'accès au public en journée entraîne nécessairement une obligation d'entretien permanente de ces espaces ainsi que l'éclairage de ceux-ci en soirée ;

DECIDE,

D'approuver la convention jointe au dossier spécifiant les droits et obligations en ce qui concerne l'accès au public du nouvel espace vert qui sera créé au centre du site.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Stedenbouw - Site genoemd “De Bronnen” in Vorst, begrensd door de Deltastraat, de Keerkringenlaan 45 tot 103 en de Van Volxemlaan - Overdag openstellen van de plaats voor het publiek - Overeenkomst van openbaar gebruik.**

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (BWRO), van kracht sinds 5 juni 2004, en zijn daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning ingediend op 01/03/2017 door de vennootschap Belgian Land, vertegenwoordigd door de heer en mevrouw Rousseaux & Verougstraete, gelegen Lloyd Georgelaan 7 te 1000 Brussel, met betrekking tot een goed gelegen Deltastraat en ertoe strekkend verkavelingsvergunning nr. 52 ten uitvoer te brengen voor wat een woonverkaveling betreft;

Overwegende dat deze stedenbouwkundige vergunning voorziet :

- *Dat de wijktuin opengesteld zal worden voor het publiek, zoals zijn naam het aangeeft, en dat er een overeenkomst met eventuele erfdiensbaarheid gesloten moet worden tussen de Gemeente en de eigenaars teneinde de toegankelijkheid van de “wijktuin” voor het publiek te garanderen, dat slechts een deel van de stedenbouwkundige lasten toegewezen zal worden aan de inrichting van de tuin voor het publiek;*
- *Overwegende dat uit het onderzoek van deze plannen blijkt dat de opmerkingen, geformuleerd tijdens de OC, ingetrokken werden, en meer bepaald: De wijktuin (tuingebied van percelen 2 en 3) en zijn hoofdingang (overdekte ingang van perceel 3) zullen worden opengesteld voor het publiek ....;*
- *Overwegende dat het niet opportuun is het publiek toegang te verlenen tot de tuin van perceel 1 en zijn ingangen aangezien:*
- *zijn ligging op de hoek van het huizenblok schade zou berokkenen aan de privacy van de appartementen, gelet op de nabijheid van de gevels ten opzichte van de tuin;*
- *dat hij gevestigd is op parkeerplaatsstenen, wat voor een complexer onderhoud zou zorgen;*

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning, afgeleverd door de Gemachtigde Ambtenaar, heeft opgelegd dat er gebruiksovereenkomsten gesloten moeten worden die de rechten en plichten van elk van de partijen regelen;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier, waarin deze rechten en plichten worden gespecificeerd voor wat betreft de toegang voor het publiek tot de nieuwe groene ruimte die in het midden van de site tot stand zal worden gebracht;

Overwegende dat de verplichting om de toegang voor het publiek overdag te garanderen een verplichting tot permanent onderhoud van deze ruimten alsook tot hun verlichting ‘s avonds met zich meebrengt;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst toegevoegd aan het dossier, waarin de rechten en plichten worden gespecificeerd voor wat betreft de toegang voor het publiek tot de nieuwe groene ruimte die in het midden van de site tot stand zal worden gebracht.



De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

---

## **Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen**

### **4 Propriétés communales - Immeuble sis à Forest, chaussée de Bruxelles 43 (Résidence Abbaye) - Boiseries extérieures - Rénovation - Financement.**

LE CONSEIL,

Vu l'acte du 13 mars 2003 portant acquisition d'une partie de la copropriété sise à Forest, chaussée de Bruxelles 43 (Résidence Abbaye); cette partie est actuellement occupée par le service Séniors ;

Considérant que l'état de vétusté des boiseries extérieures impose une rénovation sans tarder ;

Considérant qu'à cet effet, la rénovation des boiseries extérieures a été étudiée via le Syndic en vue de l'exécution des travaux durant le premier semestre 2019 ;

Considérant que la copropriété doit disposer de tous les fonds nécessaires pour pouvoir commander les travaux de rénovation des boiseries extérieures ;

Considérant que la quote-part de la commune dans ces travaux est estimée à 6.510,00 € tvac, hors travaux imprévus ; que ce montant sera versé sur base d'un seul appel de fonds en vue du paiement des futurs travaux de rénovation des boiseries extérieures sur le compte de la copropriété ;

Considérant qu'un montant de 7.000,00 € a été demandé en modifications budgétaires (soumise à ce même conseil) afin de le prévoir à l'article 7623/724-60/21 du service extraordinaire du budget de l'année 2018 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Sous réserve de l'obtention des crédits nécessaires, demandés en modifications budgétaires, soumises à ce même conseil ;

1. De verser le montant de 6.510,00 € (à majorer, le cas échéant, du coût des travaux imprévus), dans le cadre de la rénovation des boiseries extérieures de la copropriété résidence Abbaye sise à Forest, chaussée de Bruxelles, 43 ; ce montant, prévu à l'article 7623/724-60/21 du service extraordinaire du budget de l'année 2018 où 7.000,00 € sont disponible, sera versé sur le compte de la copropriété résidence Abbaye en vue du paiement de la quote-part de la commune dans les travaux de rénovation des boiseries extérieures ;

2. De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 43 (Residentie Abdij) – Buitenschrijnwerk – Renovatie – Financiering.**

DE RAAD,

Gelet op de akte van 13 maart 2003 houdende aankoop van een deel van de mede-eigendom gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 43 (Residentie Abdij); dit deel wordt thans door de Seniorendienst gebruikt;

Overwegende dat vanwege de bouwvallige staat van het buitenschrijnwerk een dringende renovatie noodzakelijk is;

Overwegende dat, te dien einde, de renovatie van het buitenschrijnwerk door de Syndicus bestudeerd werd met het oog op de uitvoering van de werken tijdens het eerste semester van 2019;

Overwegende dat de mede-eigendom over alle nodige fondsen moet beschikken om de renovatiewerken aan het buitenschrijnwerk te mogen bestellen;

Overwegende dat het aandeel van de gemeente in deze werken geraamd wordt op € 6.510,00, BTW inbegrepen en exclusief onvoorziene werken; dat dit bedrag op de rekening van de mede-eigendom op basis van één enkele fondsenoproep gestort zal worden, met het oog op de betaling van de toekomstige renovatiewerken aan het buitenschrijnwerk;

Overwegende dat er een bedrag van € 7.000 via begrotingswijzigingen (voorgelegd aan deze zelfde raad) gevraagd werd teneinde het te voorzien op artikel 7623/724-60/21 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2018;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Onder voorbehoud van het verkrijgen van de nodige kredieten, gevraagd via begrotingswijzigingen, voorgelegd aan deze zelfde raad;

1. Het bedrag van € 6.510,00 (in voorkomend geval te vermeerderen met de kost van onvoorziene werken) in het kader van de renovatiewerken van het buitenschrijnwerk van de mede-eigendom Residentie Abdij gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 43, te storten; dit bedrag, voorzien op artikel 7623/724-60/21 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2018, waar € 7000,00 beschikbaar is, zal worden gestort op de rekening van de mede-eigendom Residentie Abdij met het oog op de betaling van het gemeentelijke aandeel in de renovatiewerken aan het buitenschrijnwerk;

2. De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

5 **Propriétés communales – Terrain communal sis avenue Van Volxem, 206 à Forest – Echange avec le terrain sis avenue des Familles, 26 du Foyer du Sud – Approbation - Désignation du notaire.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Forest est propriétaire d'un terrain situé à Forest, avenue Van Volxem, 206 cadastré section A n° 66 C 3 pour une contenance de 2a 40 ca ;

Considérant que le Foyer du Sud est propriétaire d'un terrain situé à Forest, avenue des Familles, 26 cadastré section D n° 286 D 23 pour une contenance cadastrale de 13a 30 ca ;

Considérant la volonté d'effectuer un échange de ces deux terrains afin de créer une nouvelle crèche communale à l'avenue des Familles et de nouveaux logements sociaux à l'avenue Van Volxem ;

Considérant que le Comité Exécutif du Foyer du Sud en date du 17/02/2016 a confirmé la volonté de poursuivre la procédure d'échange et a accordé la mise à disposition de son terrain pour l'installation d'une crèche communale ;

Vu les rapports datés du 31/08/2016 du géomètre-expert Christian KAPRIELIAN qui estime la valeur du terrain de l'avenue Van Volxem à 324.000 € et celui de l'avenue des Famille à 400.000 € ;

Considérant que les 76.000 € de différence ont été largement compensé par les frais de nettoyage du terrain, de démolition des boxes de garage et de la reconstruction du mur mitoyen que la commune a pris en charge lors de la construction de la crèche communale inaugurée en janvier 2017 ;

Considérant que le Comité Exécutif du Foyer du Sud en date du 11/01/2017 a approuvé cet échange de terrains sans contrepartie financière sous réserve de l'accord de la SLRB ;

Considérant que le Foyer du sud a seulement reçu l'approbation de la SLRB sur cet échange en avril 2018 ;

Considérant qu'il y a lieu de finaliser l'acte d'échange par un acte authentique et de désigner le notaire qui assistera la commune lors de la rédaction et de la signature de celui-ci ;

Considérant que les frais liés à cet acte sont estimés pour la commune à 2.500,00€ ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE,

De finaliser, par un acte authentique, l'échange du terrain communal situé à Forest, avenue Van Volxem, 206 cadastré section A n° 66 C 3 avec celui du Foyer du Sud situé à Forest, avenue des Familles, 26 cadastré section D n° 286 D 23 et ce sans aucune contrepartie financière ;

D'acquérir pour cause d'utilité publique ce terrain du Foyer du Sud sur lequel la commune a construit une crèche;

De désigner Maître Jean Martroye de Joly, Notaire à Forest, avenue du Roi 177, afin qu'il assiste la

commune à la rédaction et à la signature de l'acte authentique nécessaire à cet échange ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette acte authentique ;

D'inscrire les frais d'acte pour la commune, estimés à 2.500,00€, à l'article 124/123-20-21 du budget ordinaire 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen – Gemeenteterrein gelegen Van Volxemlaan 206 te Vorst – Ruil met het terrein gelegen Familielaan 26 van de Zuiderhaard – Goedkeuring – Aanstelling van de notaris.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Vorst eigenaar is van een terrein gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 206, gekadastréerd als afdeling A nr. 66 C 3 met een oppervlakte van 2 a 40 ca;

Overwegende dat de Zuiderhaard eigenaar is van een terrein gelegen te Vorst, Familielaan 26, gekadastréerd als afdeling A nr. 286 C 23 met een kadastrale oppervlakte van 13a 30 ca;

Overwegende de wil deze beide terreinen om te ruilen teneinde een nieuw gemeentelijk kinderdagverblijf in de Familielaan en nieuwe sociale woningen in de Van Volxemlaan te bouwen;

Overwegende dat het Uitvoerend Comité van de Zuiderhaard op 17/02/2016 zijn wil om door te gaan met de ruilprocedure heeft bevestigd en de terbeschikkingstelling van zijn terrein voor de vestiging van een gemeentelijk kinderdagverblijf heeft toegekend;

Gelet op de verslagen van 31/08/2016 door landmeter-expert Christian KAPRIELIAN, die de waarde van het terrein in de Van Volxemlaan raamt op € 324.000 en die van het terrein in de Familielaan op € 400.000;

Overwegende dat het verschil van € 76.000 ruimschoots werd gecompenseerd door de kosten voor de sanering van het terrein, voor de afbraak van de garageboxen en voor de heropbouw van de gemeenschappelijke muur, die de gemeente ten laste heeft genomen tijdens de bouw van het gemeentelijke kinderdagverblijf dat in januari 2017 werd ingehuldigd;

Overwegende dat het Uitvoerend Comité van de Zuiderhaard op 11/01/2017 deze terreinenruil zonder financiële tegenwaarde heeft goedgekeurd onder voorbehoud van de instemming van de BGHM;

Overwegende dat de Zuiderhaard de goedkeuring van deze ruil door de BGHM slechts in april 2018 heeft ontvangen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de ruilakte te voltooien door een authentieke akte en de notaris die de gemeente zal bijstaan tijdens de opstelling en de ondertekening hiervan aan te stellen;

Overwegende dat de kosten voor de gemeente, die gepaard gaan met deze akte, geraamd werden op 2.500,00€;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

De ruil van het gemeenteterrein gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 206, gekadastréerd als afdeling A nr. 66 C 3, met dat van de Zuiderhaard, gelegen te Vorst, Familielaan 26, gekadastréerd als afdeling D nr. 286 D 23, te voltooien door middel van een authentieke akte en dit zonder financiële tegenwaarde;

Dit terrein van de Zuiderhaard, waar de gemeente een kinderdagverblijf op gebouwd heeft, aan te kopen omwille van openbaar nut;

Meester Jean Martroye de Joly, Notaris te Vorst, Koningslaan 177, aan te stellen opdat hij de gemeente bijstaat bij de opstelling en ondertekening van de authentieke akte die voor deze ruil nodig is;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van deze authentieke akte;

De aktekosten voor de gemeente, geraamd op 2.500,00€, in te schrijven op artikel 124/123-20-21 van de gewone begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

6 **Propriétés communales - Propriété communale sise à Forest, avenue Wielemans-Ceuppens, 1 - Convention d'occupation précaire (du 29 mars 2018 au 15 mai 2018) - Prolongation - Avenant 2.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 24 avril 2018 autorisant l'asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, représentée par Madame Adriana Costa Santos, ayant son siège social sis rue Léon Théodore, 85 à 1090 Bruxelles (Jette), à occuper le rez-de-chaussée ainsi que le 1er et 2ième étage de la propriété communale sise à Forest, avenue Wielemans-Ceuppens, 1, pour une période initiale du 29 mars 2018 au 15 mai 2018 ;

Vu sa décision du 03 juillet 2018 prolongeant l'occupation précitée jusqu'au 27 mai 2018 et la renouvelant du 29 juin 2018 au 31 octobre 2018, par un avenant 1 ;

Vu la troisième demande de l'asbl précitée, tendant à obtenir une nouvelle prolongation de ladite occupation jusqu'au 31 décembre 2018 ;

Considérant que, si les travaux dans le cadre du contrat de quartier durable Wiels-sur-Senne le permettent, l'occupation pourrait encore être prolongée de maximum deux fois un mois, soit jusqu'au 31 janvier 2019 ou 28 février 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu de signer un deuxième avenant à la convention initiale d'occupation avec l'asbl précitée, en vue de la prolongation souhaitée ;

Vu le caractère social de ce projet ;

Vu le projet d'avenant 2 joint au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

1. Que la convention conclue le 25 avril 2018 avec l'asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, représentée par Madame Adriana Costa Santos, ayant son siège social sis rue Léon Théodore, 85 à 1090 Bruxelles (Jette), pour l'occupation du rez-de-chaussée ainsi que du 1er et 2ième étage de la propriété communale sise à Forest, avenue Wielemans-Ceuppens, 1, durant la période initiale du 29 mars 2018 au 15 mai 2018 (période initiale), qui a été prolongée jusqu'au 27 mai 2018 et renouvelée du 29 juin 2018 au 31 octobre 2018 (avenant 1), et qui sera prolongée jusqu'au 31 décembre 2018 ; en fonction du début des travaux à réaliser dans le bâtiment concerné (contrat de quartier Wiels-sur-Senne), l'occupation pourrait encore être prolongée de maximum deux fois un mois, soit jusqu'au 31 janvier 2019 ou 28 février 2019 ;

2. A cet effet, d'approuver les termes de l'avenant 2, joint au dossier ;

3. De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de l'avenant 2.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen – Gemeente-eigendom gelegen te Vorst, Wielemans-Ceuppenslaan 1 – Tijdelijke gebruiksovereenkomst (van 29 maart 2018 tot 15 mei 2018) - Verlenging – Aanhangsel 2.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing d.d. 24 april 2018 waarbij toelating verleend werd aan de vzw Burgerplatform voor Steun aan de Vluchtelingen, vertegenwoordigd door mevrouw Adriana Costa Santos, met maatschappelijke zetel gelegen Léon Théodorestraat 85 te 1090 Brussel (Jette), om de benedenverdieping alsook de 1ste en de 2de verdieping van de gemeente-eigendom gelegen te Vorst, Wielemans-Ceuppenslaan 1, voor de periode van 29 maart 2018 tot 15 mei 2018, te gebruiken;

Gelet op zijn beslissing d.d. 03 juli 2018 houdende verlenging van voormeld gebruik tot 27 mei 2018 en de hernieuwing ervan van 29 juni 2018 tot 31 oktober 2018, op basis van een aanhangsel 1;

Gelet op de derde aanvraag van voornoemde vzw om een nieuwe verlenging van het betrokken gebruik tot 31 december 2018 te bekomen;

Overwegende dat, indien de werken in het kader van het duurzame wijkcontract Wiels aan de Zenne het toelaten, het gebruik nog maximaal tweemaal met één maand verlengd zou kunnen worden, namelijk tot 31 januari 2019 of 28 februari 2019;

Overwegende dat het aangewezen is een tweede aanhangsel aan de oorspronkelijke gebruiksovereenkomst met de voornoemde vzw te ondertekenen, met het oog op de gewenste verlenging;

Gelet op het sociale karakter van dit project;

Gelet op het ontwerp van aanhangsel 2, toegevoegd aan het dossier;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST:**

1. Dat de overeenkomst, afgesloten op 25 april 2018 met de vzw Burgerplatform voor Steun aan de Vluchtelingen, vertegenwoordigd door mevrouw Adriana Costa Santos, met maatschappelijke zetel gelegen Léon Théodorestraat 85 te 1090 Brussel (Jette), voor het gebruik van de benedenverdieping alsook de 1ste en de 2de verdieping van de gemeente-eigendom gelegen te Vorst, Wielemans-Ceuppenslaan 1, gedurende een oorspronkelijke periode van 29 maart 2018 tot 15 mei 2018, die verlengd werd tot 27 mei 2018 en hernieuwd van 29 juni 2018 tot 31 oktober 2018 (aansangsel 1), verlengd zal worden tot 31 december 2018; in functie van de aanvang van de in het betrokken gebouw uit te voeren werken (wijkcontract Wiels aan de Zenne) zou het gebruik nog maximaal tweemaal met één maand, namelijk tot 31 januari 2019 of 28 februari 2019, verlengd kunnen worden;
2. Te dien einde de bepalingen van het bij het dossier gevoegde aansangsel 2 goed te keuren;
3. De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van aansangsel 2.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **Environnement - Milieu**

### **7 Environnement - Marchés publics – Travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines – Pour info.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à la réalisation de travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines : démolition et démontage de cabanes, de serres, d'abris de jardin, enlèvement des déchets;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 3 mai 2018 relative à l'attribution du marché « Travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines » à APAM asbl, chaussée de Drogenbos 130 à 1180 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de 1.975,00 € hors TVA ou 2.389,75 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/734-60/29 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un subside Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29) ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 3 mai 2018 relative à l'attribution du marché « Travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines » à APAM asbl, chaussée de Drogenbos 130 à 1180 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de 1.975,00 € hors TVA ou 2.389,75 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 766/734-60/29 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un subside Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29) ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Milieu - Overheidsopdracht - Voorbereidende werken voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fontein - Ter informatie.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat het onontbeerlijk is over te gaan tot de uitvoering van voorbereidende werken voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fontein: afbraak en demontering van de hokken, serres



en tuinhuisjes, verwijdering van het afval;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 mei 2018 met betrekking tot de gunning van de opdracht 'Voorbereidende werken voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fonteinen' aan APAM vzw, Drogenbossesteenweg 130 te 1180 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.975,00 excl. BTW of € 2.389,75 incl. 21% BTW, ingeschreven op artikel 766/734-60/29 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en ze te financieren door een Agenda 21-subsidie (artikel van ontvangsten 766/665-52/29);

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 mei 2018 met betrekking tot de gunning van de opdracht 'Voorbereidende werken voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fonteinen' aan APAM vzw, Drogenbossesteenweg 130 te 1180 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.975,00 excl. BTW of € 2.389,75 incl. 21% BTW, ingeschreven op artikel 766/734-60/29 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en en ze te financieren door een Agenda 21-subsidie (artikel van ontvangsten 766/665-52/29).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## Logements - Huisvesting

- 8 **Logement – Marché public – fourniture et remplacement de la porte d'entrée pour l'immeuble 7 Place St-Denis – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation , des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL ,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, al. 2 ;

Considérant qu'afin de résoudre les problèmes de sécurité du bâtiment 7 place St-Denis, il est nécessaire de passer un marché pour la fourniture et le remplacement d'une porte d'entrée ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 juin 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « Fourniture et remplacement de la porte d'entrée pour l'immeuble 7 Place St-Denis », le montant estimé de ce marché s'élève à 2 994,50 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget 2018 ;

DECIDE ,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des Bourgmestre et Echevins :

Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 juin 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché de « Fourniture et remplacement de la porte d'entrée pour l'immeuble 7 Place St-Denis », le montant estimé de ce marché s'élève à 2 994,50 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget 2018 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Huisvestings – Overheidsopdracht – Levering en vervanging van de voordeur van het gebouw op het St.-Denijsplein 7 – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.**

DE RAAD ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. BTW van de opdracht is lager dan de drempel van € 30.000,00);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 § 3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, 2e lid;

Overwegende dat het, om de veiligheidsproblemen van het gebouw op het Sint-Denijsplein 7 op te lossen, noodzakelijk is een opdracht voor de levering en de vervanging van een voordeur te gunnen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « Levering en vervanging van de voordeur van het gebouw op het St.-Denijsplein 7 »; de raming van deze opdracht bedraagt 2.994,50 € incl. BTW; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

BESLIST ,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen :  
Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « Levering en vervanging van de voordeur van het gebouw op het St.-Denijsplein 7 »; de raming van deze opdracht bedraagt 2.994,50 € incl. BTW; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

9 **Logement – Marché public – Application de l’article 249 de la Nouvelle loi communale - Fourniture d’outillage pour le Service Logement – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l’attribution – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 249 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 5, al. 2 ;

Considérant que suite au cambriolage le 13 avril 2018 des sous-sol de l'immeuble chaussée de Neerstalle 151-153, où était stocké l’outillage (1 perceuse à percussions, 1 perceuse sans fil, 1 scie sauteuse, 1 meuleuse et 1 ponceuse vibrante) dans une armoire scellée, il y a lieu à son remplacement ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 5 juillet 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « Fourniture d’outillage pour le

Service Logement », le montant estimé de ce marché s'élève à 907,65 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/744-98/39 du service extraordinaire du budget 2018 ;

DECIDE,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 7 juin 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché de « Fourniture d'outillage pour le Service Logement », et d'admettre la dépense estimée à 907,65 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/744-98/39 du service extraordinaire du budget 2018 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Huisvestings – Overheidsopdracht – Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet - Levering van werktuigen voor de Huisvestingsdienst – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning – Kennisneming.**

DE RAAD ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 249;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. BTW van de opdracht is lager dan de drempel van € 30.000,00);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4, § 3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, 2e lid;

Overwegende dat ten gevolge van de inbraak in de kelderverdieping van het gebouw in de Neerstalsesteenweg 151-153 op 13 april 2018, waar de werktuigen (1 slagboormachine, 1 accuboormachine, 1 decoupeerzaag, 1 slijpmachine en 1 vlakschuurmachine) waren opgeslagen in een verzegelde kast, deze werktuigen vervangen dienen te worden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 juli 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « Levering van werktuigen voor de Huisvestingsdienst »; de raming van deze opdracht bedraagt 907,65 € incl. BTW; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/744-98/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

BESLIST,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet akte te nemen van de beslissing van het

College van Burgemeester en Schepenen van 7 juni 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « Levering van werktuigen voor de Huisvestingsdienst »; de geraamde uitgave van 907,65 € incl. BTW toe te staan; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/744-98/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

10 **Logement – Marché public – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation , des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL ,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, al. 2 ;

Considérant que la dépense pour la Commune de 2167,64 € au titre des travaux de rénovation de l'auvent en toiture rue de Fierlant 80 peut-être inscrite à l'article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget 2018 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 06 avril 2017 décidant:

- De rembourser Mr Kolp (copropriétaire) après approbation de la modification budgétaire par l'autorité de Tutelle;
- D'inscrire la dépense de 2167,64€ à l'article 922/724-60/03 du service extraordinaire du budget 2017;
- De financer la dépense par un emprunt;

DECIDE,

En application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi Communale, de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 avril 2017 relatif au marché de « travaux de rénovation de la toiture de l'immeuble rue de Fierlant 80 » qui s'élève à 2167,64 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget 2018 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Huisvesting – Overheidsopdracht – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.**

DE RAAD ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van € 30.000,00);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, 2e lid;

Overwegende dat de uitgave voor de Gemeente van € 2167,64 in het kader van de renovatiewerken van de luifel op het dak in de Fierlantstraat 80 ingeschreven mag worden op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 april 2017, waarin beslist werd:

- Om dhr. Kolp (mede-eigenaar) terug te betalen na goedkeuring van de begrotingswijziging door de Toezichthoudende Overheid;
- De uitgave van € 2167,64 in te schrijven op artikel 922/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2017;
- De uitgave te financieren door een lening;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 06 april 2017 betreffende de opdracht voor 'renovatiewerken van het dak van het gebouw in de Fierlantstraat 80' die € 2167,64 incl. btw bedraagt; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

- 
- 11 **Logement – Marché public – Aménagements des bâtiments en cours d'exécution – Etude préalable pour Mission d'auteur de projet : Désignation d'un géomètre en vue de l'établissement des relevés du bâtiment situé rue de Belgrade 74 – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, al. 2;

Considérant qu'afin de lancer le marché pour mission d'auteur de projet il faut une étude préalable pour faire le relevé de tout le bâtiment à la rue de Belgrade 74 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.000 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 aout 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « Etude préalable pour Mission d'auteur de projet : Désignation d'un géomètre en vue de l'établissement des relevés du bâtiment situé rue de Belgrade 74», le montant estimé de ce marché s'élève à 5.445,00 € TVAC le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/723-60/39 du service extraordinaire du budget 2018 ;

DECIDE ,

En application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 aout 2018 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché de l' « Etude préalable pour Mission d'auteur de projet : Désignation d'un géomètre en vue de l'établissement des relevés du bâtiment situé rue de Belgrade 74», le montant estimé de ce marché s'élève à 5.445,00 € € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/723-60/39 du service extraordinaire du budget 2018 et financé par un subside prévu à l'article 922/663-51/39 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Huisvestings – Overheidsopdracht – Herinrichtingen van de gebouwen in uitvoering – Voorstudie voor Opdracht van Projectontwerper: Aanstelling van een landmeter met het oog op het opnemen van de opmetingen van het gebouw gelegen Belgradostraat 74 – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. BTW is lager dan de drempel van € 30.000,00);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4, §3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, 2e lid;

Overwegende dat, om de opdracht voor opdracht van projectontwerper op te starten, er een voorstudie moet worden uitgevoerd teneinde het volledige gebouw in de Belgradostraat 74 op te meten;

Overwegende dat de raming van deze opdracht € 6.000, incl. 21 % BTW, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « Aanstelling van een landmeter met het oog op het opnemen van de opmetingen van het gebouw gelegen Belgradostraat 74 »; de raming van deze opdracht bedraagt € 5.445,00 incl. BTW; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/723-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

BESLIST,



In toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus 2018 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « Aanstelling van een landmeter met het oog op het opnemen van de opmetingen van het gebouw gelegen Belgradostraat 74 »; de raming van deze opdracht bedraagt € 5.445,00 incl. BTW; het krediet voor deze uitgave is ingeschreven op artikel 922/723-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en wordt gefinancierd door een subsidie voorzien op artikel 922/663-51/39.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

12 **Logement – Propriétés communales - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte du rapport complémentaire du réviseur d'entreprises du 22-06-2018.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 8 juin 2017;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

- De prendre acte du rapport financier de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises BST sur les comptes de l'AISF au 31-12-2016 annexés à cette décision;
- D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2016 à l'AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 21 octobre 2015;
- D'inscrire la dépense de 6.500 € (six-mille cinq cent euros) à l'article 922/332-02/2016-/39 du service ordinaire du budget 2017.

Considérant que le rapport de BST du 2 janvier 2018, dans le cadre de l'audit des comptes de l'AISF au 31/12/2016, citait la réserve du Commissaire aux comptes sur une provision pour risques et charges portée au passif du bilan au 31/12/2016 pour un montant de 27.366 €, mais sans se prononcer sur cette provision;

Vu le rapport complémentaire de BST du 22 juin 2018 demandé par la Commune qui stipule dans le point 4.3 : « *souvent les ASBL veulent faire apparaître dans la rubrique des 'provisions pour risques et charges' le passif social qu'il faudrait payer pour donner suite au licenciement du personnel. L'avis 107-4 de la commission des normes comptables à ce sujet rappelle les prescrits légaux tels qu'énoncés par le commissaire de l'ASBL et le fait qu'en l'absence de risque certain comme une perte annoncée de subside, décision d'arrêter l'activité, ce montant pour passif social ne peut faire l'objet que d'une réserve affectée et non pas d'une provision. Il est à noter également qu'une telle réserve est, dans ce cas, constituée pour donner suite à l'affectation du résultat, soit le bénéfice de l'exercice en cours et non pas par une dépense* ».

Considérant dès lors que le résultat au 31-12-2016 de l'AISF ne s'élève pas à 726,79 € mais fait apparaître un bénéfice de 28 092,79 € (=726,79 + 27 366);

Considérant que le collège dans sa décision du 8 juin 2017 a reconnu la nécessité que l' AISF constitue une provision générale pour risque social et décidé de ne pas réduire la subvention de la commune à concurrence d'un boni éventuel;

Considérant que cette nécessité vient du fait qu'en cas de difficultés financières conduisant à licencier du personnel, les indemnités de licenciement ne sont pas acceptées par le principal pouvoir subsidiant;

DECIDE :

De prendre acte du rapport complémentaire du réviseur d'entreprises BST en date du 22 juin 2018 sur les comptes de l' AISF au 31-12-2016 annexé à la présente décision ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Huisvesting – Gemeente-eigendommen - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst VZW (SVKV) – Akteneming van het aanvullende verslag van de bedrijfsrevisor van 22-06-2018.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 juni 2017;

Gelet op zijn beslissing van 24 april 2018 :

- Om akte te nemen van het financiële verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor BST over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2016, opgenomen in bijlage bij deze beslissing;
- Om toestemming te geven voor de uitbetaling van de derde schijf van de gemeentelijke subsidie 2016 aan het SVKV voorzien door de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 21 oktober 2015;
- Om de uitgave van 6.500 € (zesduizend vijfhonderd euro) in te schrijven op artikel 922/332-02/2016-/39 van de gewone dienst van de begroting 2017.

Overwegende dat het verslag van BST van 2 januari 2018, in het kader van de audit van de rekeningen van het SVKV op 31/12/2016, melding maakte van de reserve van de Commissaris van de rekeningen over een provisie voor risico's en lasten gedragen op het passief van de balans op 31/12/2016 voor een bedrag van 27.366 €, maar zonder zich uit te spreken over deze provisie;

Gelet op het aanvullende verslag van BST van 22 juni 2018 gevraagd door de Gemeente dat in punt 4.3 bepaalt: « *de VZW's willen vaak in de rubriek 'provisies voor risico's en lasten' het sociaal passief tonen dat betaald zou moeten worden om gevolg te geven aan het ontslag van het personeel. Het advies 107-4 hieromtrent van de commissie voor boekhoudkundige normen herinnert aan de wettelijke voorschriften zoals geformuleerd door de commissaris van de VZW en het feit dat bij gebrek aan zeker risico zoals een aangekondigd verlies van subsidie, beslissing om de activiteiten stop te zetten, dit bedrag voor sociaal passief slechts het voorwerp mag uitmaken van een toegewezen reserve en niet van een provisie. Er dient tevens opgemerkt te worden dat een dergelijke reserve, in dit geval, samengesteld wordt om gevolg te geven aan de bestemming van het resultaat, namelijk de winst van het lopende dienstjaar en niet door een uitgave* ».

Overwegende dat het resultaat op 31-12-2016 van de SVKV bijgevolg niet 726,79 € bedraagt maar een winst van 28.092,79 € (=726,79 + 27.366) vertoont;

Overwegende dat het college in zijn beslissing van 8 juni 2017 de noodzaak heeft erkend dat het SVKV een algemene provisie aanlegt voor sociaal risico en beslist heeft de toelage van de gemeente niet te verlagen ten belope van een eventueel overschot;

Overwegende dat deze noodzaak voortvloeit uit het feit dat in geval van financiële moeilijkheden die leiden tot het ontslag van personeel, de ontslagvergoedingen niet worden aanvaard door de voornaamste subsidiërende overheid;

**BESLIST:**

Akte te nemen van het aanvullende verslag van de bedrijfsrevisor BST op datum van 22 juni 2018 over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2016, opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **Energie - Energie**

### **13 Energie - Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur

recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;

Vu l'intérêt pour l'Administration Communale de Forest de recourir à cette centrale d'achat qui permettra de bénéficier de l'expertise de Sibelga pour les marchés publics relatifs aux travaux, fournitures et services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie;

DECIDE:

d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;

d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Energie - Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale besturen en gewestelijke overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, in staat stelt opdrachten te plaatsen voor werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 voorziet dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een

plaatsingsprocedure te organiseren;

Dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder toepassing van de procedures voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat deze overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten mogen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale besturen en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de bevordering van energie-efficiëntie maatregelen;

Gelet op het belang voor het Gemeentebestuur van Vorst om een beroep te doen op deze aankoopcentrale waarmee voordeel kan worden gehaald uit de expertise van Sibelga voor de overheidsopdrachten betreffende werken, leveringen en diensten in verband met performant en rationeel energieverbruik;

**BESLIST:**

toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale besturen en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de bevordering van energie-efficiëntie maatregelen;

goedkeuring te verlenen aan het reglement van toepassing op deze aankoopcentrale.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **Mobilité - Mobiliteit**

### **14 Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles - Capitale de 16.775€ pour l'installation de stationnement vélo.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 5 juillet 2011 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisés sur le territoire communal ;

Vu la décision du Conseil Communal du 5 juillet 2016 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A15-90) « Agence du stationnement – Marché public de fourniture ayant pour objet fourniture, installation et entretien des dispositifs pour vélos » ;

Vu la décision du Conseil Communal du 3 juillet 2018 d'acheter des dispositifs de stationnement vélo ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance 80% (à concurrence du montant maximal de 30 000€) de l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes ;

Vu la lettre de Bruxelles-Mobilité datée du 20 avril 2018 accordant un subsidie à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16.775€ voor de installatie van fietsstallingen.**

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2011;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat een aanbod aan beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 5 juli 2016 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A15-90) « Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp levering, installatie en onderhoud van de fietsstallingsvoorzieningen »;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 3 juli 2018 om fietsstallingsvoorzieningen aan te

kopen;

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest 80% financiert (voor een maximaal bedrag van 30.000€) van de installatie van beveiligde / niet beveiligde parkeerplaatsen, mits een akkoord wat betreft de geschiktheid en de keuze van de fietsinfrastructuren;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit van 20 april 2018 waarin een subsidie wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en -uitrustingen;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

**BESLIST:**

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst aan te nemen;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## **ORGANISATION - ORGANISATIE**

### **Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat**

#### **15 Service central d'achats - Marchés publics divers - Approbation des conditions et du mode de passation des marchés - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à l'achat de refroidisseurs de bouteilles qui serviront lors de divers évènements pour le personnel communal (remplacement + nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 août 2018 de passer un marché de

fournitures ayant pour objet « Fourniture de refroidisseurs de bouteilles » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 826,44 € hors TVA, soit 1.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir au remplacement de stores et tentures dans plusieurs crèches et écoles communales de Forest ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture et placement de stores et tentures pour diverses crèches et écoles » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 26.198,35 € hors TVA, soit 31.700,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à l'achat de vélos cargos électriques qui serviront au transport de matériels et lors de divers événements de sensibilisation à la mobilité à Forest ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture de vélos cargos électriques » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 6.611,57 € hors TVA, soit 8.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'au vu du danger que présente le filet de la cage de lancer du marteau au Stade Bertelson, il y a lieu de le remplacer et de le fixer ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture de filet de lancer du marteau » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 9.917,37 € hors TVA ou 12.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de deux projecteurs pour les activités et spectacles à la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Spots/Projecteurs (luminaires) » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 164,00 € hors TVA ou 198,44 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :



1. Décision du 20 août 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture de refroidisseurs de bouteilles » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 826,44 € hors TVA, soit 1.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
2. Décision du 6 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture et placement de stores et tentures pour diverses crèches et écoles » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 26.198,35 € hors TVA, soit 31.700,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
3. Décision du 6 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture de vélos cargos électriques » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 6.611,57 € hors TVA, soit 8.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
4. Décision du 13 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Fourniture de filet de lancer du marteau » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 9.917,37 € hors TVA ou 12.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
5. Décision du 20 septembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Spots/Projecteurs (luminaires) » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 164,00 € hors TVA ou 198,44 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Centrale aankoopdienst - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdrachten - Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het college van burgemeester en schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 144.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om te voorzien in de aankoop van flessenkoelers die gebruikt zullen worden tijdens diverse evenementen voor het gemeentepersoneel (vervanging + nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Levering van flessenkoelers" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 826,44 € excl. BTW of 1.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk is om te voorzien in de vervanging van rolgordijnen en gordijnen in verschillende gemeentelijke kinderdagverblijven en scholen van Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 september 2018 om een

opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering en plaatsing van rol Gordijnen en gordijnen voor verschillende kinderdagverblijven en scholen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 26.198,35 € excl. BTW of 31.700,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk is om te voorzien in de aankoop van elektrische bakfietsen die zullen dienen voor het transport van materialen en tijdens diverse sensibiliseringsevenementen voor de mobiliteit in Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering van elektrische bakfietsen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 6.611,57 € excl. BTW of 8.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat, gezien het gevaar dat het veiligheidsnet voor kogelslingeren vormt in het Bertelsonstadion, het aangewezen is om het te vervangen en het vast te maken;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering van veiligheidsnet voor kogelslingeren” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 9.917,37 € excl. BTW of 12.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk is om twee schijnwerpers aan te kopen voor de activiteiten en vertoningen in de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spots/Schijnwerpers (verlichtingstoestellen)” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 164,00 € excl. BTW of 198,44 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van 20 augustus 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering van flessenkoelers” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het

geraamde bedrag van 826,44 € excl. BTW of 1.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

2. Beslissing van 6 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering en plaatsing van rolgordijnen en gordijnen voor verschillende kinderdagverblijven en scholen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 26.198,35 € excl. BTW of 31.700,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

3. Beslissing van 6 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering van elektrische bakfietsen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 6.611,57 € excl. BTW of 8.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

4. Beslissing van 13 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Levering van veiligheidsnet voor kogelslingeren” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 9.917,37 € excl. BTW of 12.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

5. Beslissing van 20 september 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spots/Schijnwerpers (verlichtingstoestellen)” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 164,00 € excl. BTW of 198,44 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **FINANCES - FINANCIËN**

### **Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten**

#### **16 Finances – Budget 2018 - Modifications numéros 8 et 9 du service ordinaire et extraordinaire.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2018 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2018 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 8 et 9.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 21 votes positifs, 2 votes négatifs, 7 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun.*

*Abstentions : Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Mostafa Bentaha, Gauthier Lambeau, David Liberman.*

---

## **Financiën – Begroting 2018 - Wijzigingen nummers 8 en 9 van de gewone en buitengewone dienst.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2018 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2018 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 8 en 9.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 21 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun.*

*Onthoudingen : Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Mostafa Bentaha, Gauthier Lambeau, David Liberman.*

**Monsieur Hacken dit que son groupe va voter contre car il regrette le nombre important de reports du service extraordinaire à l'année prochaine.**

**Monsieur Loewenstein explique qu'il y a un report de 980.000 € à cause du report du projet de réfection du l'égouttage de l'école trois, ceci à cause du bureau d'études qui était chargé de faire des études complémentaires qui n'a pas rempli ses devoirs.**

**De heer Hacken zegt dat zijn groep tegen gaat stemmen omdat er veel overdrachten zijn van de buitengewone dienst naar volgend jaar.**

**De heer Loewenstein legt uit dat er al een overdracht is van 980.000 € door de overdracht van het project van de riolering van school 3 omdat het studie bureau dat was aangeduid om bijkomende studies te verrichten, zijn verplichtingen niet is nagekomen.**

*12 annexes / 12 bijlagen*

17 **Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Compte 2017.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2017 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	33.682,83 €	15.341,58 €	49.024,41 €
DEPENSES	30.043,87 €	-	30.043,87 €

EXCEDENT 18.980,54 €

Considérant qu'aucune demande d'intervention financière n'est demandée par la Communauté israélite libérale Beth Hillel et que les documents sont remis uniquement afin de continuer à bénéficier de l'indemnité de logement du ministre du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2017 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Rekening 2017.**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2017 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	33.682,83 €	15.341,58 €	49.024,41 €
UITGAVEN	30.043,87 €	-	30.043,87 €

Overwegende dat er geen enkele financiële tussenkomst wordt gevraagd door de Israëlitische liberale gemeenschap Beth Hillel en dat de documenten enkel overgemaakt worden om te kunnen blijven genieten van de huisvestingsvergoeding van de minister van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2017 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

## 18 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu - Compte 2017.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2017 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	11.569,60 €	351,73 €	11.921,33 €
DEPENSES	5.418,38 €	-	5.418,38 €

EXCEDENT : 6.502,95 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2017 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

## Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods - Rekening 2017.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2017 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	11.569,60 €	351,73 €	11.921,33 €
UITGAVEN	5.418,38 €	-	5.418,38 €

OVERSCHOT: 6.502,95 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2017 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## 19 Finances - Fabrique de l'église Saint-Augustin - Compte 2017.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2017 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	20.019,18 €	9.735,97 €	29.735,97 €
DEPENSES	18.041,76 €	-	18.041,76 €

EXCEDENT : 11.694,21 €

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2017 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Rekening 2017.**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2017 van de kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	20.019,18 €	9.716,79 €	29.735,97 €
UITGAVEN	18.041,76 €	-	18.041,76 €

OVERSCHOT: 11.694,21 €

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2017 van de kerkfabriek Sint-Augustinus.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

**Recette / Paiements - Ontvangsten / Betellingen**

20 **Finances – Procès-verbal de vérification de caisse – 2ème trimestre 2018.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le **30 juin 2018**;



A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit:

Compte courant (Belfius)	+	201.876,47
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	4.520,02
Carnet de compte (Belfius)	+	6.022.750,00
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	-	160.132,03
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	30.581,31
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	16.278.421,22
Compte à vue ( ING )	+	5.507.667,73
Livret vert (ING)	+	1.000.000,00
Compte postchèque	+	500,00
Caisse centrale Receveur	+	21.642,85
		-----
		<b>29.907.827,57</b>

L'avoir positif **29.907.827,57 €** a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

#### **Financiën - Proces-verbaal van kasnazicht – 2de trimester 2018.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **30 juni 2018**;

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit :

Rekening-courant (Belfius)	+	201.876,47
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	4.520,02
Rekeningboekje (Belfius)	+	6.022.750,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	-	160.132,03
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	30.581,31
Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	16.278.421,22
Zichtrekening (ING)	+	5.507.667,73
Groen boekje (ING)	+	1.000.000,00
Postchequerekening	+	500,00
Centrale kas Ontvanger	+	21.642,85
		-----
		<b>29.907.827,57</b>

Het positief vermogen van **29.907.827,57 €** werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

21 **Finances – Regroupement Interga, Interelec, Sibelga et Interfin – Enregistrement des nouvelles valeurs comptables des parts à l’actif du bilan.**

LE CONSEIL,

Vu le mail de Sibelga précisant que les anciennes parts Interelec et Interga ont été remplacées par de nouvelles parts Sibelga et sont détenues par Interfin, à l’exception de 2 parts par commune;

Considérant que le regroupement s’est opéré de la manière suivante :

- Fusion par absorption d’Interga par Interelec ;
- Apport de branches d’activité de Sibelgaz à Interelec ;
- Changement de dénomination d’Interelec en Sibelga ;

Vu l’article 19 de l’arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

***Quant à la valeur des parts souscrites et libérées avant le regroupement :***

Considérant que l’administration communale de Forest détenait au 1<sup>er</sup> janvier 1995 auprès d’Interga 1.120 parts sociales sans désignation de valeur nominale et auprès d’Interelec 11.996 parts sociales sans désignation de valeur nominale;

***Quant à la nouvelle valeur des parts souscrites après le regroupement :***

Vu l’extrait du registre des participations dans les entreprises publiques au 31 décembre 2016 pour la commune de Forest ;

Considérant qu’il ressort de ce document que la commune de Forest détient 34.767 parts A (dites historiques) et 98.870 parts F (dites nouvelles), à 24,79 €/part, soit un total de 133.637 parts auprès de Interfin, dont les valeurs comptables sont respectivement 861.873,93 € et 2.450.987,30 €, soit un total de 3.312.861,23 € ;

Considérant qu’il ressort de même que la commune de Forest détient 2 parts A, à 100€/part, auprès de Sibelga, correspondant à une valeur comptable de 200 € ;

Vu le mail de Sibelga du 13 août 2018 précisant qu’il n’y a pas de « capital non libéré » auprès de Sibelga et que Interfin n’a pas l’intention de faire appel au « Capital non libéré » s’élevant à 1.896,38 € ;

Considérant que les administrations communales sont tenues de procéder annuellement à un reporting à la demande du S.P.R. de Bruxelles ;

DECIDE,

De prendre acte du regroupement qui s’est opéré au niveau d’Interelec et Interga ainsi que de la modification au niveau de la dénomination, soit Sibelga ;

De prendre acte que la commune détient auprès d'Interfin 34.767 parts A et 98.870 parts F, à 24,79 €/part, considérées comme entièrement libérées, correspondant à 3.312.861,23 € ;

De prendre acte que la commune détient auprès de Sibelga 2 parts à 100 €/part, entièrement libérées, correspondant à 200 € ;

D'effectuer les écritures comptables reprises ci-après au 2 janvier 2018 :

Objet	Compte Général	Compte Particulier	Débit	Crédit	Remarque
Interfin – 34.767 parts A	28211	05821 0222 944 897	861.873,93		Valeur comptable au 31 décembre 2016
Interfin – 98.870 parts F	28212	05821 0222 944 897	2.450.987,30		Valeur comptable au 31 décembre 2016
Sibelga – 2 parts	28211	05821 0222 869 673	200,00		Valeur comptable au 31 décembre 2016
Plus value except. sur valeurs immob.	77371			3.313.061,23	Valeur comptable au 31 décembre 2016
Total			3.313.061,23	3.313.061,23	

Extrait du plan comptable :

Compte Général : 28211 : participation dans les entreprises publiques

Compte Général : 28212 : participations à libérer dans les entreprises publiques

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Financiën – Hergroepering Interga, Interelec, Sibelga en Interfin – Registratie van de nieuwe boekwaarden van de aandelen op de activa van de balans.**

DE RAAD,

Gelet op de mail van Sibelga waarin verduidelijkt wordt dat de oude Interelec- en Interga-aandelen vervangen werden door nieuwe Sibelga-aandelen en bewaard worden door Interfin, met uitzondering van 2 aandelen per gemeente;

Overwegende dat de hergroepering als volgt is gebeurd:

- Fusie door overneming van Interga door Interelec;
- Aanbreng van activiteitentakken van Sibelgaz naar Interelec;
- Naamswijziging van Interelec in Sibelga;

Gelet op artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

#### ***Wat betreft de waarde van de aandelen onderschreven en volgestort vóór de hergroepering:***

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst op 1 januari 1995 bij Interga houder was van 1.120

maatschappelijke aandelen zonder bepaling van nominale waarde en bij Interelec van 11.996 maatschappelijke aandelen zonder bepaling van nominale waarde;

**Wat betreft de nieuwe waarde van de aandelen onderschreven na de hergroepering:**

Gelet op het uittreksel uit het register van de participaties in de overheidsbedrijven op 31 december 2016 voor de Gemeente Vorst;

Overwegende dat uit dit document blijkt dat de Gemeente Vorst houder is van 34.767 A-aandelen (zogenaamd historische) en 98.870 F-aandelen (zogenaamd nieuwe), tegen € 24,79/aandeel, d.w.z. een totaal van 133.637 aandelen bij Interfin, waarvan de boekwaarden respectievelijk € 861.873,93 en € 2.450.987,30 bedragen, d.w.z. een totaal van € 3.312.861,23;

Overwegende dat hieruit tevens blijkt dat de Gemeente Vorst houder is van 2 A-aandelen, tegen € 100/aandeel, bij Sibelga, wat overeenkomt met een boekwaarde van € 200;

Gelet op de mail van Sibelga van 13 augustus 2018 waarin verduidelijkt wordt dat er geen "niet-volgestort kapitaal" is bij Sibelga en dat Interfin niet de bedoeling heeft een beroep te doen op het "Niet-volgestorte kapitaal" dat € 1.896,38 bedraagt;

Overwegende dat de gemeentebesturen ertoe gehouden zijn jaarlijks over te gaan tot een reporting op verzoek van de G.O. Brussel;

BESLIST,

Akte te nemen van de hergroepering die is gebeurd bij Interelec en Interga alsook de wijziging wat betreft de naam, namelijk Sibelga;

Akte te nemen van het feit dat de Gemeente bij Interfin houder is van 34.767 A-aandelen en 98.870 F-aandelen, tegen € 24,79/aandeel, die beschouwd worden als volledig volgestort, wat overeenkomt met € 3.312.861,23;

Akte te nemen van het feit dat de Gemeente bij Sibelga houder is van 2 aandelen tegen € 100/aandeel, volledig volgestort, wat overeenkomt met € 200;

De hieronder vermelde boekingen uit te voeren op 2 januari 2018:

Onderwerp	Algemene Rekening	Bijzondere Rekening	Debiet	Krediet	Opmerking
Interfin – 34.767 A-aandelen	28211	05821 0222 944 897	861.873,93		Boekwaarde op 31 december 2016
Interfin – 98.870 F-aandelen	28212	05821 0222 944 897	2.450.987,30		Boekwaarde op 31 december 2016 vol te storten
Sibelga – 2 aandelen	28211	05821 0222 869 673	200,00		Boekwaarde op 31 december 2016

Uitzonderlijke meerwaarde vaste activa	77371			3.313.061,23	Boekwaarde op 31 december 2016 vol te storten
Totaal			3.313.061,23	3.313.061,23	

Uittreksel uit het boekhoudkundig plan:

Algemene Rekening: 28211: participatie in de overheidsbedrijven

Algemene Rekening: 28212: vol te storten participaties in de overheidsbedrijven

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

**22 Finances – Intercommunale de la Senne & Fusion VIVAQUA (ex CIBE) par absorption d’HYDROBRU (ex IBDE) – Enregistrement des nouvelles valeurs comptables des parts à l’actif du bilan.**

LE CONSEIL,

Vu la fusion de l’Intercommunale Bruxelloise de Distribution d’Eau (IBDE) par absorption de l’Intercommunale Bruxelloise d’Assainissement (IBrA) au 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

Vu la circulaire du 22 janvier 2007 relative à la clôture des comptes annuels de l’exercice 2006 reprenant les écritures à inscrire au compte de résultats et au bilan, confirmant la nouvelle valeur d’une part IBDE à 2.538,63 € et précisant que la soulte versée à l’occasion de cette fusion fera l’objet d’une inscription dans la comptabilité budgétaire ;

Vu l’article 19 de l’arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu sa décision du 5 juillet 2007 prenant entre autres acte de la fusion de l’IBDE par absorption de l’IBrA au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et plus précisément des nouvelles valeurs des 66 parts que la commune détient auprès de l’IBDE, soit 167.549,34 € ;

Vu l’information reçue de VIVAQUA le 26 mars 2018 par mail précisant que l’Intercommunale de la Senne a été dissoute au moment de la création de l’IBrA, soit le 26 juin 2001 ;

Vu les annexes du Moniteur Belge du 20 juillet 2006 constatant le changement de dénomination de la Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux (CIBE) en VIVAQUA ;

Vu le changement de dénomination depuis le 8 juin 2010 de l’Intercommunale Bruxelloise de Distribution et d’Assainissement d’Eau (IBDE) en HYDROBRU (Banque carrefour des entreprises – numéro d’entreprise 0237 679 494) ;

Vu les annexes du Moniteur Belge du 2 février 2018 constatant d’une part la fusion de VIVAQUA par absorption d’HYDROBRU au 9 janvier 2018 et d’autre part la rétroactivité comptable de la fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Considérant que la clôture comptable communale des exercices 2016 et 2017 a déjà été effectuée, les écritures ne peuvent avoir lieu que dans le courant l'exercice 2018 et au plus tôt le premier jour ouvrable, soit le 2 janvier 2018;

***Quant à la valeur des parts souscrites et libérées avant la fusion VIVAQUA par absorption d'HYDROBRU :***

Considérant que l'administration communale de Forest avait acquis **18** parts auprès de l'Intercommunale de la Senne à 123,946762 €, possédant dès lors des parts souscrites pour un montant de **2.231,04 €** et libérées à concurrence de 100 %, intercommunale dissoute au moment de la création de l'IBrA;

Considérant que l'administration communale de Forest avait acquis **1** part auprès de la CIBE à 2.480,00 € , possédant dès lors une part souscrite pour un montant de **2.480,00 €** et libérée à concurrence de 100 %, soit pour 2.480,00 €, compagnie ayant modifié sa dénomination en VIVAQUA ;

Considérant que l'administration communale de Forest détenait **6 6** parts auprès de l'IBDE à **2.538,626334 €**, possédant dès lors des parts souscrites pour un montant de **167.549,34 €** et libérées pour 133.583,34 €, intercommunale ayant modifié sa dénomination en HYDROBRU ;

***Quant à la nouvelle valeur des parts souscrites après fusion :***

Vu la coordination des statuts établie le 7 juin 2018 par les Notaires Van Halteren, de l'association intercommunale sous forme de société coopérative à responsabilité limitée VIVAQUA et plus précisément l'article 6 d'où il ressort que la commune de Forest détient 6.279 parts sociales entièrement libérées sur un total de 290.986 parts pour un capital souscrit de 412.615,96 €;

Considérant que la valeur d'une part sociale s'élève à 1,417992 € et que la valeur des 6.279 parts sociales pour notre administration s'élève à 8.903,57 € (412.615,96 € capital / 290.986 total des parts existantes x 6.279 total des parts réservées à Forest ;

DECIDE,

De prendre acte que l'Intercommunale de la Senne a été dissoute au moment de la création de l'IBrA, soit le 26 juin 2001 ainsi que des écritures comptables, qui s'imposent afin de mettre à jour l'actif du bilan, reprises ci-après;

De prendre acte que la fusion de l'IBDE par absorption de l'IBrA au 1<sup>er</sup> janvier 2006 a déjà fait l'objet des écritures comptables qui s'imposent et que l'actif du bilan a déjà été actualisé ;

De prendre acte que la CIBE par modification de dénomination est devenue VIVAQUA ainsi que des écritures comptables, qui s'imposent afin de mettre à jour l'actif du bilan, reprises ci-après ;

De prendre acte que l'IBDE par modification de dénomination est devenue HYDROBRU ;

De prendre acte de la fusion de VIVAQUA par absorption d'HYDROBRU au 2 janvier 2018 ;

De prendre acte que le commune de Forest détient auprès de VIVAQUA 6.279 parts sociales à 1,417992 €/part, entièrement libérées, correspondant à 8.903,57 € ;

Objet	Compte Général	Compte Particulier	Débit	Crédit	Remarque
Fusion Senne/IBrA	28211	05821 0000 000 001		2.231,04	Mise à zéro Intercommunale la Senne
Dotation aux réductions exceptionnelles de valeur des immobilisés	67371		2.231,04		Mise à zéro Intercommunale la Senne
CIBE – reprise par VIVAQUA	28211	05821 0000 001 002		2.480,00	Mise à zéro CIBE
Dotation aux réductions exceptionnelles de valeur des immobilisés	67371		2.480,00		Mise à zéro CIBE
Fusion VIVAQUA/HYDROBRU (ex IBDE)	28211	05821 0000 001 012		167.549,34	Mise à zéro IBDE
	28212	05821 0000 001 012	33.966,00		Mise à zéro IBDE-montant parts à libérer
Dotation aux réductions except. de valeur des immob.	67371		133.583,34		Mise à zéro IBDE
Situation après fusion VIVAQUA	28211	05821 0202 962 701	8.903,57		cfr statuts au 7 juin 2018
Dotation aux réductions except. de valeur des immob.	67371			8.903,57	
Total			181.163,95	181.163,95	

Extrait du plan comptable :

Compte général 28211 : participations dans les entreprises publiques;

Compte général 28212 : participations à libérer dans les entreprises publiques.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Financiën – Intercommunale van de Zenne & Fusie VIVAQUA (ex BIWM) door overneming van HYDROBRU (ex BIWD) – Registratie van de nieuwe boekwaarden van de aandelen op de activa van de balans.**

DE RAAD,

Gelet op de fusie van de Brusselse Intercommunale voor Waterdistributie (BIWD) door overneming van de Brusselse Intercommunale voor Sanering (BrIS) op 1 januari 2006;

Gelet op de omzendbrief van 22 januari 2007 in verband met de afsluiting van de jaarrekeningen 2006 waarin de boekingen vermeld worden die in de resultatenrekening en op de balans moeten worden ingeschreven, en waarbij de nieuwe waarde van een BIWD-aandeel bevestigd wordt op € 2.538,63 en waarin verduidelijkt wordt dat de opleg gestort naar aanleiding van deze fusie ingeschreven zal worden in de begrotingsboekhouding;

Gelet op artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op zijn beslissing van 5 juli 2007 waarin ondermeer akte genomen wordt van de fusie van de BIWD door overneming van de BrIS op 1 januari 2006 en meer bepaald van de nieuwe waarden van de 66 aandelen waarvan de Gemeente houder is bij de BIWD, namelijk € 167.549,34;

Gelet op de informatie door mail ontvangen van VIVAQUA op 26 maart 2018 waarin verduidelijkt wordt dat de Intercommunale van de Zenne ontbonden werd op het ogenblik van de oprichting van de BrIS, namelijk op 26 juni 2001;

Gelet op de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 20 juli 2006 waarin de naamswijziging van de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij (BIWM) in VIVAQUA vastgesteld wordt;

Gelet op de naamswijziging sinds 8 juni 2010 van de Brusselse Intercommunale voor Waterdistributie en Sanering (BIWD) in HYDROBRU (Kruispuntbank van de ondernemingen – ondernemingsnummer 0237 679 494);

Gelet op de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 2 februari 2018 waarin enerzijds de fusie van VIVAQUA door overneming van HYDROBRU op 9 januari 2018 vastgesteld wordt en anderzijds de boekhoudkundige retroactiviteit van de fusie op 1 januari 2016;

Aangezien de gemeentelijke boekhouding van de dienstjaren 2016 en 2017 reeds afgesloten werd, kunnen de boekingen pas worden uitgevoerd in de loop van het dienstjaar 2018 en ten vroegste de eerste werkdag, namelijk op 2 januari 2018;

***Wat betreft de waarde van de aandelen onderschreven en volgestort vóór de fusie van VIVAQUA door overneming van HYDROBRU:***

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst **18** aandelen had aangekocht bij de Intercommunale van de Zenne tegen € 123,946762 en bijgevolg in het bezit was van onderschreven aandelen voor een bedrag van € **2.231,04** en volgestort naar rato van 100 %, een intercommunale die werd ontbonden op het ogenblik van de oprichting van de BrIS;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst **1** aandeel had aangekocht bij de BIWM tegen € 2.480,00 en bijgevolg in het bezit was van een onderschreven aandeel voor een bedrag van € **2.480,00** en volgestort naar rato van 100 %, namelijk voor € 2.480,00, een maatschappij die haar naam gewijzigd heeft in VIVAQUA;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst houder was van **66** aandelen bij de BIWD tegen € **2.538,626334** en bijgevolg in het bezit was van onderschreven aandelen voor een bedrag van € **167.549,34** en volgestort voor € 133.583,34, een intercommunale die haar naam gewijzigd heeft in HYDROBRU;

***Wat betreft de nieuwe waarde van de aandelen onderschreven na fusie:***



Gelet op de coördinatie van de statuten, opgemaakt op 7 juni 2018 door de Notarissen Van Halteren, van de intercommunale vereniging onder de vorm van coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid VIVAQUA en meer bepaald artikel 6 waaruit blijkt dat de Gemeente Vorst houder is van 6.279 volledig volgestorte maatschappelijke aandelen op een totaal van 290.986 aandelen voor een onderschreven kapitaal van € 412.615,96;

Overwegende dat de waarde van een maatschappelijk aandeel € 1,417992 bedraagt en dat de waarde van de 6.279 maatschappelijke aandelen voor ons bestuur € 8.903,57 bedraagt (€ 412.615,96 kapitaal / 290.986 totaal van de bestaande aandelen x 6.279 totaal van de aandelen voorbehouden voor Vorst);

BESLIST,

Akte te nemen van het feit dat de Intercommunale van de Zenne ontbonden werd op het ogenblik van de oprichting van de BrIS, namelijk op 26 juni 2001 alsook van de boekingen die verplicht zijn, teneinde de activa van de balans bij te werken, zoals hierna vermeld;

Akte te nemen van het feit dat de fusie van de BIWD door overneming van de BrIS op 1 januari 2006 reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van boekhoudkundige schrifturen en dat de activa van de balans reeds bijgewerkt werd;

Akte te nemen van het feit dat de BIWM door naamswijziging VIVAQUA is geworden alsook van de boekingen die verplicht zijn, teneinde de activa van de balans bij te werken, zoals hierna vermeld;

Akte te nemen van het feit dat de BIWD door naamswijziging HYDROBRU is geworden;

Akte te nemen van de fusie van VIVAQUA door overneming van HYDROBRU op 2 januari 2018;

Akte te nemen van het feit dat de gemeente Vorst bij VIVAQUA houder is van 6.279 maatschappelijke aandelen tegen € 1,417992/aandeel, volledig volgestort, wat overeenkomt met € 8.903,57;

Onderwerp	Algemene Rekening	Bijzondere Rekening	Debet	Credit	Opmerking
Fusie Zenne/BrIS	28211	05821 0000 000 001		2.231,04	Nulstelling Intercommunale de Zenne
Dotatie aan de uitzonderlijke onroerende waardeverminderingen	67371		2.231,04		Nulstelling Intercommunale de Zenne
BIWM – overgenomen door VIVAQUA	28211	05821 0000 001 002		2.480,00	Nulstelling BIWM
Dotatie aan de uitzonderlijke onroerende waardeverminderingen	67371		2.480,00		Nulstelling BIWM
Fusie VIVAQUA/ HYDROBRU (ex BIWD)	28211	05821 0000 001 012		167.549,34	Nulstelling BIWD

	28212	05821 0000 001 012	33.966,00		Nulstelling BIWD- bedrag vol te storten aandelen
Dotatie aan de uitzonderlijke onroerende waardeverminderingen	67371		133.583,34		Nulstelling BIWD
Toestand na fusie VIVAQUA	28211	05821 0202 962 701	8.903,57		Zie statuten op 7 juni 2018
Dotatie aan de uitzonderlijke onroerende waardeverminderingen	67371			8.903,57	
Totaal			181.163,95	181.163,95	

Uittreksel uit het boekhoudkundig plan:

Algemene rekening 28211: participaties in de overheidsbedrijven

Algemene rekening 28212: vol te storten participaties in de overheidsbedrijven

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

## 23 Finances – Fusion de la SCRL Le Foyer Saint-Gillois par absorption de la SA Le Foyer Forestois - Enregistrement des nouvelles valeurs comptables des parts à l'actif du bilan.

LE CONSEIL,

Vu la fusion de la SCRL Le Foyer Saint-Gillois par absorption de la SA Le Foyer Forestois au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ainsi que les modalités publiées aux annexes des Moniteurs Belges des 21 mai et 10 septembre 2014 ;

Vu l'article 19 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que l'annexe du Moniteur Belge du 21 mai 2014 prévoit au point C. Rapport d'échange que « en échange de chacune des **actions existantes** du Foyer Forestois, il sera remis 45 parts nouvelles du Foyer Saint-Gillois, en tout semblables aux parts existantes de ladite société » ;

Considérant que l'annexe du Moniteur Belge du 10 septembre 2014 prévoit au point I. Suppression de la catégorie de part sociales B privilégiées que « l'assemblée décide de convertir **les parts sociales B** (valeur nominale de 49,56 €) en parts sociales A ordinaires en échangeant une part sociale de catégorie B contre **deux parts** sociales de catégorie A » ;

Considérant que l'annexe du Moniteur Belge du 10 septembre 2014 prévoit au point III. Multiplication du nombre de parts sociales que « l'assemblée décide d'augmenter le nombre **de parts sociales** en le

**multipliant par cent**, par l'échange d'une part sociale ancienne contre cent parts sociales nouvelles ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales anciennes auxquelles elle se substitue à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 de telle sorte que le capital social est représenté par 613.500 parts sociales d'une valeur nominale de 0,25 € ... » ;

Considérant que les annexes du Moniteur Belge du 10 septembre 2014 prévoient au point XIV.Changement de dénomination que « la société adopte la forme d'une société civile à forme d'une SCRL sous la dénomination « FOYER DU SUD » ...;

Considérant qu'aucune soulte n'est prévue ;

Considérant que l'augmentation du capital social sera prélevé sur la réserve légale ;

Considérant que les écritures ne peuvent avoir lieu que dans le courant de l'exercice 2018 et au plus tôt le premier jour ouvrable, soit le 2 janvier 2018;

***Quant à la valeur des parts souscrites et libérées avant la fusion du Foyer Saint-Gillois par absorption du Foyer Forestois :***

Considérant que l'administration communale de Forest avait acquis **9.300 actions ordinaires** libérées auprès du Foyer Forestois à 6,197338 €, possédant dès lors des parts souscrites pour un montant de **57.635,24 €** et libérées à concurrence de 100 % ;

Considérant que l'administration communale de Forest avait acquis **400 actions privilégiées** auprès du Foyer Forestois à 6,197338 €, possédant dès lors des parts souscrites pour un montant de **2.478,94 €** et libérées à concurrence de 100 % ;

Considérant que l'administration communale de Forest détenait **1 part sociale** auprès du Foyer Saint-Gillois à **49,58 €**, possédant dès lors une part souscrite pour un montant de **49,58 €** et libérée pour 17,35 € ;

***Quant à la nouvelle valeur des parts souscrites après fusion :***

Considérant que tenant compte des dispositions reprises aux troisième et cinquième alinéa ci-dessus, Forest détient 436.500 parts (9.700 parts ordinaires et privilégiées x 45) à 0,25 €/part entièrement libérées, sur un total de 613.500 parts sociales, correspondant à 109.125,00 € ;

Considérant que tenant compte des dispositions reprises aux quatrième et cinquième alinéa ci-dessus, Forest détient 200 parts (1 part sociale x 2 x 100) à 0,25 €/part entièrement libérées, correspondant à 50,00 € ;

DECIDE,

De prendre acte de la fusion de la SCRL Le Foyer Saint-Gillois par absorption de la SA Le Foyer Forestois avec rétroactivité comptable au 2 janvier 2018 ;

De prendre acte que la commune de Forest détient auprès de la SCRL Le Foyer Saint-Gillois 436.700 parts à 0,25 €/part, entièrement libérées, correspondant à 109.175,00 € ;

De prendre acte du changement de dénomination en « Foyer du Sud » ;

De prendre acte des écritures comptables qui s'imposent, afin de mettre à jour l'actif du bilan :

Objet	Compte Général	Compte Particulier	Débit	Crédit	Remarque
Foyer Forestois – actions ordinaires	28221	05822 0000 001 009		57.635,24	Mise à zéro actions ordinaires
Foyer Forestois – actions privilégiées	28221	05822 0000 001 010		2.478,94	Mise à zéro actions privilégiés
Foyer Saint-Gillois – part sociale	28211	05821 0000 001 005		49.58	Mise à zéro part sociale
Foyer Saint-Gillois – part sociale à libérer	28212	05821 0000 001 005	32,23		Mise à zéro part sociale à libérer
Situation après fusion – Foyer du Sud - 436.700 parts à 0,25 €/part	28221	05822 0403 357 771	109.175,00		Cfr. Moniteur Belge des 21 mai 2014 et 10 septembre 2014
Plus-value exceptionnelle de valeurs des immobiliers	77371			49.043,47	
			109.207,23	109.207,23	

Extrait du plan comptable :

Compte général : 28211 : participations dans les entreprises publiques;

Compte général : 28212 : participations dans les entreprises publiques à libérer;

Compte général : 28221 : participations dans les entreprises privées;

Compte général : 28222 : participations dans les entreprises privées à libérer.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Financiën – Fusie van de cvba Le Foyer Saint-Gillois door overneming van de nv Le Foyer Forestois - Registratie van de nieuwe boekwaarden van de aandelen op de activa van de balans.**

DE RAAD,

Gelet op de fusie van de cvba Le Foyer Saint-Gillois door overneming van de nv Le Foyer Forestois op 1 januari 2014 alsook de modaliteiten gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 21 mei en 10 september 2014;

Gelet op artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de bijlage van het Belgisch Staatsblad van 21 mei 2014 in punt C. Ruilverhouding het volgende voorziet: "in ruil voor elk van de **bestaande aandelen** van de Foyer Forestois, zullen er 45 nieuwe aandelen van de Foyer Saint-Gillois worden overgemaakt, volledig vergelijkbaar met de bestaande aandelen van de voornoemde vennootschap";

Overwegende dat de bijlage van het Belgisch Staatsblad van 10 september 2014 in punt I. Afschaffing

van de categorie van preferente maatschappelijke B-aandelen voorziet dat "de vergadering beslist om **de maatschappelijke B-aandelen** (nominale waarde van 49,56 €) om te zetten in maatschappelijke gewone A-aandelen door een maatschappelijk aandeel van categorie B te ruilen tegen **twee maatschappelijke aandelen** van categorie A";

Overwegende dat de bijlage van het Belgisch Staatsblad van 10 september 2014 in punt III. Vermenigvuldiging van het aantal maatschappelijke aandelen voorziet dat "de vergadering beslist om het aantal **maatschappelijke aandelen** te verhogen door het te **vermenigvuldigen met honderd**, door het ruilen van een oud maatschappelijk aandeel tegen honderd nieuwe maatschappelijke aandelen met dezelfde rechten en plichten als de oude maatschappelijke aandelen die ze vervangt vanaf 1 juli 2014 zodat het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigd wordt door 613.500 maatschappelijke aandelen met een nominale waarde van 0,25 € ...";

Overwegende dat de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 10 september 2014 in punt XIV.Naamswijziging voorzien dat "de vennootschap de vorm aanneemt van een burgerlijke vennootschap onder de vorm van een CVBA met de naam « FOYER DU SUD ...";

Overwegende dat er geen enkele opleg voorzien is;

Overwegende dat de verhoging van het maatschappelijk kapitaal afgehouden zal worden van de wettelijke reserve;

Overwegende dat de boekingen pas kunnen worden uitgevoerd in de loop van het dienstjaar 2018 en ten vroegste de eerste werkdag, namelijk op 2 januari 2018;

***Wat betreft de waarde van de aandelen onderschreven en volgestort vóór de fusie van de Foyer Saint-Gillois door overneming van de Foyer Forestois:***

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst **9.300 gewone volgestorte aandelen** had aangekocht bij de Foyer Forestois tegen € 6,197338 en bijgevolg in het bezit was van onderschreven aandelen voor een bedrag van € **57.635,24** en volgestort naar rato van 100 %;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst **400 preferente aandelen** had aangekocht bij de Foyer Forestois tegen € 6,197338 en bijgevolg in het bezit was van onderschreven aandelen voor een bedrag van € **2.478,94** en volgestort naar rato van 100 %;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst houder was van **1 maatschappelijk aandeel** bij de Foyer Saint-Gillois tegen € **49,58** en bijgevolg in het bezit was van een onderschreven aandeel voor een bedrag van € **49,58** en volgestort voor € 17,35;

***Wat betreft de nieuwe waarde van de aandelen onderschreven na fusie:***

Overwegende dat, rekening houdend met de bepalingen opgenomen in de derde en vijfde alinea hierboven, Vorst houder is van 436.500 aandelen (9.700 gewone en preferente aandelen x 45) tegen € 0,25/aandeel volledig volgestort, op een totaal van 613.500 maatschappelijke aandelen, wat overeenkomt met € 109.125,00;

Overwegende dat, rekening houdend met de bepalingen opgenomen in de vierde en vijfde alinea hierboven, Vorst houder is van 200 aandelen (1 maatschappelijk aandeel x 2 x 100) tegen € 0,25/aandeel volledig volgestort, wat overeenkomt met € 50,00;

**BESLIST:**

Akte te nemen van de fusie van de cvba Le Foyer Saint-Gillois door overneming van de nv Le Foyer Forestois met boekhoudkundige retroactiviteit op 2 januari 2018;

Akte te nemen van het feit dat de gemeente Vorst bij de cvba Le Foyer Saint-Gillois houder is van 436.700 aandelen tegen € 0,25/aandeel, volledig volgestort, wat overeenkomt met € 109.175,00;

Akte te nemen van de naamswijziging in 'Foyer du Sud';

Akte te nemen van de boekingen die verplicht zijn, teneinde de activa van de balans bij te werken:

Onderwerp	Algemene Rekening	Bijzondere Rekening	Debet	Credit	Opmerking
Foyer Forestois – gewone aandelen	28221	05822 0000 001 009		57.635,24	Nulstelling gewone aandelen
Foyer Forestois – preferente aandelen	28221	05822 0000 001 010		2.478,94	Nulstelling preferente aandelen
Foyer Saint-Gillois – maatschappelijk aandeel	28211	05821 0000 001 005		49,58	Nulstelling maatschappelijk aandeel
Foyer Saint-Gillois – vol te storten maatschappelijk aandeel	28212	05821 0000 001 005	32,23		Nulstelling vol te storten maatschappelijk aandeel
Toestand na fusie – Foyer du Sud - 436.700 aandelen tegen € 0,25/aandeel	28221	05822 0403 357 771	109.175,00		Zie Belgisch Staatsblad van 21 mei 2014 en 10 september 2014
Uitzonderlijke meerwaarde onroerende waarden	77371			49.043,47	
			109.207,23	109.207,23	

Uittreksel uit het boekhoudkundig plan:

Algemene rekening: 28211: participaties in de overheidsbedrijven;

Algemene rekening: 28212: vol te storten participaties in de overheidsbedrijven;

Algemene rekening: 28221: participaties in de private ondernemingen;

Algemene rekening: 28222: vol te storten participaties in de private ondernemingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

24 **Finances – Convention de transaction avec Audi et la Région de Bruxelles-Capitale (SPRB) – Transaction du 4 septembre 2018 – Transfert vers le fonds de réserve extraordinaire du montant de 1.800.000 €.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 4 septembre 2018, approuvée par le SPRB le 1er octobre 2018, mettant un terme au litige opposant la commune de Forest à la Région de Bruxelles-Capitale et à la S.A. au niveau des parcelles sises boulevard Deuxième Armée Britannique ;

Considérant que la décision précitée précise que les montants à recevoir d'une part du SPRB, soit 770.000 €, à titre d'indemnité forfaitaire unique en compensation du préjudice subi par la commune du fait des ventes en 1985 et 1988 et d'autre part de la S.A. Audi, soit 1.050;260 €, en échange des parcelles de terrains, seront affectés au fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant que la contestation portant sur l'acte d'échange du 22 février 1984 a été réglée en 2014 par le versement d'une indemnité de 1.800.000 €, payée par le SPRB le 31 décembre 2015 et comptabilisée sur l'article 421/669-51 ( dédommagement en capital de l'autorité supérieure) du service extraordinaire de l'exercice 2015 ;

Considérant que cette recette de 1.800.000 € devrait de même être transférée au fonds de réserve extraordinaire à l'instar des montants annoncés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire par le SPRB

De transférer au fonds de réserve extraordinaire le montant de 1.800.000 € perçu le 31 décembre 2015 dans le cadre de la contestation portant sur l'acte d'échange daté du 22 février 1984 et comptabilisé sur l'article 421/669-51 du service extraordinaire de l'exercice 2015 ;

D'inscrire la dépense à l'article 060/955-51 – 22 du service extraordinaire de l'exercice 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Financiën – Dadingsovereenkomst met Audi en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (GOB) – Dading van 4 september 2018 – Overdracht naar het buitengewone reservefonds van het bedrag van 1.800.000 €.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 4 september 2018, goedgekeurd door de GOB op 1ste oktober 2018, die een einde stelt aan het geschil tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de N.V. Audi wat betreft de percelen gelegen Britse Tweedelegerlaan;

Overwegende dat voormelde beslissing verduidelijkt dat de te ontvangen bedragen enerzijds van de GOB, namelijk 770.000 €, als unieke forfaitaire schadevergoeding ter compensatie van het nadeel geleden door de gemeente omwille van de verkopen van 1985 en 1988 en anderzijds van de N.V. Audi, namelijk 1.050.260,00 €, in ruil voor de grondpercelen, toegewezen zullen worden aan het buitengewone reservefonds;

Overwegende dat de betwisting houdende de ruilakte van 22 februari 1984 in 2014 opgelost werd door de storting van een schadevergoeding van 1.800.000 €, betaald door de GOB op 31 december 2015 en geboekt op artikel 421/669-51 (schadevergoedingen ontvangen in kapitaal van de hogere

overheden) van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2015;

Overwegende dat deze ontvangst van 1.800.000 € tevens overgeheveld zou moeten worden naar het buitengewone reservefonds net als de aangekondigde bedragen;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging door de GOB

Het bedrag van 1.800.000 €, ontvangen op 31 december 2015 in het kader van de betwisting houdende de ruilakte van 22 februari 1984 en geboekt op artikel 421/669-51 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2015, over te hevelen naar het buitengewone reservefonds;

De uitgave in te schrijven op artikel 060/955-51/22 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## VIE SOCIALE - SOCIAAL LEVEN

### Commerces / Vie économique - Handel / Economisch leven

#### 25 Commerce - Dérogation - Jours de fermetures hebdomadaires - 2019.

LE CONSEIL,

Attendu que plusieurs commerçants demandent de pouvoir ouvrir leur commerce lors de certaines festivités ou d'évènements sur notre territoire ;

Vu la loi fédérale du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture et au jour de fermeture hebdomadaire dans les commerces, l'artisanat et les services, et plus particulièrement son chapitre 4 article 15, le collège des Bourgmestre et échevins peut accorder des dérogations aux dispositions de ladite loi au jour de fermeture hebdomadaire ;

Vu ladite loi autorisant en son article 15 un maximum de 15 jours sur une année civile ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'autoriser tous les commerçants forestois dont le jour de fermeture hebdomadaire coïncide avec un des jours ci-dessous, de tenir leur établissement ouvert sans devoir pour autant en demander l'autorisation ;

D'approuver la liste des périodes dans lesquels les 15 jours de dérogations sont accordés pour l'année



2019 :

<b>Période</b>	<b>Jour</b>	<b>Dénomination</b>
Du 03 janvier au 09 janvier 2019 inclus	1	Ouverture des soldes d'hiver
Du 08 février au 14 février 2019 inclus	1	Saint-Valentin
Du 07 avril au 13 avril 2019 inclus	1	Vacances de printemps - Pâques
Du 01 mai au 07 mai 2019 inclus	1	Fête du travail - Marché aux fleurs
Du 06 mai au 12 mai 2019 inclus	1	Fête des Mères
Du 03 juin au 09 juin 2019 inclus	1	Fête des Pères
Du 01 juillet au 07 juillet 2019 inclus	1	Ouverture des soldes d'été
Du 15 juillet au 21 juillet 2019 inclus	1	Fête nationale
Du 02 septembre au 08 septembre 2019 inclus	1	Rentrée scolaire
Du 16 septembre au 22 septembre 2019 inclus	1	Fêtes Médiévales
Du 06 octobre au 20 octobre 2019 inclus	2	Week-end du client - Marché annuel
Du 30 novembre au 06 décembre 2019 inclus	1	Saint-Nicolas
Du 18 décembre au 31 décembre 2019 inclus	2	Vacances d'hiver

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Handel - Afwijking - Wekelijkse sluitingsdagen - 2019.**

DE RAAD,

Overwegende dat meerdere handelaars vragen om hun handelszaak te mogen openen tijdens bepaalde festiviteiten of evenementen op ons grondgebied;

Gelet op de federale wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren en de wekelijkse sluitingsdag in handel, ambacht en dienstverlening, en meer in het bijzonder hoofdstuk 4 artikel 15, kan het College van Burgemeester en Schepenen afwijkingen op de bepalingen van voormelde wet op de wekelijkse sluitingsdag toestaan;

Gelet op voormelde wet die in artikel 15 maximaal 15 dagen per kalenderjaar toestaat;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST :**

Alle Vorstse handelaars, van wie de wekelijkse sluitingsdag samenvalt met één van de onderstaande dagen, toe te staan hun handelszaak open te houden zonder hiervoor de toelating te moeten vragen;

Goedkeuring te verlenen aan de lijst met de perioden waarin de 15 afwijkende dagen voor het jaar 2019 toegekend worden:

<b>Periode</b>	<b>Dag</b>	<b>Benaming</b>
Van 03 januari tot en met 09 januari 2019	1	Opening van de wintersolden

Van 08 februari tot en met 14 februari 2019	1	Sint-Valentijn
Van 07 april tot en met 13 april 2019	1	Lentevakantie/Pasen
Van 01 mei tot en met 07 mei 2019	1	Dag van de Arbeid / Bloemenmarkt
Van 06 mei tot en met 12 mei 2019	1	Moederdag
Van 03 juni tot en met 09 juni 2019	1	Vaderdag
Van 01 juli tot en met 07 juli 2019	1	Opening van de zomersolden
Van 15 juli tot en met 21 juli 2019	1	Nationale Feestdag
Van 02 september tot en met 08 september 2019	1	Start van het nieuwe schooljaar
Van 16 september tot en met 22 september 2019	1	Middeleeuwse Feesten
Van 06 oktober tot en met 20 oktober 2019	2	Weekend van de Klant - Jaarmarkt
Van 30 november tot en met 06 december 2019	1	Sinterklaas
Van 18 december tot en met 31 december 2019	2	Wintervakantie

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## PROPRETÉ / EAU / SÉCURITÉ CIVILE - NETHEID / WATER / CIVIELE VEILIGHEID

### Propreté publique - Openbare netheid

#### 26 Propreté publique - Programme de transition professionnelle - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Propreté publique.

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « propreté publique» approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 décembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de propreté publique ;

Considérant que cette convention a pour objet la reconduction du partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par le biais d'un projet de propreté publique couvrant prioritairement cinq quartiers de Forest pour l'année 2018 ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à

la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 11.970,83€ par an » ;

DECIDE:

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrat PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de 11.970,83€ à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 11.970,83€ à l'article 87540/332-02/73 du service ordinaire du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de VZW "Mission Locale de Forest" - Openbare netheid.**

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma « openbare netheid » goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2015;

Overwegende dat de VZW Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van openbare netheid ;

Overwegende dat deze overeenkomst als doel heeft de samenwerking met het gemeentebestuur te hernieuwen teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van een project van openbare netheid in vijf prioritaire wijken van Vorst voor het jaar 2018;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat « de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van 11.970,83€ per jaar »;

BESLIST:

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de VZW Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2 : Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van 11.970,83€ aan de vereniging zonder winstoogmerk « Mission Locale de

Forest », gelegen Britse Tweedelegerlaan, 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3 : De uitgave van 11.970,83€ in te schrijven op artikel 87540/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

27 **Propreté publique - Programme de transition professionnelle - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Détagage.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « détagage » approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 septembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de détagage;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 7.481,77€ par an » ;

DECIDE:

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de 7.481,77€ à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 7.481,77€ à l'article 876/332-02/73 du service ordinaire du budget 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de VZW "Mission Locale de Forest" - Graffitiverwijdering.**

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma « graffitiwrijving » goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 september 2015;

Overwegende dat de VZW Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van graffitiwrijving;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat « de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van 7.481,77 per jaar »;

**BESLIST:**

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de VZW Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van 7.481,77€ aan de vereniging zonder winstoogmerk « Mission Locale de Forest », gelegen Britse Tweedelegerlaan, 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van 7.481,77€ in te schrijven op artikel 876/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **ORGANISATION - ORGANISATIE**

### **Informatique / Téléphonie / Archivage - Informatica / Telefonie / Archivering**

#### **28 Informatique - Réaménagement du réseau informatique.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à une société externe spécialisée pour procéder à ces interventions techniques ;

Vu l'offre de prix Annexe IN004086 du 20.07.2018 de la société IRISNET pour t l'installation de câblages informatiques sur le réseau de la commune ;

Considérant que le catalogue de services à valeur ajoutée d'IRISNET propose des services d'installation et livraison de câblages informatiques en la matière, via la société MD Technology ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit : « *Câblage Infrastructure Ecole Forest* » pour un montant de 5.149,60 € € HTVA, soit 6.231,02 € TVAC ;

Considérant que les dépenses sont dès lors estimées comme suit :

Pour le pouvoir communal 139/742-53/15

1	Réaménagement du réseau informatique	5.149,60 €
	TOTAL	5.149,60 €
	TOTAL +TVA	6.231,02 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018, soit 20.500,00 €

DECIDE,

De désigner IRISNET pour l'installation de matériel informatique dont le paiement des travaux sera établi sur production de la facture de la firme MD Technology ;

D'inscrire la dépense de 6.231,02 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018 pour acquisition de matériel et installation de câblages chez IRSNET ;

De financer cette dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Informatica - Heraanleg van het informaticanetwerk.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Overwegende dat het nodig is een beroep te doen op een externe gespecialiseerde firma om deze technische interventies uit te voeren;

Gelet op de prijsofferte in bijlage IN004086 van 20.07.2018 van de firma IRISNET voor de installatie

van informaticabekabeling op het netwerk van de gemeente;

Overwegende dat de catalogus van diensten met toegevoegde waarde van IRISNET installatie- en leveringsdiensten van de betrokken informaticabekabeling aanbiedt, via de firma MD Technology;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd: « *Bekabeling Infrastructuur School Vorst* » voor een bedrag van 5.149,60 € excl. BTW, of 6.231,02 € incl. BTW;

Overwegende dat de uitgaven derhalve als volgt worden geraamd:

Voor de gemeentelijke overheid 139/742-53/15

1	Heraanleg van het informaticanetwerk	5.149,60 €
	TOTAAL	5.149,60 €
	TOTAAL + BTW	6.231,02 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018, namelijk 20.500,00 €;

BESLIST,

IRISNET aan te stellen voor de installatie van informaticamateriaal waarvoor de betaling van de werken opgemaakt zal worden op voorlegging van de factuur van de firma MD Technology;

De uitgave van 6.231,02 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 voor aankoop van materiaal en installatie van bekabeling bij IRISNET;

Deze uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

29 **Informatique - Achat de matériel informatique - Tablettes.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché

unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2018 ;

Pour le pouvoir communal 101/742-53/15

36	<a href="#"><u>iPad 2018 sixth-generation 9.7-inch</u></a>	19.321,20 €
	TOTAL	19.321,20 €
	TOTAL +TVA	23.379,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 101/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018, soit 24.000,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production de la facture de la firme, SWITCH.

D'inscrire la dépense de 23.379,00 € (TVAC) à l'article 101/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer cette dépense aux articles 101/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Informatica - Aankoop van informaticamateriaal - Tablets.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (« De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de



voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden »);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

« Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan. »

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2018;

Voor de gemeentelijke overheid 101/742-53/15

36	<a href="#">iPad 2018 sixth-generation 9.7-inch</a>	19.321,20 €
	TOTAAL	19.321,20 €
	TOTAAL + BTW	23.379,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 101/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018, namelijk 24.000,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de factuur van de firma, SWITCH;

De uitgave van 23.379,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 101/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

Deze uitgave te financieren op artikel 101/742-53/15 door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

### 30 Informatique - Achat de matériel informatique - Remplacement d'un serveur.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article

19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2018 ;

Pour le pouvoir communal 139/742-53/15

1	Remplacement d'un serveur obsolète	11.570,24 €
	TOTAL	14.000,00 €
	TOTAL +TVA	14.000,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018, soit 20.500,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production de la facture de la firme SYSTEMAT ;

D'inscrire la dépense de 14.000,00 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2018 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer cette dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Informatica - Aankoop van informaticamateriaal - Vervanging van een server.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (« De gezamenlijke

uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden »);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

« Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan. »

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2018;

Voor de gemeentelijke overheid 139/742-53/15

1	Vervanging van een verouderde server	11.570,24 €
	TOTAAL	11.570,24 €
	TOTAAL + BTW	14.000,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018, namelijk 20.500,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma SYSTEMAT;

De uitgave van 14.000 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

Deze uitgave te financieren op artikelen 139/742-53/15 door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

31 **Informatique - Aménagement de câblages informatiques du local loué par la Commune, sis rue Marguerite Bervoets 1 - Application de l'article 249, §1, al. 2 de la NLC.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège du 19/07/2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment

l'article 249 §1 alinéa 2 ;

Vu la convention de mandat « IRISnet 2 » CM001208 du 21.12.2010, notamment le volet relatif aux « services à valeur ajoutée » (Lot 1);

Considérant que cette convention permet à la Commune de souscrire aux différents services du catalogue IRISnet y compris les services « Infrastructure & Data Cabling », ce sans devoir lancer une procédure de marché public ;

Considérant que des locaux, sis rue Marguerite Bervoets 1 à 1190 Forest, ont été récemment pris en location afin d'y installer différents services communaux pendant les travaux de restauration de l'hôtel communal ;

Considérant qu'il est impératif de rénover l'installation de câblage pour le bon fonctionnement de l'informatique des services et ce, avant l'entrée dans les lieux prévue le 11.07.2018;

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à une société externe spécialisée pour procéder à ces interventions techniques ;

Vu l'offre de prix QUO-06201-M0G6H8 du 21.06.2018 de la société IRISNET pour la livraison et l'installation de câblages informatiques dans les bureaux situés rue Marguerite Bervoets 1 à 1190 Forest ;

Considérant que le catalogue de services à valeur ajoutée d'IRISNET propose des services d'installation et livraison de câblages informatiques en la matière, via la société MD Technology ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit : « *Cabling – G06 : Cable Infrastructure* » pour un montant de 11.493,17 € HTVA, soit 13.906,74 € TVAC ;

Considérant l'absence de crédits, tant en dépenses qu'en recettes, au service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 relativement au dit marché ;

DECIDE,

1. De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 19/07/2017 et d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence en application de l'article 249 §1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 11.493,17 €, HTVA., soit 13.906,74 € TVA de 21 % comprise ;

2. De faire appel à IRISNET sur base de la convention IRISNET2 ;

3. D'approuver l'offre de prix QUO-06201-M0G6H8 du 21/06/2018 de la société IRISNET pour la livraison et l'installation de câblage informatique dans les bureaux situés rue Marguerite Bervoets 1 à 1190 Forest;

4. De procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 13.907 EUR à l'article 104/723-60/15 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 13.907 EUR (financement par un emprunt) au service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

5. De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Informatica - Aanleg van informaticabekabeling in het lokaal gehuurd door de Gemeente, gelegen Marguerite Bervoetsstraat 1 - Toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de NGW.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van 19/07/2018;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, inzonderheid artikel 249 §1, 2de lid;

Gelet op de mandaatovereenkomst « IRISnet 2 » CM001208 van 21.12.2010, in het bijzonder het luik betreffende de « diensten met toegevoegde waarde » (Perceel 1);

Overwegende dat deze overeenkomst de Gemeente in staat stelt gebruik te maken van de verschillende diensten van de catalogus IRISnet met inbegrip van de diensten « Infrastructure & Data Cabling », en dit zonder een procedure van overheidsopdracht te moeten opstarten;

Overwegende dat er onlangs lokalen werden gehuurd, gelegen Marguerite Bervoetsstraat, 1 te Vorst, teneinde er verschillende gemeentediensten te installeren tijdens de restauratiewerken aan het gemeentehuis;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is om de bekabelingsinstallatie te renoveren voor de goede werking van de informatica van de diensten en dit, vóór de intrek in de lokalen voorzien op 11.07.2018;

Overwegende dat het nodig is een beroep te doen op een externe gespecialiseerde firma om deze technische interventies uit te voeren;

Gelet op de prijsofferte QUO-06201-M0G6H8 van 21.06.2018 van de firma IRISNET voor de levering en de installatie van informaticabekabeling in de kantoren gelegen Marguerite Bervoetsstraat 1 te 1190 Vorst;

Overwegende dat de catalogus van diensten met toegevoegde waarde van IRISNET installatie- en leveringsdiensten van de betrokken informaticabekabeling aanbiedt, via de firma MD Technology;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd: « *Cabling – G06: Cable Infrastructure* » voor een bedrag van 11.493,17 € excl. BTW, of 13.906,74 € incl. BTW;

Overwegende de afwezigheid van kredieten, zowel in uitgaven als in ontvangsten, op de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 met betrekking tot bovengenoemde opdracht;

BESLIST,

1. Akte te nemen van de beslissing genomen door het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 19/07/2018 en in te stemmen met de uitgave die voortvloeit uit de bovenvermelde opdracht wegens hoogdringende en dit, in toepassing van artikel 249 §1, 2de lid van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 11.493,17 € excl. BTW of 13.906,74 €, 21% BTW inbegrepen;

2. Een beroep te doen op IRISNET op basis van de overeenkomst IRISNET2;
3. Goedkeuring te verlenen aan de prijsofferte QUO-06201-M0G6H8 van 21/06/2018 van de firma IRISNET voor de levering en de installatie van informaticabekabeling in de kantoren gelegen Marguerite Bervoetsstraat 1 te 1190 Vorst;
4. Over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavekrediet van een bedrag van 13.907 EUR op artikel 104/723-60/15 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 13.907 EUR (financiering door een lening) op de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018;
5. De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW**

### **Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken**

#### **32 Marchés publics – 2018-T-037bis – Ecole 9 : Rénovation de la toiture de la chaufferie - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (la valeur estimée HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la toiture actuelle de la chaufferie est composée de panneaux ondulés en asbest-ciment qui ne sont plus étanches ;

Considérant que la couverture doit être totalement remplacée afin de pouvoir remplacer les chaudières

ultérieurement ;

Vu le cahier des charges N° 2018-T-037bis relatif au marché “ Ecole 9 : Rénovation de la toiture de la chaufferie” établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 263.844,38 € hors TVA ou 300.000,00 €, 6% TVA comprise et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'en application de l'article 58 de la loi du 17 juin 2016 l'adjudicateur décide de ne pas diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché :

Le non-allotissement de ce marché se justifie pour des raisons techniques et d'accès, vu l'enclavement en intérieur d'ilot. Les travaux relatifs à l'entreprise concernent en effet une même unité sur un même site. Ils ne sont dès lors pas, de par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, susceptibles de faire l'objet de lots différents. Seule une exécution par un même entrepreneur de l'ensemble des travaux concernés est de nature à garantir la bonne exécution de ce marché ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018, et sera financé par un emprunt ;

DECIDE,

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2018-T-037bis et le montant estimé du marché “ Ecole 9 : Rénovation de la toiture de la chaufferie”, établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 263.844,38 € hors TVA ou 300.000,00 €, 6% TVA comprise et révision des prix comprises;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

Art 3 : De ne pas diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché :  
Le non-allotissement de ce marché se justifie pour des raisons techniques et d'accès, vu l'enclavement en intérieur d'ilot. Les travaux relatifs à l'entreprise concernent en effet une même unité sur un même site. Ils ne sont dès lors pas, de par leur nature et compte tenu de l'objet du marché, susceptibles de faire l'objet de lots différents. Seule une exécution par un même entrepreneur de l'ensemble des travaux concernés est de nature à garantir la bonne exécution de ce marché ;

Art 4 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

Art 5 : D'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018;

Art 6 : De financer la dépense par un emprunt;

Art 7 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Overheidsopdrachten – 2018-T-037bis - School 9: Renovatie van het dak van de stookplaats – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (de geraamde waarde excl. BTW overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het huidige dak van de stookplaats bestaat uit golfplaten in asbestcement die niet meer waterdicht zijn;

Overwegende dat de dakbedekking volledig vervangen dient te worden teneinde de stookketels later te kunnen vervangen;

Gelet op het bestek met nr. 2018-T-037bis betreffende de opdracht “School 9: Renovatie van het dak van de stookplaats” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 263.844,38 € excl. BTW of 300.000,00 €, 6% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat in toepassing van artikel 58 van de wet van 17 juni 2016 de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard van de opdracht:

Het niet verdelen in percelen van deze opdracht wordt verantwoord omwille van technische redenen en toegang, gezien de insluiting binnen een huizenblok. De werkzaamheden van deze onderneming hebben immers betrekking op eenzelfde eenheid op eenzelfde site. Ze zijn bijgevolg, omwille van hun aard en rekening houdend met het voorwerp van de opdracht, wellicht niet geschikt om het voorwerp uit te maken van verschillende percelen. Enkel de uitvoering van het geheel van de betrokken werkzaamheden door eenzelfde aannemer kan de goede uitvoering van deze opdracht garanderen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en gefinancierd zal worden door een lening;

**BESLIST:**



Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2018-T-037bis en de raming van de opdracht "School 9: Renovatie van het dak van de stookplaats", opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 263.844,38 € excl. BTW of 300.000,00 €, 6% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 2: De opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard van de opdracht:

Het niet verdelen in percelen van deze opdracht wordt verantwoord omwille van technische redenen en toegang, gezien de insluiting binnen een huizenblok. De werkzaamheden van deze onderneming hebben immers betrekking op eenzelfde eenheid op eenzelfde site. Ze zijn bijgevolg, omwille van hun aard en rekening houdend met het voorwerp van de opdracht, wellicht niet geschikt om het voorwerp uit te maken van verschillende percelen. Enkel de uitvoering van het geheel van de betrokken werkzaamheden door eenzelfde aannemer kan de goede uitvoering van deze opdracht garanderen;

Art 4: De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau;

Art 5: De uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018;

Art 6: De uitgave te financieren door een lening;

Art 7 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*8 annexes / 8 bijlagen*

---

33 **Marchés publics – 2018-T-047 - Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity) - Approbation des conditions et du mode de passation – Avis rectificatif.**

CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 9;

Vu la décision du conseil communal du 4 septembre 2018 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu l'avis de marché 2018-525634 paru le 6 septembre 2018 au niveau national ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter certaines précisions aux documents du marché via la publication d'un avis rectificatif quant à la capacité technique (la liste de références) et aux modalités de réception du DUME (document unique de marché européen) ;

Considérant que ces précisions sont les suivantes :

- ° La liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années à la place des trois,
- ° La première référence concerne un chantier d'infrastructure publique à la place de travaux,
- ° Les références sont à appuyer de certificats de bonne exécution,

- ° Le DUME au format PDF signé électroniquement est à fournir sur une clé USB ;

Considérant qu'en application de l'article 9 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, il y a lieu de postposer en conséquence la date d'ouverture publique des offres ;

DECIDE,

1 : D'approuver la publication d'un avis rectificatif apportant les précisions suivantes :

- ° La liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années.

- une référence doit concerner un chantier d'infrastructure publique dont le coût total des travaux est de minimum 6.000.000€ HTVA,
- une référence doit concerner un projet de plus de 4.000m<sup>2</sup> relatif à la construction d'un bâtiment scolaire passif comprenant l'intégration et la mise en conformité concernant les techniques spéciales, la sécurité-incendie,
- deux références doit concerner des travaux de génie civile à proximité des voies de chemins de fer avec un soutènement provisoire ou définitif de la plateforme ferroviaire, dont le coût total des travaux est de minimum 350.000€ HTVA,
- deux références doit concerner des rabattements de la nappe phréatique, dont le coût total des travaux est de minimum 75.000€ HTVA,

Les références seront appuyées de certificats de bonne exécution. Les certificats de bonne exécution indiquent le montant, le délai d'exécution, la date de la réception provisoire, le lieu d'exécution des travaux et leurs destinataires publics ou privés.

° Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' en bas de page. Vous arrivez sur votre DUME complété que vous pouvez télécharger au format PDF , signé électroniquement, pour être fourni sur une clé USB.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 28 votes positifs, 2 votes négatifs.  
*Non : Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun.*

---

**Overheidsopdrachten – 2018-T-047 – School "De Puzzel": bouw van een nieuwe school (Diversity site) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze – Rechtzettingsbericht.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 9;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 4 september 2018 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de raming en van de gunningsprocedure (openbare procedure) van deze opdracht;

Gelet op de opdrachtaankondiging 2018-525634 verschenen op 6 september 2018 op nationaal niveau;

Overwegende dat er een aantal verduidelijkingen moeten worden aangebracht in de opdrachtdocumenten via de publicatie van een rechtzettingsbericht aangaande de vakbekwaamheid (de lijst met referenties) en de modaliteiten van ontvangst van het UEA (Uniform Europees Aanbestedingsdocument);

Overwegende dat deze verduidelijkingen de volgende zijn:

- ° De lijst met werken uitgevoerd in de loop van de laatste vijf jaar in plaats van drie jaar;
- ° De eerste referentie heeft betrekking op werkzaamheden van openbare infrastructuur in plaats van werken;
- ° Deze referenties moeten worden ondersteund door attesten van goede uitvoering;
- ° Het elektronisch ondertekende UEA in pdf-formaat moet op een USB-stick worden bezorgd;

Overwegende dat in toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen, de datum van

publieke opening van de offertes bijgevolg moet worden uitgesteld;

BESLIST,

1: Goedkeuring te verlenen aan de publicatie van een rechtzettingsbericht met de volgende verduidelijkingen:

° De lijst met werken uitgevoerd in de loop van de laatste vijf jaar.

- een referentie moet betrekking hebben op werkzaamheden van openbare infrastructuur waarvan de totale kosten voor de werken minstens € 6.000.000 excl. BTW bedragen;
- een referentie moet betrekking hebben op een project van meer dan 4.000m<sup>2</sup> voor de bouw van een passief schoolgebouw, inclusief de integratie en aanpassing inzake speciale technieken, brandveiligheid;
- twee referenties moeten betrekking hebben op burgerlijke bouwwerken in de buurt van de spoorwegen met een voorlopige of definitieve ondersteuning van het spoorwegplatform, waarvan de totale kosten voor de werken minstens € 350.000 excl. BTW bedragen;
- twee referenties moeten betrekking hebben op verzakkingen van het grondwater waarvan de totale kosten voor de werken minstens € 75.000 excl. BTW bedragen;

Deze referenties moeten worden ondersteund door attesten van goede uitvoering. De attesten van goede uitvoering moeten het bedrag, de uitvoeringstermijn, de datum van de voorlopige oplevering, de plaats van uitvoering van de werken en hun openbare of private bestemmingen vermelden.

° Nadat het volledige formulier ingevuld is, klikt u op 'Overzicht' onderaan de pagina. Het door u ingevulde UEA wordt weergegeven en kan worden gedownload in elektronisch ondertekend pdf-formaat, om op een USB-stick te worden bezorgd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

*Nee : Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun.*

---

34 **Marchés publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité d'acquérir une nouvelle balayeuse compacte pour le service Propreté ;

Considérant que ce marché est subsidié à 100 % par Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Bruxelles;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 aout 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2018-F-050 - Achat d'une balayeuse compacte» ; le montant estimé s'élevant à 128.099,17 € hors TVA ou 155.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 87540/743-53/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et que la dépense est subsidiée à 100% par Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Bruxelles (article de recette 87540/665-52/73);

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'achat de containers;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 aout 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-F-051 - Achat de containers» le montant estimé s'élevant à 13.223,14 € hors TVA ou 16.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 136/743-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt ;

Considérant la nécessité d'acquérir un nouveau véhicule électrique pour le service Propreté ;

Considérant que ce marché est subsidié à 100 % par Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Bruxelles;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 septembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-F-052 - Achat d'un véhicule électrique (Service propreté) » le montant estimé s'élevant à 24.793,39 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 87540/743-52/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et que la dépense est subsidiée à 100% par Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Bruxelles (article de recette 87540/665-52/73);

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 aout 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2018-F-050 - Achat d'une balayeuse compacte» ; le montant estimé s'élevant à 128.099,17 € hors TVA ou 155.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 87540/743-53/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et que la dépense est subsidiée à 100% par

Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Bruxelles (article de recette 87540/665-52/73).

2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 aout 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-F-051 - Achat de containers» le montant estimé s'élevant à 13.223,14 € hors TVA ou 16.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 136/743-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de le financer par un emprunt.
  
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 septembre 2018 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2018-F-052 - Achat d'un véhicule électrique (Service propreté) » le montant estimé s'élevant à 24.793,39 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 87540/743-52/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et que la dépense est subsidiée à 100% par Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Bruxelles (article de recette 87540/665-52/73).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om een nieuwe compacte veegmachine aan te kopen voor de dienst Netheid;

Overwegende dat deze opdracht voor 100 % gesubsidieerd wordt door Net-Brussel, de Broquevillelaan 12 te 1150 Brussel;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20 augustus 2018 om te

kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2018-F-050 – Aankoop van een compacte veegmachine»: de raming bedraagt 128.099,17€ excl. BTW of 155.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 87540/743-53/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de uitgave wordt voor 100% gesubsidieerd door Net-Brussel, de Broquevillelaan 12 te 1150 Brussel (artikel van ontvangst 87540/665-52/73);

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de aankoop van containers;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 30 augustus 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-F-051 – Aankoop van containers»; de raming bedraagt 13.223,14 € excl. BTW of 16.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 136/743-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende de noodzaak om een nieuw elektrisch voertuig aan te kopen voor de dienst Netheid;

Overwegende dat deze opdracht voor 100 % gesubsidieerd wordt door Net-Brussel, de Broquevillelaan 12 te 1150 Brussel;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 september 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-F-052 – Aankoop van een elektrisch voertuig (Dienst netheid)»; de raming bedraagt 24.793,39 € excl. BTW of 30.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 87540/743-52/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de uitgave wordt voor 100% gesubsidieerd door Net-Brussel (artikel van ontvangst 87540/665-52/73);

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20 augustus 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2018-F-050 – Aankoop van een compacte veegmachine»: de raming bedraagt 128.099,17€ excl. BTW of 155.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 87540/743-53/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de uitgave wordt voor 100% gesubsidieerd door Net-Brussel, de Broquevillelaan 12 te 1150 Brussel (artikel van ontvangst 87540/665-52/73).
2. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 30 augustus 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-F-051 – Aankoop van containers»; de raming bedraagt 13.223,14 € excl. BTW of 16.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 136/743-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en wordt gefinancierd door een lening.
3. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 september 2018 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht «2018-F-

052 – Aankoop van een elektrisch voertuig (Dienst netheid)»; de raming bedraagt 24.793,39 € excl. BTW of 30.000,00 €, 21% BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 87540/743-52/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de uitgave wordt voor 100% gesubsidieerd door Net-Brussel, de Broquevillelaan 12 te 1150 Brussel (artikel van ontvangst 87540/665-52/73).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

**35 Marchés publics - Marchés publics divers - Approbation des avenants - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2017-T-062 - Ecole 3: rénovation de l'enveloppe extérieure du bâtiment arrière», la ligne d'égout en façade arrière doit être complètement remplacée car les chambres de visites et les divers raccordements (descentes d'eau pluviale, entre CV et avaloirs de sol) sont cassées et ne sont plus étanches et que le placement de panneaux isolant acoustique au plafond est nécessaire afin de garantir un climat sonore de bonne qualité .

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 12,14% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 212.637,73 € hors TVA ou 225.396,00 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 aout 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2017-T-062 - Ecole 3: rénovation de l'enveloppe extérieure du bâtiment arrière» pour un montant total en plus de 12.663,17 € hors TVA ou 13.422,96€, 6%€, TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 (MB 4) et financé la dépense par un emprunt ;

Considérant que dans le cadre du marché «2018-T-01 – Travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines», la réelle ampleur des travaux a été découverte en cours d'exécution ;



Considérant que la dépense est subsidiée à 100 % dans le cadre de l'Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29) ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 16,46 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 2.300,00 € hors TVA ou 2.783,00 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 septembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2018-T-01 – Travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines» pour un montant total en plus de 325,00 € hors TVA ou 393,25 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 766/734-60/29 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de financer la dépense par un subside à 100 % dans le cadre de l'Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29) ;

Considérant que dans le cadre du marché «2017-T-026 - Centre technique : Traitement des linteaux», la réparation d'un linteau intérieur du local « archives » était obligatoire afin de pouvoir réparer le linteau à l'extérieur ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 2,95 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 24.214,65 € hors TVA ou 29.299,73 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 septembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2017-T-026 - Centre technique : Traitement des linteaux» pour un montant total en plus de 715,00 € hors TVA ou 865,15 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt ;

Considérant que dans le cadre du marché «2016-S-014 - BRASS : Travaux de remise en état - Marché fractionné: tranche ferme: audit et avant-projet, tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet linteaux», l'état des fissures dans le bâtiment s'est aggravé et il a été nécessaire de réaliser un marché spécifique pour vérifier leur évolution (marché 2018-S-020). Afin d'assurer le suivi et contrôle de ce marché, il y a lieu de payer/prévoir des honoraires supplémentaires pour l'ingénieur de stabilité;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 13,31% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 47.592,00 € hors TVA ou 57.586,32 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 septembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2016-S-014 - BRASS : Travaux de remise en état - Marché fractionné: tranche ferme: audit et avant-projet, tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet linteaux» pour un montant total en plus de 5.592,00 € hors TVA ou 6.766,32 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 930/615-51/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 aout 2018 faisant choix d'approuver

l'avenant 2 du marché «2017-T-062 - École 3: rénovation de l'enveloppe extérieure du bâtiment arrière» pour un montant total en plus de 12.663,17 € hors TVA ou 13.422,96 €, 6%€, TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 (MB 4) et financé la dépense par un emprunt .

2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 septembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2018-T-01 – Travaux préliminaires pour le réaménagement du potager des Trois Fontaines» pour un montant total en plus de 325,00 € hors TVA ou 393,25 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 766/734-60/29 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de financer la dépense par un subside à 100 % dans le cadre de l'Agenda 21 (article de recette 766/665-52/29) .
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 septembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2017-T-026 - Centre technique : Traitement des linteaux» pour un montant total en plus de 715,00 € hors TVA ou 865,15 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 138/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt.
4. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 septembre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2016-S-014 - BRASS : Travaux de remise en état - Marché fractionné: tranche ferme: audit et avant-projet, tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet linteaux» pour un montant total en plus de 5.592,00 € hors TVA ou 6.766,32 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 930/615-51/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de aanhangsels - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123,5° betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht «2017-T-062 - School 3: renovatie van de buitenschil van het gebouw achteraan», de riool op de achtergevel volledig vervangen dient te worden want de inspectieputten en de verschillende aansluitingen (regenwaterafvoerbuizen, tussen inspectieputten en vloerafvoeren) zijn kapot en zijn niet meer waterdicht en dat de plaatsing van akoestische isolerende panelen op het plafond noodzakelijk is teneinde een kwaliteitsvolle geluidsomgeving te waarborgen;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 12,14% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 212.637,73 € excl. BTW of 225.396,00 €, 6% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20 augustus 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht «2017-T-062 - School 3: renovatie van de buitenschil van het gebouw achteraan» voor een totaal bijkomend bedrag van 12.663,17 € excl. BTW of 13.422,96 €, 6% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 (BW 4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Overwegende dat, in het kader van de opdracht «2018-T-01 – Voorbereidende werkzaamheden voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fonteinen», de werkelijke omvang van de werkzaamheden in de loop van de uitvoering aan het licht kwam;

Overwegende dat de uitgave voor 100 % gesubsidieerd wordt in het kader van Agenda 21 (artikel van ontvangsten 766/665-52/29);

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 16,46 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 2.300,00 € excl. BTW of 2.783,00 €, 21 % BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 september 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht «2018-T-01 – Voorbereidende werkzaamheden voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fonteinen» voor een totaal bijkomend bedrag van 325,00 € excl. BTW of 393,25 €, 21% €, BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/734-60/29 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een subsidie van 100 % in het kader van Agenda 21 (artikel van ontvangsten 766/665-52/29);

Overwegende dat, in het kader van de opdracht «2017-T-026 – Technisch Centrum: Behandeling van de bovendrempels», de herstelling van een bovendrempel aan de binnenkant van het lokaal van de archieven verplicht was teneinde de bovendrempel aan de buitenkant te kunnen herstellen;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 2,95 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 24.214,65 € excl. BTW of 29.299,73 €, 21 % BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27 september 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht «2017-T-026 – Technisch Centrum: Behandeling van de bovendrempels» voor een totaal bijkomend bedrag van 715,00 € excl. BTW of 865,15 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Overwegende dat, in het kader van de opdracht '2016-S-014 - BRASS: Herstellingswerken - Opgesplitste opdracht: vast gedeelte: audit en voorontwerp, voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper', de staat van de scheurtjes in het gebouw verslechterd is en het nodig is gebleken een specifieke opdracht uit te voeren om hun evolutie na te kijken (opdracht 2018-S-020). Teneinde de opvolging en de controle van de opdracht te garanderen, is het nodig bijkomende erelonen te betalen/voorzien voor de stabiliteitsingenieur;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 13,31% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 47.592,00 € excl. BTW of 57.586,32 €, 21 % BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27 september 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht «2016-S-014 - BRASS: Herstellingswerken - Opgesplitste opdracht: vast gedeelte: audit en voorontwerp, voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper» voor een totaal bijkomend bedrag van 5.592,00 € excl. BTW of 6.766,32 €, 21% €, BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 930/615-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 20 augustus 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht «2017-T-062 - School 3: renovatie van de buitenschil van het gebouw achteraan» voor een totaal bijkomend bedrag van 12.663,17 € excl. BTW of 13.422,96 €, 6% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 (BW 4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.
2. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 13 september 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht «2018-T-01 – Voorbereidende werkzaamheden voor de heraanleg van de moestuin van de Drie Fonteinen» voor een totaal bijkomend bedrag van 325,00 € excl. BTW of 393,25 €, 21% €, BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 766/734-60/29 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een subsidie van 100 % in het kader van Agenda 21 (artikel van ontvangsten 766/665-52/29).
3. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27 september 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht «2017-T-026 – Technisch Centrum: Behandeling van de bovendrempels» voor een totaal bijkomend bedrag van 715,00 € excl. BTW of 865,15 €, 21% €, BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 138/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.
4. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27 september 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht «2016-S-014 - BRASS: Herstellingswerken - Opgesplitste opdracht: vast gedeelte: audit en voorontwerp, voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper» voor een totaal bijkomend bedrag van 5.592,00 € excl. BTW of 6.766,32 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 930/615-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

36 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation de l'avenant - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2017-T-063 – Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», plusieurs réparations urgentes doivent être effectuées à la plaine de jeux Bempt (combinaison de jeux, balançoire, tourniquet et balançoire horizontale);

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 9,97 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 23.910,00 € hors TVA ou 28.931,10 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché « 2017-T-063 – Interventions lourdes sur les aires de jeux communales » pour un montant total en plus de 1.650,00 € hors TVA ou 1.996,50 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du collège des bourgmestres et échevins :

Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché « 2017-T-063 – Interventions lourdes sur les aires de jeux communales » pour un montant total en plus de 1.650,00 € hors TVA ou 1.996,50 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van het aanhangsel - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123,5° betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er in het kader van de opdracht '2017-T-063 – Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen' meerdere dringende herstellingswerken moeten worden uitgevoerd op het speelplein van de Bempt (set speeltuigen, schommel, draaimolen en wip);

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 9,97 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 23.910,00€ excl. BTW of 28.931,10 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht «2017-T-063 – Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen» voor een totaal bijkomend bedrag van 1.650,00 € excl. BTW of 1.996,50 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen:

Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht «2017-T-063 – Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen» voor een totaal bijkomend bedrag van 1.650,00 € excl. BTW of 1.996,50 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

37 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité de conclure un marché pour des travaux de maintenance urgents à l'Église St-Augustin ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la Direction Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale à hauteur de 80% du montant des travaux, le solde restant étant un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2018-T-043 - Église St-Augustin: Travaux de maintenance urgents», le montant estimé s'élevant à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 790/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et que la dépense est subsidiée à hauteur de 80% du montant des travaux, par la Direction Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale (article de recette 790/663-51/03);

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du collège des bourgmestres et échevins :

Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2018-T-043 - Église St-Augustin: Travaux de maintenance urgents»; le montant estimé s'élevant à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 790/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et que la dépense est subsidiée à hauteur de 80% du montant des travaux, par la Direction Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale (article de recette 790/663-51/03).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om een opdracht voor dringende onderhoudswerken aan de St.-Augustinuskerk af te sluiten;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie van de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is voor 80% van het bedrag van de werken; het overblijvende saldo is een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2018-T-043 – St.-Augustinuskerk : Dringende onderhoudswerken»: de raming bedraagt 30.000,00 € excl. BTW of 36.300,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 790/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de uitgave wordt voor 80% van het bedrag van de werken gesubsidieerd door de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (artikel van ontvangst 790/663-51/03);

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen:

Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2018-T-043 – St.-Augustinuskerk : Dringende onderhoudswerken»: de raming bedraagt 30.000,00 € excl. BTW of 36.300,00 €, 21% BTW inbegrepen, en is ingeschreven op artikel 790/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de uitgave wordt voor 80% van het bedrag van de werken gesubsidieerd door de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (artikel van ontvangst 790/663-51/03).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.



---

38 **Marchés publics - Marchés publics divers - Approbation de l'avenant - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2018-T-031 - Aménagement dans divers aires de jeux: Sécurisation et remplacement des jeux existants», la balançoire nid d'oiseau a été retirée en urgence , vu l'état de celle-ci (structure en bois trop vétuste, bois pourri, fixations insuffisantes), il y a donc lieu de la remplacer complètement;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 9,06 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 40.936,00 € hors TVA ou 49.532,56 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché 2018-T-031 - Aménagement dans divers aires de jeux: Sécurisation et remplacement des jeux existants» pour un montant total en plus de 3.400,00 € hors TVA ou 4.114,00 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du collège des bourgmestres et échevins :

Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2018 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2018-T-031 - Aménagement dans divers aires de jeux: Sécurisation et remplacement des jeux existants» pour un montant total en plus de 3.400,00 € hors TVA ou 4.114,00 €, 21%€, TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van het aanhangsel - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123,5° betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht «2018-T-031 – Inrichtingen op diverse speelpleinen: Beveiliging en vervanging van de bestaande speeltuigen», de nestschommel met hoogdringendheid verwijderd werd, gezien de staat ervan (houten structuur te versleten, rot hout, onvoldoende bevestigingen); het is dus aangewezen deze volledig te vervangen;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 9,06 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 40.936,00€ excl. BTW of 49.532,56 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht «2018-T-031 – Inrichtingen op diverse speelpleinen: Beveiliging en vervanging van de bestaande speeltuigen» voor een totaal bijkomend bedrag van 3.400,00 € excl. BTW of 4.114,00 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen:

Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 4 oktober 2018 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht «2018-T-031 – Inrichtingen op diverse speelpleinen: Beveiliging en vervanging van de bestaande speeltuigen» voor een totaal bijkomend bedrag van 3.400,00 € excl. BTW of 4.114,00 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

### Instruction publique - Openbaar onderwijs

#### 39 **Instruction publique – Convention d’occupation de la piscine de Victor Boin pour les écoles communales forestoises pour l’année scolaire 2018-2019 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement communal des sports de la Commune de Saint-Gilles adopté par leur Conseil communal du 4/11/2014 ;

Vu l’article 5 §1<sup>er</sup> de ce même règlement qui stipule que : « *Concernant plus particulièrement la piscine Victor Boin, le Collège statue sur les occupations des groupes scolaires, dans la plage-horaire réservée aux écoles, suivant l’ordre de priorité suivant :*

- 1. Les écoles communales saint-gilloises et « brede school sint-gillis »;*
- 2. Les écoles communales forestoises;*
- 3. Toutes les autres demandes »;*

Vu la charte sportive communale de la Commune de Saint-Gilles, adoptée par leur conseil communal du 04/11/2014 ;

Vu la convention d’occupation des infrastructures sportives communales de Saint-Gilles adoptée par leur conseil communal du 04/11/2014 ;

Considérant qu’il y a lieu d’approuver la convention d’occupation des infrastructures sportives communales de Saint-Gilles pour la piscine de Victor Boin et ce à partir 24 septembre 2018 jusqu’au 29 juin 2019 ;

Considérant que les écoles communales forestoises occupent la piscine selon la plage horaire tel que prévu par l’annexe I de la présente convention d’occupation et ce pour l’année scolaire 2018-2019;

DECIDE :

D’approuver la convention d’occupation des infrastructures sportives communales de Saint-Gilles pour la piscine de Victor Boin et ce à partir du 24 septembre 2018 jusqu’au 29 juin 2019 ;

D’approuver l’annexe I de la présente convention qui reprend la plage horaire d’occupation de la piscine de Victor Boin pour les écoles communales forestoises et ce pour l’année scolaire 2018-2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Openbaar onderwijs – Gebruiksovereenkomst voor het zwembad Victor Boin voor de Vorstse gemeentescholen voor het schooljaar 2018-2019 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het gemeentereglement inzake sport van de Gemeente Sint-Gillis, aangenomen door dier Gemeenteraad van 4/11/2014;

Gelet op artikel 5 §1 van ditzelfde reglement, dat het volgende bepaalt: "*Voor het zwembad Victor Boin, hanteert het College voor het gebruik door schoolgroepen, binnen de voor de scholen voorbehouden uurroosters, volgende prioriteiten :*

*1. Gemeentescholen uit Sint-Gillis, "brede school Sint-Gillis";*

***2. Gemeentescholen uit Vorst;***

*3. Alle andere aanvragen";*

Gelet op het gemeentelijk sportcharter van de Gemeente Sint-Gillis, aangenomen door dier Gemeenteraad van 04/11/2014;

Gelet op de gebruiksovereenkomst voor de gemeentelijke sportinfrastructuren van de Gemeente Sint-Gillis, aangenomen door dier Gemeenteraad van 4/11/2014;

Overwegende dat de gebruiksovereenkomst voor de gemeentelijke sportinfrastructuren van Sint-Gillis dient te worden goedgekeurd voor het zwembad Victor Boin en dit van 24 september 2018 t.e.m. 29 juni 2019;

Overwegende dat de Vorstse gemeentescholen het zwembad gebruiken volgens het uurrooster dat wordt voorzien door bijlage I van onderhavige gebruiksovereenkomst en dit gedurende het schooljaar 2018-2019;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de gebruiksovereenkomst voor de gemeentelijke sportinfrastructuren van Sint-Gillis voor het zwembad Victor Boin en dit van 24 september 2018 t.e.m. 29 juni 2019;

Goedkeuring te verlenen aan bijlage I van onderhavige overeenkomst, die de uurroosters voor het gebruik van het zwembad Victor Boin door de Vorstse gemeentescholen bevat en dit voor het schooljaar 2018-2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

40 **Instruction publique – Règlement relatif aux inscriptions des élèves dans l’enseignement communal francophone ordinaire – Modification.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif aux inscriptions dans les écoles communales francophones de l’enseignement ordinaire, tel qu’adopté par le Conseil communal en sa séance du 28 décembre 2017 ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les inscriptions se font en ligne sur une plateforme sécurisée au moyen de la carte d'identité ou d'un token pour les enfants répondant au deuxième critère de priorité ;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre les inscriptions en ligne sur une plateforme informatique sécurisée pour les enfants répondant aux trois autres critères de priorité ;

Considérant qu'il y a lieu d'ajouter un article concernant le déménagement des parents sur la Commune de Forest dans l'année d'inscription de leur enfant ;

Considérant qu'il y a lieu d'ajouter un article concernant la désinscription ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le règlement en ce sens ;

DECIDE,

De modifier l'article 4 « période d'inscription » du règlement relatif aux inscriptions dans les écoles communales francophones de l'enseignement ordinaire en ce que les inscriptions se font désormais en ligne sur une plateforme informatique sécurisée pour les trois autres critères de priorité ;

D'ajouter un article 8 dans ledit règlement concernant le déménagement des parents sur la Commune de Forest dans l'année d'inscription de leur enfant ;

D'ajouter un article 9 dans ledit règlement concernant la désinscription ;

D'adopter le règlement relatif aux inscriptions dans les écoles communales francophones de l'enseignement ordinaire ainsi modifié et joint en annexe et de fixer la date d'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Openbaar onderwijs – Reglement betreffende de inschrijvingen van de leerlingen in het gewone Franstalige gemeentelijke onderwijs – Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op het inschrijvingsreglement in de Franstalige gemeentescholen van het gewone onderwijs, zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 28 december 2017;

Overwegende dat sinds 1 januari 2018 de inschrijvingen online gebeuren op een beveiligd platform door middel van de identiteitskaart of van een token voor de kinderen die voldoen aan het tweede voorrangscriterium;

Overwegende dat het aangewezen is de online inschrijvingen uit te breiden op een beveiligd informaticaplatform voor de kinderen die voldoen aan de drie andere voorrangscriteria;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel betreffende de verhuizing van de ouders naar de Gemeente Vorst tijdens het inschrijvingsjaar van hun kind toe te voegen;

Overwegende dat het aangewezen is een artikel betreffende het schrappen van de inschrijving toe te

voegen;

Overwegende dat het reglement in deze zin aangepast moet worden;

BESLIST,

Artikel 4 « inschrijvingsperiode » van het inschrijvingsreglement in de Franstalige gemeentescholen van het gewone onderwijs te wijzigen in die zin dat de inschrijvingen voortaan online gebeuren op een beveiligd informaticaplatform voor de drie andere voorrangscriteria;

Een artikel 8 toe te voegen aan voornoemd reglement betreffende de verhuizing van de ouders naar de Gemeente Vorst tijdens het inschrijvingsjaar van hun kind;

Een artikel 9 toe te voegen aan voornoemd reglement betreffende het schrappen van de inschrijving;

Het zo gewijzigde reglement betreffende de inschrijvingen in de Franstalige gemeentescholen van het gewone onderwijs, en opgenomen in bijlage, aan te nemen en de datum van inwerkingtreding vast te stellen op 1 november 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **Petite enfance - Kinderopvang**

### **41 Petite enfance - « La Famille Forestoise » asbl - Compte de l'exercice 2017.**

LE CONSEIL,

Vu l'approbation par l'assemblée générale ordinaire en date 4 mai 2018 des comptes de l'exercice 2017 de l'asbl « La Famille Forestoise », rue du Curé 35 à 1190 Forest en vue de l'obtention du subside communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'octroi de certaines subventions;

Vu la décision du Conseil communal de Forest en séance du 14 février 1989 d'accorder un fonds de roulement de 12.394,68 à l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 35 à Forest;

Vu la décision du collège en séance du 27 septembre 2018;

Vu le compte de résultat 2017 annexé à la présente délibération;

Vu la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE,

De prendre acte du compte de résultat de l'exercice 2017 et du bilan de l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 35 à 1190 Forest en vue de la liquidation du subside communal de 89.000,00 euros.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Kinderopvang - « La Famille Forestoise » vzw - Rekening van het dienstjaar 2017.**

DE RAAD,

Gelet op de goedkeuring door de gewone algemene vergadering op datum van 4 mei 2018 van de rekeningen van het dienstjaar 2017 van de vzw « La Famille Forestoise », Pastoorstraat 35 te 1190 Vorst met het oog op het verkrijgen van de gemeentelijke subsidie;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle en de toekenning van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst in zitting van 14 februari 1989 om een werkkapitaal van 12.394,68 € toe te kennen aan de vzw « La Famille Forestoise » Pastoorstraat 35 te Vorst;

Gelet op de beslissing van het college in zitting van 27 september 2018;

Gelet op de resultatenrekening 2017, opgenomen in bijlage bij de huidige beraadslaging;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

Akte te nemen van de resultatenrekening van het dienstjaar 2017 en van de balans van de vzw « La Famille Forestoise » Pastoorstraat 35 te 1190 Vorst met het oog op de uitbetaling van de gemeentelijke subsidie van 89.000,00 euro.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW**

### **Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten**

- 42 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Propriétés communales – Pôle Albert – Concession domaniale et de service public pour la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe CENTR'AL – Avenue Besme 129-131 - Approbation du Cahier**

## Spécial des Charges.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 23 octobre 2012 approuvant le dossier de base du Contrat de quartier durable Albert ;

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 approuvant le programme définitif du CQDA ;

Considérant l'opération 1BF et particulièrement le bâtiment abritant le restaurant de quartier sis à Forest, Avenue Besme 129-131, parcelle cadastrée section B n° 50 W 6, et en cours de construction dans le cadre du contrat de quartier Durable Albert ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12/05/2016 (#007/12.05.2016/B/0076#) concernant les principes de gestion du bâtiment Centr'AL et décidant :

« *D'approuver les principes de gestion suivants :*

*L'espace Horeca fera l'objet d'une concession avec pour condition principale l'insertion socio-professionnelle et une ouverture midi et soir ;*

*La gestion du complexe à l'exception de l'espace Horeca sera communale : les salles de sport seront gérées par le service des sports tandis que les espaces culturels seront gérés par le service culture de la Commune ;*

*Les espaces seront accessibles minimum 5 jours par semaine en ce compris un jour minimum pendant le week-end, de 9h à 22h ;*

*Une partie de la grille horaire sera réservée aux associations de quartier et aux groupements d'habitants ;*

*Une tarification différenciée sera appliquée entre Forestois et non-Forestois. »*

Considérant que le bâtiment est en cours de construction et qu'il est prévu que le complexe Centr'AL ouvre ses portes au public en septembre 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu que l'espace Horeca de Centr'AL fasse l'objet d'un contrat de concession domaniale et de service pour sa gestion et de son exploitation ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'Arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Vu l'article 35 de la loi du 17 juin stipulant que la valeur d'une concession correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée, estimé par l'adjudicateur, eu égard aux travaux et services qui font l'objet de la concession ainsi qu'aux fournitures complémentaires liées auxdits travaux et services ;

Considérant que la valeur estimée de la concession doit être calculée à l'aide d'une méthode objective précisée dans les documents de concession ;



Considérant que la concession portera sur une durée de 6 ans – reconductible 3 ans et qu’il convient donc d’estimer la valeur de la concession comme l’estimation du chiffre d’affaire annuel du restaurant multiplié par neuf ;

Considérant que sur base d’une analyse comparative de quatre restaurants du quartier de taille relativement semblable, l’estimation du chiffre d’affaires maximum de l’objet de la concession, doit être fixée à 500.000 € par an, dans le meilleur des cas, le chiffre d’affaires portant sur l’ensemble de la durée de la concession ne dépassera donc pas 4.500.000 €, ce qui place cette concession hors du champ d’application de la loi précitée du 17 juin 2016 et de ses arrêtés d’application ;

Considérant que dès lors, la présente concession n’est pas soumise à la réglementation sur les marchés publics, mais que le concédant est lié par les exigences de transparence, d’objectivité et de non-discrimination entre les candidats concessionnaires ;

Considérant que la concession domaniale et de service a pour objet principal la gestion et l’exploitation de l’espace restaurant du complexe d’équipements sportif et culturel Centr’Al aux frais, risques et périls du concessionnaire et aux clauses et conditions du cahier joint à la présente ;

Considérant que le cahier des charges respecte les engagements pris par le collège du 12 mai 2016, à savoir « *L’espace Horeca fera l’objet d’une concession avec pour condition principale l’insertion socio-professionnelle et une ouverture midi et soir* » ;

Considérant que le bien à concéder est un espace de 241 m2 hors communs et terrasse (314,06 avec communs) ;

Considérant que la redevance minimale est fixée à 1500 euros / mois ;

Considérant que les travaux de la Dalle Albert ne seront pas terminés dans les mêmes délais que le bâtiment et que le loyer pourra être diminué durant la période de chantier ;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 109, 110,123 et 232 ;

DECIDE :

1. *Vouloir, qu’à dater de septembre 2019 (dans la mesure où l’infrastructure est terminée), la gestion et l’exploitation de l’espace restaurant du complexe CENTR’AL, sis avenue Besme 129-130, fasse l’objet d’un contrat de concession domaniale et de service, à attribuer au terme d’une procédure d’appel d’offres général ;*

2. en conséquence, d’adopter les documents, joints au dossier, à savoir :

- le cahier spécial des charges relatif à la gestion et l’exploitation de l’espace restaurant du complexe CENTR’AL, sis avenue Besme 129-131, Articulé comme suit :

## INTRODUCTION

### PREMIÈRE PARTIE : Prescriptions administratives

#### I. Projet

#### II. Procédure de choix du concessionnaire

### DEUXIÈME PARTIE : Prestations techniques

#### I. Prise de possession du bien

#### II. Exploitation du bien

#### III. Redevances

- IV. Garantie
- V. Assurances et responsabilités
- VI. Organe dirigeant de la commune et contrôle
- VII. Manquements du concessionnaire
- VIII. Fin du contrat de concession
- IX. Modalités liées à la fin du contrat
- X. Dispositions finales

TROISIEME PARTIE : Annexes

- I. Formulaire d'offre
- II. Accusé de réception de l'offre
- III. Attestation de visite
- IV. Dossier photos
- V. Plan -1, rez de chaussée et +1
- VI. Plan de la cuisine
- VII. Cahier spécial des charges techniques de la cuisine

3. de charger le collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre les règles de procédure visées ci-dessus ;

4. à l'issue de cette procédure, un contrat, dont les termes reflétant les principes établis dans le Cahier Spécial des Charges ci-annexé et l'offre définitive du soumissionnaire sera approuvé ultérieurement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Gemeente-eigendommen – Albertpool – Domein- en openbare dienstenconcessie voor het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex – Besmelaan 129-131 – Goedkeuring van het Bijzondere Bestek.**

DE RAAD,

Gelet de beslissing van de Gemeenteraad van 23 oktober 2012 houdende goedkeuring van het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op de Besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op de beslissing van de Raad van 14 oktober 2014 tot goedkeuring van het definitieve programma van het DWCA;

Overwegende operatie 1BF en in het bijzonder het gebouw met het wijkrestaurant gelegen te Vorst, Besmelaan 129-131, kadasterperceel afdeling B nr. 50 W 6, dat momenteel in het kader van het Duurzame Wijkcontract Albert gebouwd wordt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12/05/2016 (#007/12.05.2016/B/0076#) aangaande de beheersprincipes voor het Centr'AL-gebouw, waarbij het besliste:

*“De volgende beheersprincipes goed te keuren:*

*De horecaruimte zal het voorwerp uitmaken van een concessie met als voornaamste voorwaarde de socioprofessionele inschakeling en het 's middags en 's avonds geopend zijn;*

*Het beheer van het complex zal, met uitzondering van de horecaruimte, gemeentelijk zijn: de sportzalen zullen worden beheerd door de Sportdienst, terwijl de cultuurruimten door de Cultuurdienst van de Gemeente zullen worden beheerd;*

*De ruimten zullen minstens 5 dagen per week, met inbegrip van minstens een dag van het weekend, van 9u tot 22u toegankelijk zijn;*

*Een gedeelte van het uurrooster zal worden voorbehouden voor wijkverenigingen en bewonersgroeperingen;*

*Qua tarifiering zal er een onderscheid worden gemaakt tussen Vorstenaren en niet-Vorstenaren”;*

Overwegende dat het gebouw momenteel gebouwd wordt en dat voorzien wordt dat het Centr'AL-complex zijn deuren in september 2019 voor het publiek zal openen;

Overwegende dat het aangewezen is dat de horecaruimte van Centr'AL voor haar beheer en uitbating het voorwerp uitmaakt van een domein- en dienstenconcessieovereenkomst;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten;

Gelet op artikel 35 van de wet van 17 juni, dat bepaalt dat de waarde van een concessie wordt gevormd door de totale tijdens de looptijd van de overeenkomst te behalen omzet van de concessiehouder, exclusief belasting op de toegevoegde waarde, zoals deze door de aanbesteder is geraamd, als tegenprestatie voor de werken en diensten die het voorwerp van de concessie uitmaken, en ook voor de bijkomende leveringen die in het kader van deze werken en diensten zijn verricht;

Overwegende dat de geraamde waarde van de concessie berekend moet worden met behulp van een objectieve methode die in de concessiedocumenten wordt gepreciseerd;

Overwegende dat de concessie betrekking zal hebben op een duur van 6 jaar die 3 jaar verlengd kan worden en dat de waarde van de concessie dus geraamd moet worden als de raming van de jaarlijkse omzet van het restaurant vermenigvuldigd met negen;

Overwegende dat de raming van de maximale jaarlijkse omzet van het voorwerp van de concessie, op basis van een vergelijkende analyse van vier wijkrestaurants van betrekkelijk gelijkaardige omvang, vastgesteld moet worden op in het beste geval € 500.000 per jaar, waardoor de omzet voor het geheel van de duur van de concessie niet groter kan zijn dan € 4.500.000, wat deze concessie buiten het toepassingsgebied van voornoemde wet van 17 juni 2016 en haar uitvoeringsbesluiten plaatst;

Overwegende dat deze concessie bijgevolg niet onder de reglementering op de overheidsopdrachten valt maar dat de concessieverlener gebonden is aan de eisen van transparantie, objectiviteit en non-discriminatie tussen kandidaat-concessiehouders;

Overwegende dat de domein- en dienstenconcessie als voornaamste voorwerp het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het complex van sport- en cultuurvoorzieningen Centr'Al op kosten, risico's en gevaar van de concessiehouder en volgens de bepalingen en voorwaarde van het hier bijgevoegde bestek heeft;

Overwegende dat het bestek de verbintenissen die het College op 12 mei 2016 heeft aangegaan naleeft, namelijk: *“De horecaruimte zal het voorwerp uitmaken van een concessie met als voornaamste voorwaarde de socioprofessionele inschakeling en het ‘s middags en ‘s avonds geopend zijn”*;

Overwegende dat het goed dat in concessie moet worden gegeven een ruimte van 241 m<sup>2</sup> is, gemeenschappelijke delen en terras buiten beschouwing gelaten (314,06 m<sup>2</sup> met gemeenschappelijke delen);

Overwegende dat de minimale retributie vastgesteld werd 1.500 euro/maand;

Overwegende dat de werkzaamheden aan de Albertdalle niet binnen dezelfde termijn voltooid zullen zijn als het gebouw en dat de huur gedurende de bouwplaatsperiode verminderd zal kunnen worden;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 109, 110, 123 en 232;

**BESLIST:**

1. *Te wensen dat, vanaf september 2019 (in de mate waarin de infrastructuur afgewerkt is), het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex, gelegen Besmelaan 129-130, het voorwerp uitmaakt van een domein- en dienstenconcessieovereenkomst, die na afloop van een algemene offerteoproepprocedure moet worden toegekend;*

2. Bijgevolg de volgende documenten in bijlage bij het dossier aan te nemen, namelijk:

- het bijzondere bestek betreffende het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex, gelegen Besmelaan 129-131, dat als volgt is ingedeeld:

#### INLEIDING

##### EERSTE DEEL: Administratieve voorschriften

- I. Het project
- II. Procedure voor de keuze van de concessiehouder

##### TWEEDE DEEL: Technische voorschriften

- I. Inbezitneming van het goed
- II. Uitbating van het goed
- III. Retributies
- IV. Waarborg
- V. Verzekering en aansprakelijkheid
- VI. Leidend orgaan van de gemeente en controle
- VII. Tekortkomingen van de concessiehouder
- VIII. Einde van de concessieovereenkomst
- IX. Modaliteiten verbonden met het beëindigen van de overeenkomst
- X. Slotbepalingen

##### DERDE DEEL: Bijlagen

- I. Offerteformulier
- II. Bevestiging van de ontvangst van de offerte
- III. Bezoekattest

- IV. Fotodossier
- V. Plan -1, benedenverdieping en +1
- VI. Plan van de keuken
- VII. Technisch bijzonder bestek voor de keuken

3. Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten bovenvermelde procedureregels uit te voeren;

4. Na afloop van deze procedure zal er een contract, waarvan de bepalingen de principes vastgesteld in het Bijzondere Bestek in bijlage weerspiegelen, alsook de definitieve offerte van de inschrijver goedgekeurd worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*7 annexes / 7 bijlagen*

---

## **ORGANISATION - ORGANISATIE**

### **Secrétariat - Secretariaat**

#### **43 Motion relative à l'Enfermement des Mineurs Étrangers (suivi) (à la demande de Madame El Yousfi, conseiller communal)**

Le Conseil communal de Forest en séance du 4 septembre 2018

Vu :

- la Loi du 16 novembre 2011 insérant un article 74/9 dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne l'interdiction de détention d'enfants en centres fermés;

Considérant :

- le caractère inhumain de l'enfermement d'enfants de tout âge;
- qu'il s'agit d'un réel recul dans la défense et le respect des droits des plus vulnérable :les enfants;
- qu'un enfant est égal à tout autre enfant, peu importe sa situation administrative et son titre de séjour;
- qu'un enfant ne peut se retrouver dans une situation de souffrance et de sanction à cause de son statut migratoire;
- que cette mesure viole les droits de l'enfant selon la Convention Internationale des Droits de l'Enfant : droit à la liberté, à la vie familiale et droit à ne jamais être soumis à un traitement inhumain et dégradant

- que la détention d'enfants va à l'encontre du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant;
- que la commune de Forest continue à s'engager à demeurer une commune hospitalière, respectueuse de la dignité humaine et des droits fondamentaux inscrits dans notre Constitutions et les Conventions Internationales;

Demande :

- que la mesure relative à l'enfermement d'enfants mineurs étrangers ne puisse pas être appliquée;
- que le gouvernement revienne au système des maisons ouvertes, à des mesures alternatives à la détention qui favoriseraient le bien-être et la dignité des enfants et qui permettraient de respecter les droits de l'homme et de l'enfant;
- que le présent texte soit transmis au Ministre en charge de la politique migratoire, Théo Francken et au gouvernement fédéral.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 20 votes positifs, 10 abstentions.

*Abstentions : Marc Loewenstein, Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Mostafa Bentaha, Gauthier Lambeau, Pol Massart, David Liberman, Dominique Goldberg.*

---

**Motie betreffende de Opsluiting van Minderjarige Vreemdelingen (vervolg) (op vraag van Mevrouw El Yousfi, gemeenteraadslid)**

De Gemeenteraad van Vorst in zitting van 4 september 2018

Gelet op:

- de wet van 16 november 2011 tot invoeging van een artikel 74/9 in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzake het verbod op het opsluiten van kinderen in gesloten centra;

Overwegende:

- de onmenselijkheid van het opsluiten van kinderen van ongeacht welke leeftijd;
- dat dit een ware achteruitgang betekent voor de verdediging en de eerbiediging van de rechten van de kwetsbaarsten, de kinderen;
- dat alle kinderen gelijk zijn, ongeacht hun administratieve situatie en hun verblijfstitel;
- dat kinderen zich niet in een toestand van lijden en bestraffing mogen bevinden vanwege hun migratiestatus;
- dat deze maatregel de rechten van het kind schendt zoals deze worden bepaald door het Verdrag inzake de Rechten van het Kind: het recht op vrijheid, het recht op het gezinsleven en het recht nooit te worden onderworpen aan een onmenselijke of ontorende behandeling;
- dat het opsluiten van kinderen indruist tegen het beginsel van het belang van het kind;

- dat de gemeente Vorst zich ertoe blijft verbinden een gastvrije gemeente zijn, met eerbied voor de menselijke waardigheid en de fundamentele rechten die in onze Grondwet en in de Internationale Verdragen zijn ingeschreven;

Vraagt:

- dat de maatregel met betrekking tot de opsluiting van buitenlandse minderjarigen niet wordt toegepast;
- dat de regering terugkeert naar het systeem van open huizen, naar de alternatieven op detentie die het welzijn en de waardigheid van de kinderen steunden en het mogelijk maakten de rechten van de mens en het kind te eerbiedigen;
- dat deze tekst wordt overgemaakt aan de Minister belast met het migratiebeleid, Theo Francken, en de Federale Regering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 20 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Mostafa Bentaha, Gauthier Lambeau, Pol Massart, David Liberman, Dominique Goldberg.*

**Madame El Yousfi dit que tout le monde a bien suivi le débat et qu'à un moment où il y a une banalisation de la haine et où certains citoyens osent prendre des positions courageuses, il est important que le politique se positionne également, que ce positionnement peut peser son poids pour mettre une halte à ce genre de pratiques.**

**Monsieur Hacken dit que le groupe cdH est d'accord avec le fond de la motion, mais qu'une des raisons de son report était que le texte pouvait être retravaillé. Il dit que lui aussi n'a pas fait de proposition pour améliorer le texte, mais il demande que néanmoins quelqu'un de son groupe puisse cosigner la motion. Il demande si Monsieur Lebrun peut cosigner. La demande est approuvée à l'unanimité.**

**Monsieur Borcy dit que le groupe MR reste fidèle à son principe : il ne débattera pas et ne votera pas un sujet qui n'est pas dans la compétence communale.**

**Monsieur Massart dit que le problème se situe au niveau de la loi, le groupe Défi rejoint Monsieur Borcy et s'abstiendra sur le point.**

**Madame Huytebroeck dit que, comme déjà annoncé lors du conseil précédent, le groupe Ecolo soutiendra la motion.**

**Mevrouw El Yousfi zegt dat iedereen dit debat heeft gevolgd en dat er op een moment waarop de haat alledaags wordt en waarop bepaalde burgers de moed hebben om een moedig standpunt in te nemen, het belangrijk is dat de politiek ook een standpunt inneemt, dat dit standpunt kan doorwegen om dit soort praktijken een halte toe te roepen.**

**De heer Hacken zegt dat zijn groep akkoord gaat met de inhoud van deze motie, maar dat een van de redenen waarvoor ze verdaagd werd, het feit is dat dat tekst kon bewerkt worden. Hij zegt dat**

**hijzelf ook geen voorstel ingediend heeft om de tekst te verbeteren, maar dat hij desondanks toch vraagt dat iemand van zijn groep de tekst mee ondertekent. Hij vraagt of de heer Lebrun mag tekenen. Het voorstel wordt unaniem aanvaard.**

**De heer Borcy zegt dat zij groep trouw blijft aan zijn principes: MR zal niet debatteren of stemmen over een onderwerp dat niet van gemeentelijk belang is.**

**De heer Massart zegt dat het probleem zich op het niveau van de wet bevindt, de groep Défi is het eens met de heer Borcy en zal zich onthouden.**

**Mevrouw Huytebroeck zegt dat, zoals reeds aangekondigd tijdens de vorige gemeenteraad, de groep Ecolo de motie zal steunen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

**Le conseil prend acte que le collège tentera de trouver une nouvelle date avant le 20 novembre pour convoquer un nouveau conseil pour procéder à l'audition de Madame Florence Flammang dans le cadre d'une audition disciplinaire du personnel enseignant subventionné.**

**De Raad neemt akte dat het college zal trachten om een nieuwe datum voor 20 november vast te leggen om over te gaan tot het verhoor van Mevrouw Florence Flammang in het kader van een tuchtverhoor van het gesubsidieerd onderwijzend personeel.**

Levée de la séance à 20:50  
Opheffing van de zitting om 20:50

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,  
Betty MOENS

Le Bourgmestre – Président,  
De Burgemeester – Voorzitter,  
Marc-Jean GHYSSELS